

• décembre 1993 • n° 375 •

IMPRECOR

• P R I X : 3 5 5 F F / 7 F S / 1 5 0 F B .

Algérie :

Guerre civile rampante

Haïti :

Un piège mortel

Pologne :

Nouvelle donne

Dossier Brésil:

L'alternative "pétiste"



SOMMAIRE

3

EDITORIAL
Une initiative de paix ?

4

ALGERIE
Le dilemme du pouvoir
Salhi CHAWQI

7

POLOGNE
Vers la recomposition politique ?
Jan MALEWSKI

11

HAÏTI
Le piège s'est refermé
Arthur MAHON

15

FRANCOPHONIE
Culture à vendre
DOCUMENT

17

Du bon usage du français
DOCUMENT

Dossier Brésil

18

Programme économique et socialisme
João MACHADO

21

Brésil, urgence !
DOCUMENT

27

Violence et crise nationale
José CORREA

28

Après la 8ème conférence
Carlos HENRIQUE ARABE

28

Budget et participation populaire
Raul PONT et Beti BURIGO

31

SENEGAL
Répression et victoire de l'opposition
Claude GABRIEL

33

Index de l'année 1993

36

NOUVELLES DU MONDE
ETAT ESPAGNOL — VIETNAM — SRI LANKA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement
le point de vue de la rédaction.

Chères lectrices, chers lecteurs

C'est le Brésil et le Parti des travailleurs qui sont à l'honneur dans ce numéro. Nous avons en effet choisi de centrer notre dossier sur la situation politique et les perspectives dans ce pays à moins d'un an des présidentielles prévues pour octobre 1994.

Les trois premiers numéros du semestre sont toujours disponibles avec, au sommaire, les dossiers suivants :

✓ septembre 1993 : rencontre du Forum de São Paulo à La Havane

✓ octobre 1993 : La crise de la social-démocratie

✓ novembre 1993 : La Russie du Tsar Eltsine

Si vous voulez compléter votre collection d'Inprecor mensuel, les numéros de l'année sont encore disponibles et la collection des numéros de 1993

va bientôt paraître.

N'hésitez-donc pas à nous les commander !

La rédaction

Correspondance
internationale
INPRECOR

Revue mensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PECCI
sarl au capital de 50 000 francs,
SIREN n° 391 857 562
Rédaction - Administration :
PECCI, BP 85,
75522 Paris CEDEX 11, France

Directeur de publication :
Jean Malewski
Commission paritaire en cours
ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS

ABONNEMENT (11 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
190 FF pour six mois. 360 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
200 FF pour six mois. 380 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
220 FF pour six mois. 460 FF pour un an.

Pli fermé

France - Europe : 250 FF pour six mois.
500 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.

- Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECCI", à adresser à PECCI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.
- Virements bancaires à "PECCI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
- Virements postaux à "PECCI", CCP n° 3.900.41 N Paris.



Abonnement Réabonnement

Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Une initiative de paix ?

Au lendemain de la proclamation de l'Union européenne, les Douze ont décidé de "relancer le processus de paix en Bosnie", à la demande conjointe des ministres français et allemand des affaires étrangères, Alain Juppé et Klaus Kinkel. Il s'agit, selon les initiateurs, "d'une démarche d'ensemble pour l'ex-yougoslavie". En réalité on laisse pour une conférence ultérieure les questions du Kosovo, de la Vojvodine et du Sandjak.

Catherine SAMARY

Le projet immédiat comporte deux volets : le premier concerne les convois humanitaires ; le second, la recherche d'accords politiques en Croatie et en Bosnie-Herzégovine. Il s'agit d'éviter l'éclatement de la première tout en entérinant celui de la seconde...

Les Douze entendent demander aux protagonistes de confirmer solennellement les engagements que le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR) a obtenu d'eux le 18 novembre : assurer l'acheminement des secours. Depuis le 25 octobre, en effet, le HCR avait interrompu tous les convois à la suite de la mort d'un chauffeur danois. Les militants apportant les trois camions d'*International workers aid* qui ont avec courage, et chance atteint la région de Tuzla mi-novembre, y ont trouvé une population affamée, sidérée qu'ils aient pu parvenir à destination. Car, avec ses 600 000 réfugiés, Tuzla a subi ces derniers temps un triple blocus. Celui des milices serbes et croates, cherchant l'asphyxie des Bosniaques, et qui sont évidemment sur le terrain (avec les attaques de pilliers incontrôlés) les principaux obstacles à l'acheminement des convois, mais aussi, celui du HCR : interrompre les convois, c'était au nom de l'insécurité réelle des routes, laisser des semaines entières des centaines de milliers de personnes assiégées manquant de nourriture et de médicaments. Au pire c'est un choix politique cynique. L'aéroport de Tuzla aurait pu être réouvert depuis des mois, au nom de l'assistance aux populations, sans se heurter aux risques d'attaques des convois et des routes endommagées. Alain Juppé est quant à lui explicite : s'il n'y pas d'accord entre les belligérants, c'est à dire si les "Musulmans" ne signent pas le plan de dépeçage de la Bosnie, l'aide humanitaire cessera après l'hiver. La signature d'un accord sous la torture de la faim fait-elle partie des "principes" défendus par l'Union européenne et l'ONU ?

Alain Juppé lève le masque de l'hypo-

crise : « devant l'enlisement des négociations, l'Union européenne entend désormais énoncer le plan de règlement » (1) De quel plan s'agit-il ? Aux Serbes, il est demandé de trouver un "modus vivendi" en Croatie et de restituer aux Musulmans des territoires (3 à 40 %) si tout cela se réalisait, il y aurait levée progressive des sanctions ; aux Croates, il est proposé d'accepter un règlement par étape des conflits sur les Krajinas et de permettre l'accès à la mer par la Présidence bosniaque — ils obtiendraient en contre-partie une aide économique. Si ces revendications (exprimées par Alija Izetbegovic en septembre) étaient satisfaites, les Douze « inviteraient les Musulmans » à signer l'accord — tout en les assurant d'une aide à la reconstruction de "leur Etat". Le principe du plan Owen-Stoltenberg (en réalité Milosevic/Tudjman) serait donc confirmé, à savoir la formation de trois républiques — on évoque semble-t-il de moins en moins tout semblant d'Union bosniaque.

Un plan qui entérine l'inacceptable

Alain Juppé le justifie explicitement : « quelle que puisse être notre préférence pour l'unité de la Bosnie-Herzégovine, les trois parties, y compris le gouvernement de Sarajevo, agissent dans la perspective d'une séparation des trois républiques ». Il omet de dire si tel était le choix de Radovan Karadzic et Mate Boban (qui défendait ce principe de "cantonisation ethnique" dès Mars 1992 et l'ont mis en pratique). Le principe des trois républiques ethniques n'est accepté côté "Musulman" et bosniaque qu'à reculons, dans la dissymétrie des armements, sous la contrainte et non sans dissensions. Il est loin d'être soutenu par les populations mélangées des villes, notamment en Bosnie centrale. Il s'impose dans la violence faite à 3,5 millions de réfugiés sur l'espace yougoslave et 760 000 demandeurs d'asile à l'extérieur.

Il est vrai qu'Alija Izetbegovic a fini par accepter fin juillet 1993 le principe de l'Union des trois républiques. Le 16 septembre, il a même signé avec Radovan Karadzic une déclaration prévoyant le droit de sécession par référendum sur simple majorité au bout de deux ans d'existence de l'Union des républiques. Le 29 septembre, le Parlement bosniaque (qui a perdu la plupart de ses députés serbes et croates), n'a pas formellement rejeté le principe du plan mais avancé plutôt des conditions : un Etat viable, un accès à la mer, des garanties de l'ONU et de l'OTAN, un statut spécial pour Mostar et Banja Luka. La logique était manifestement de gagner du temps pendant qu'une contre-offensive militaire était lancée, récupérant d'ailleurs sur l'ex-allié croate une partie substantielle de territoires (celui-ci contrôlait 25 % de territoire dans feu le plan Vance-Owen, aujourd'hui, il s'agit de 18 %, la proportion des croates en BiH). L'épuisement lié à la guerre, pour les populations assiégées, l'aspiration d'une partie des Musulmans à avoir "leur Etat", sont des réalités qui pèsent avec des dynamiques contradictoires sur la nature du futur Etat : "Musulman" ou "bosniaque". Les purges récentes dans l'armée bosniaque visent-elles seulement des "criminels de guerre", des "jusqu'au boutistes", ou bien aussi des chefs militaires qui auraient des conceptions différentes de la nature de l'Etat à défendre ou à mettre en place ?

Cette dernière question est évidemment essentielle pour l'avenir. Elle n'est en tout cas pas encore tranchée, pas plus que ne doit cesser le combat dans chaque Etat contre les "purifications ethniques" qui s'y poursuivent, quels que soient les accords signés. ★

29 novembre 1993.

1) Libération, 25 novembre 1993.

Le dilemme du pouvoir

C'est la presse impérialiste qui a mis au devant de l'actualité la situation algérienne, en ce deuxième semestre de 1993. Le cycle macabre de la répression et des assassinats intégristes a connu des moments plus importants, et la tentative, jusqu'à son éviction fin Août 1993, d'échapper au diktat du Fonds monétaire international (FMI) par le populiste Bélaïd Abdesselam a passé inaperçu hors du pays. Mais il y a plus préoccupant que l'assassinat de deux dizaines d'intellectuels francophones et l'enlèvement de trois français dans un pays qui compte les morts et les déportés par milliers, les torturés par centaines, les condamnations à mort par dizaines. Les hommes ne naissent décidément pas égaux.

Salhi CHAWKI

En acceptant de promulguer un code des investissements en faveur des impérialistes et de supprimer à la fin de l'année le comité *ad hoc* qui contrôlait les importations, le régime algérien est maintenant assuré de la solidarité d'un large front "humanitaire" international contre les intégristes.

La fuite en avant dans la répression après la mise en place du Haut comité d'Etat (HCE) et l'arrêt des élections du 26 décembre 1991 étaient d'abord accueillis par le silence. Impuissance du camp intégriste, absence d'une troisième force malgré le succès du rassemblement du 2 janvier 1992 à l'appel du Front des forces socialistes (FFS), tel était le cadre politique à l'époque.

Puis, on s'est habitué à la routine macabre de l'assassinat quotidien de gendarmes du rang et de leurs proches, au rite odieux des aveux télévisés des coupables présumés très vite arrêtés, aveux trop rapides pour ne pas laisser craindre de sévices physiques. La Ligue de défense



des droits de l'homme parle de dizaines de cas de tortures. Le chemin de l'horreur a eu ses grands carrefours. L'assassinat de Boudiaf, président du HCE, en juin 1992, qui réveillait la crainte de la guerre civile et du chaos, sortait le pouvoir de son isolement et lui permettait de recueillir l'adhésion des partis modernistes et de secteurs des masses populaires.

Les chemins de l'horreur

L'attentat à la bombe de l'aéroport et le spectacle odieux de débris humains faisait basculer l'opinion contre le Front islamique du salut (FIS). Le meurtre de l'ancien ministre de l'Enseignement supérieur, le sociologue Liabes, au printemps 1993, marquait le début des attaques contre les civils qui ont généralisé la peur.

Puis, c'est la mort absurde d'intellectuels francophones, de l'écrivain et journaliste Tahar Djaout au professeur de psychiatrie Boucebei qui a alerté les intellectuels et les Etats européens.

Alors que le pouvoir et ses amis pen-

saient en avoir fini avec les attentats et déclaraient le "dernier quart d'heure arrivé", (reprenant la formule célèbre d'un gouverneur général pendant la guerre d'Algérie) il y a eu de nouvelles victimes, parmi elles, le journaliste Smail Yefsah, dont la mort a causé une émotion unanime.

Complot soudanais ou iranien, entreprise néocoloniale de la France, actions de déstabilisation de services secrets algériens et de la "mafia politico-financière", opération israélienne, les commentateurs modernistes se sont égarés bien souvent. Les milieux intégristes mettaient en avant la fiction d'une armée islamique commandée par "le général Chebouti" appuyé sur une diplomatie civile basée à l'étranger.

En réalité, les branches armées du FIS, comme El-takfir wal Hijra, ont été pour l'essentiel démantelées par la répression préventive de juin 1991 pendant l'état de siège et au lendemain de l'arrêt des élections. Les désertions de militaires ont été rares. Dans l'immense mouvance militante du FIS, quelques milliers d'activistes se

sont impliqués dans des opérations militaires désordonnées sans coordination réelle, même si certains chefs militaires comme Layada ont émergé.

Parce que l'intégrisme est un mouvement essentiellement urbain, sans grande base rurale, il n'a pas pu stabiliser de maquis. Les implantations dans les montagnes proches d'Alger, notamment à l'est au Zbarbar dans la région de Lakhdaria et au sud dans la montagne de Chréa sont le fait d'éléments extérieurs venus de la ville rançonner la population locale. La preuve en est que la région kabyle, quasi unanimement hostile au mouvement intégriste, est souvent citée comme maquis. L'inaccessibilité de certaines zones montagneuses a encouragé les groupes intégristes à se réfugier, tel les anciens d'Afghanistan découverts à Bougaa en petite Kabylie, dans une région que les dispositifs policiers ne prenaient pas en compte.

Les groupes armés islamistes

Si on excepte quelques embuscades, et les rares opérations de "envergure", attentats contre Boudiaf, contre Kasdi Merbah, l'un des hommes les mieux gardés du pays, ou la tentative contre le général Nezzar, ministre de la Défense, les actions entreprises sont des assassinats de civils ou de gendarmes isolés sur leur itinéraire quotidien. On déclare trois mille morts depuis deux ans ; parmi eux, il y a autant de chauffeurs de taxi que de journalistes ; il y a notamment plusieurs dizaines de délégués communaux désignés pour remplacer les municipalités FIS dissoutes.

Ces attentats sont le fait de petits groupes autonomes se reconnaissant dans Layada Chébouti et dans le Mouvement islamique armé (MIA). C'est l'émir du groupe qui prend les décisions et désigne les cibles. L'impuissance sur le plan militaire conduit à privilégier les cibles faciles : gendarmes prenant leur café, fonctionnaires allant faire leurs courses, responsable sortant de son appartement dans une cité populaire. Cette violence assassine devenue banale se tourne vers des cibles plus sensibles susceptibles de provoquer la médiatisation maximale. Selon la police, les assassinats d'intellectuels et de journalistes seraient presque tous l'œuvre macabre d'un seul groupe dont le chef, Ras el Ghorab, court toujours. Récemment, les Groupes islamiques armés (GIA) et le mouvement de Mekhloufi, déserteur de l'armée, se sont à leur tour spécialisés dans ce type d'opérations.

Sur le plan strictement militaire, les intégristes ne constituent pas une menace.

L'attaque d'un petit poste militaire à Bougzoul au sud d'Alger ne s'est pas répétée ailleurs. C'est au plan politique que le pouvoir s'inquiète. Même si la violence intégriste fait l'objet d'une réprobation générale, elle n'en terrorise pas moins la population qui se réfugie dans une prudente neutralité. Et si l'on attribue si souvent les assassinats à des forces occultes au sein du pouvoir, c'est aussi pour éviter d'affronter les intégristes de son quartier.

Les attentats obligent les policiers et d'une façon générale les représentants de l'Etat à désertir leur domicile et leur quartier et à ne se montrer que nombreux et bien protégés. Pour assurer la présence et l'autorité de l'Etat, il faut des barrages et des ratissages qui provoquent la grogne, aussi le pouvoir n'en abuse-t-il pas.

Aux surenchères des éradicateurs — ces ex-démocrates nouveaux pieds-noirs qui demandent que les quartiers populaires, tous fiefs intégristes, soient écrasés —, le pouvoir répond qu'il ne veut pas nourrir politiquement et socialement un mouvement qu'il combat militairement. A l'inverse, l'inconséquence des intégristes provoque leur discrédit. Jugés coupables de l'insécurité, on ne leur pardonnera pas de s'attaquer à des faibles, à des sans grades ou à des voisins de palier et les centaines de *hold-up*, les usines incendiées leur coûteront cher, politiquement parlant.

Les récents ratissages monstres dans les quartiers d'Alger, démonstration de force sans grande efficacité répressive, ne suscitent aucune protestation tant ils semblent rassurants et justifiés par la situation.

L'impasse économique

Pour les gouvernements qui se sont succédés depuis la montée intégriste, la même équation reste à résoudre. Comment mettre en place "l'économie de marché" exigée par le FMI et souhaitée par les classes possédantes locales sans effondrer l'économie. Car il n'est pas question d'élargir le cercle du désespoir social dont se nourrit l'intégrisme.

Le problème est qu'avec 7 à 9 milliards de dollars de remboursement annuels qui représentent plus de 70 % des recettes d'exportation, le régime a besoin de crédits massifs chaque année. Les deux tiers des produits alimentaires sont importés et l'ensemble des secteurs économiques dépend d'importations vitales de pièces détachées. Dévaluer le dinar provoque un accroissement de la misère et un mécontentement qu'enregistre l'intégrisme (1).

Libéraliser les importations comme l'exige le FMI provoquerait comme en

Allemagne de l'Est et en Pologne l'effondrement immédiat d'un secteur industriel, certes dépendant et peu performant mais non négligeable. Il n'y aurait plus d'avenir pour les aciers, les camions, téléviseurs, wagons, engins de travaux publics algériens, aucun espoir pour le textile et la chaussure, déjà sévèrement concurrencés par le *trabendo*, cette contrebande massive par les valises des voyageurs. Et c'en serait fini de ces complexes industriels de milliers de travailleurs qui structurent le paysage social du pays.

Aussi les différents gouvernements n'ont fait que des promesses sur ce terrain, reportant le saut dans le vide. Le gouvernement Ghazali n'a dû sa survie qu'à l'injection de capitaux impérialistes dans l'exploitation pétrolière dont ils avaient été écartés depuis les nationalisations de 1971.

Guerre civile larvée

C'est ce refus du coût social de la libéralisation à marche forcée, en pleine guerre civile larvée, qui explique la désignation par les militaires de Bélaïd Abdesselam, le père de l'industrialisation des années 70, au lendemain de la mort de Boudiaf. Dans l'opposition, Bélaïd proposait, à contrecourant des réformateurs libéraux, une économie de guerre qui se satisferait d'importations minimales sans continuer à emprunter. Chef du gouvernement, il met de l'eau dans son vin. Il ne s'agit plus que d'hiberner de trois à cinq ans en réduisant au mieux les importations, en attendant que le service de la dette se réduise à moins de 40 % des recettes d'exportations.

L'Algérie a versé 26 milliards de dollars en quatre années, intérêt et capital pour une dette dont le montant ne cesse de progresser, passant de 24 à plus de 26 milliards (dette militaire non incluse). Bélaïd comptait s'en sortir avec le doublement des capacités d'exportations en gaz naturel prévu pour 1996. Justement le FMI et les créanciers ne pouvaient le laisser atteindre ce rivage.

Les Français notamment exigeaient que l'Algérie en passe par le rééchelonnement pour que les conditions posées soient claires et que ne soit laissée aucune échappatoire. Au gouvernement algérien qui demandait qu'il soit tenu compte de sa situation de bon payeur, Camdessus (?) rétorque en ricanant : « *Qui paye ses dettes s'enrichit, mais le FMI n'aidera que ceux qui ont un programme de réformes* ». Entendez bien sûr, un programme de suicide économique et de capitulation devant les maîtres impérialistes.

Dans un discours fleuve qui réveille

1) Hamrouche l'a laissé "glisser" de 1,4 FF à 0,25 FF

l'anti-impérialisme enfoui dans la conscience des masses algériennes, Bélaïd conte par le menu les entretiens avec Camdessus : une dévaluation qui diviserait par deux les revenus populaires, une exigence d'équilibre budgétaire qui interdirait au gouvernement de financer les entreprises publiques toutes déficitaires, une ouverture du marché national et un avantage financier dérisoire de 1,5 milliard de dollars de plus puisque les crédits déjà obtenus seraient supprimés dès l'accord de rééchelonnement.

Les promesses d'ouverture de zones franches et de facilités aux investisseurs étrangers ne se concrétisent pas, option affichée d'un libéralisme piloté et prudent, tout cela mécontente le FMI.

Chute de Bélaïd...

Assiégé par les assauts des libéraux qui, de Aït Ahmed qui le taxe de bolchevisme au patronat qui l'accable d'une campagne virulente dans les colonnes des nombreux journaux "indépendants" utilisant même les services de la bureaucratie syndicale, Bélaïd a été rejeté par les classes possédantes depuis l'impôt sur le patrimoine qu'il osait proposer dans pays habitué à ne rançonner que les salariés. Pourtant, son autoritarisme l'isole des masses travailleuses dont il contient et réprime l'expression et qu'il afflige de mesures disciplinaires draconiennes dans les entreprises d'Etat. Par ailleurs son incapacité à relancer l'économie ne donne aucun motif d'espoir aux masses populaires et à la jeunesse au chômage.

Son populisme sans le peuple ne pouvait réussir. Et la baisse du prix du baril cet été le prive de 1,4 milliard de dollars de recettes escomptées. Son style cassant heurtait tous les interlocuteurs et l'isole à un moment où le pouvoir traverse une phase délicate : l'approche de la fin du "mandat" du HCE. Il a été limogé à quelques mois de cette échéance de décembre 1993. Le gouvernement de son successeur Reda Malek s'efforce de rassurer les créanciers et les classes possédantes. La nomination de Benachenhou, ancien fonctionnaire du FMI, comme ministre de l'économie, est un gage d'apaisement.

Partisan du libéralisme, qu'il préfère non désindustrialisant dans ses doctes rêveries de professeur d'économie, il préconise d'aller vers le rééchelonnement de la dette. Mais dans le monde réel, on ne lui laisse pas le choix et les militaires ne peuvent accepter le chaos social à la veille de la mise en place de la succession au HCE. Aussi le mot tabou de rééchelonnement est exclu et tant les médias nationaux que les

créanciers impérialistes abandonnent leur campagne frénétique et s'inquiètent du sort des masses algériennes. Mais ce qui nous gêne n'est pas tant le rééchelonnement comme report de remboursement que les conditions humiliantes dans lesquelles il aura lieu et leurs conséquences dramatiques.

Un plan d'ajustement est déjà en cours. Un code des investissements est promulgué offrant des avantages fiscaux appréciables, la garantie de rapatriement des capitaux, des facilités administratives sans aucune contrepartie de réinvestissement ou autre, il autorise des zones franches qui par définition affranchissent l'investisseur impérialiste de respecter les lois du travail, de payer l'impôt et de solliciter quelque autorisation que ce soit. La libéralisation des importations est annoncée pour la fin de l'année et le dinar serait dévalué. Bien sûr, le ministre de l'Economie reste discret depuis son retour de Washington. Il s'agit surtout de ne pas empêcher les partis qui "dialoguent" en ce moment avec le pouvoir de continuer à discuter du sexe des anges et de la désignation d'instances destinées à faire de la figuration dans la période à venir.

...et ajustement structurel

L'artifice juridique conçu en janvier 1992, consistait en la désignation d'une structure collégiale, le HCE, pour achever le mandat du président démissionnaire. Hors son mandat s'achève fin décembre 1993 et les militaires savent qu'il ne peuvent toujours pas affronter victorieusement les urnes.

Il a donc été décidé d'une "transition" de 3 à 5 ans qui continuerait l'ordre anti démocratique actuel. A cette différence près qu'il n'y a plus d'artifice juridique. Cette parenthèse explicitement hors du cadre de la constitution, a intérêt à s'entourer du maximum de caution morale. Référendum, conférence des partis, structure de surveillance de la transition l'accessoire est admis à la discussion. Entre les "éradicateurs" républicains qui refusent le risque d'un référendum et demandent l'interdiction des partis islamistes, et les "réconciliateurs" — qui avec le FLN, le FFS d'Aït Ahmed, Ben Bella et les islamistes modérés de Hamas et d'Ennahda demandent des gestes d'ouverture du pouvoir et l'association du FIS au dialogue — une lutte inégale fait rage. Les éradicateurs, au poids électoral dérisoire, disposent néanmoins de l'appui de la presse.

Il y va, bien sûr, de la crédibilité des institutions de l'après-HCE. Pour l'instant, le HCE et la Commission nationale du dialogue composée de plusieurs généraux et

dignitaires du régime s'en sort bien. Dans leurs communiqués, ils disent avoir reçu 41 partis, qui seraient tous d'accord pour le bien et les grands principes sacrés de la nation. Par contre, on ne sait toujours pas si les concessions de pure forme seront suffisantes pour arracher l'adhésion du FFS et de quelques autres à la Conférence nationale qui se prépare.

Le front social se réveille

La crise politique et le climat morbide provoquent bien évidemment un repli des luttes sociales. Les secteurs qui s'engagent dans un processus revendicatif malgré l'état d'urgence et les circulaires draconiennes, sont vite découragés par une nouvelle vague d'assassinats de civils. C'est le cas à cette rentrée des enseignants du supérieur en grève nationale pendant qu'on enterre Yefsa, c'est ce qui conduit les travailleurs de la maintenance d'Air Algérie à retirer leur préavis de grève. Mais c'est tout de même par centaines qu'on compte les conflits sociaux comme cette longue grève de l'EBA.

Mais soudain, cela s'accélère, grève nationale des fonctionnaires, préavis de grève pour le 6 décembre de l'ensemble de la zone industrielle de Rouiba qui regroupe des dizaines de milliers de travailleurs, grève nationale d'une semaine des travailleurs de l'éducation, appels de structures syndicales pour une journée de protestation, campagne contre le paiement de la dette. Benhammouda, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), naguère instrument des campagnes libérales contre Bélaïd, engage une campagne contre le remboursement de la dette « *que se sont appropriées les couches dirigeantes* ». Si ce n'était le discrédit d'une direction syndicale qui s'est compromise dans l'appel au coup d'Etat et dans le soutien à chacun des gouvernements qui se sont succédés et les vagues de répression syndicale qui ont grandement contribué à éclaircir les rangs des adhérents, l'UGTA serait le cadre de la recomposition politique dans le mouvement de masse et offrirait une perspective.

Le chemin est encore long. Raison de plus pour ne pas perdre une minute et s'engager avec tous ceux qui veulent résister au plan du FMI, résister à l'agression libérale et bâtir une alternative au service des démunis, au service de l'humanité. ★

Alger, 26 novembre 1993

Vers la recomposition politique ?

Les élections du 19 septembre qui ont abouti à la formation du gouvernement de coalition entre le Parti populaire polonais (PSL) et l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) ouvrent une phase de recomposition du champ politique polonais. Les partis de la droite tentent de se regrouper pour former un parti catholique conservateur et un autre bourgeois libéral. Au sein de la gauche, confrontée à la gestion gouvernementale, des fractures se dessinent. Mais surtout, c'est la fracture historique entre opposants et gérants du régime bureaucratique, que les électeurs ont jeté aux oubliettes, ouvrant ainsi la voie à des alliances croisées.

Jan MALEWSKI

En comparaison avec la précédente échéance électorale, la SLD et le PSL obtiennent deux fois plus de voix, alors que l'Union du travail (UP) triple ses voix. A l'inverse les partis engagés dans le gouvernement sortant qui ont fait du libéralisme économique leur étendard — le Congrès libéral démocrate (KLD) et le Parti populaire polonais-Entente populaire (PSL-PL) — voient leur électorat fondre comme neige au soleil. Si le principal parti libéral, l'Union démocratique (UD) parvient à stabiliser son électorat, il n'effectue pas la percée qu'il escomptait.

Ces élections sanctionnent également l'échec relatif de l'opération engagée cet été par le président Lech Walesa, qui avait tenté de regrouper au sein d'un Bloc des sans-parti en faveur des réformes (BBWR) (1) des syndicalistes de Solidarité, des patrons, des dirigeants paysans et des notables locaux : avec un peu plus de 5 % des suffrages exprimés, cette formation parvient tout juste à constituer un groupe parlementaire. Enfin la droite catholique (2), qui avait fait de l'épuration anti-



communiste et de la cléricatisation de l'État ses chevaux de bataille, divisée en plusieurs petites listes, si elle maintient globalement ses voix, n'obtient pas de députés faute d'avoir pu franchir les seuils d'éligibilité (3).

Lorsqu'en juin 1989 lors d'élections partiellement libres, les Polonais ont massivement désavoué l'ancien régime et ainsi ouvert la voie à la formation du premier gouvernement issu de l'opposition anti-bureaucratique, il ne s'agissait pas seulement d'un vote contre la dictature. La chute de ce régime avait fait renaître l'espoir d'une nouvelle période de croissance, même si la majorité de la population admettait qu'il faille payer un prix pour "les années perdues" de la dictature et était donc prête à accepter l'austérité durant une période. Cet espoir avait un fondement historique : au cours des décennies passées, le régime bureaucratique avait modifié le partage du revenu national en faveur de la consommation lorsqu'il était ébranlé par les révoltes

populaires. Le nouveau régime a cruellement déçu ces espérances. Les élites politiques issues de Solidarité et gagnées à l'idéologie libérale aux cours des années 80 ont engagé le pays sur la voie de la restauration capitaliste avec la conviction que c'est non seulement l'absence de démocratie mais encore l'hypertrophie du système de protection sociale et le caractère rachitique du secteur privé qui étaient la source de la stagnation économique de l'ancien régime (4).

Elles ont imposé cette explication idéologique et ont commencé à mesurer leurs succès à l'aune des privatisations réalisées, de l'enrichissement de la nouvelle bourgeoisie et de la réduction des revenus de la majorité de la population. Elles ont interprété le désarroi et la passivité politique de leur base sociale originelle — les travailleurs des grandes entreprises en premier lieu — comme une acceptation de leur politique, se sont ainsi auto-intoxiquées et ont été incapables de saisir que leur politique excédait la population.

1) Reprenant le sigle de l'ancienne organisation fondée par Jozef Pilsudski pour légitimer le régime bonapartiste issu du coup d'État de mai 1926, Lech Walesa a tenté de regrouper avec une phraséologie populiste et corporatiste diverses personnalités, dans le but de s'assurer une masse de manœuvre personnelle. La majorité des dirigeants d'une tendance "syndicaliste" de Solidarité, le Réseau des grandes entreprises ("Siec"), est entré en son sein, assurant à ce bloc une influence ouvrière non négligeable.

2) Représentée lors de ces élections par l'Entente du Centre (PC - formé lors d'une scission pro-Walesa des comités civiques en 1990, devenue depuis anti-Walesa) qui s'est allié avec d'autres petits groupes, le Rassemblement pour la République (RdR) de l'ancien Premier ministre Jan

Olszewski qui s'est constitué en 1992 pour lutter en faveur de l'épuration, ainsi que par la Ligue catholique nationale (ZChN - formée en 1990 avec le soutien de l'épiscopat) qui a formé un bloc électoral avec divers petits groupes.

3) Le nouveau système électoral est une proportionnelle d'arrondissement matinée d'une correction nationale pour les vainqueurs. Il instaure des seuils minimaux d'éligibilité (5 % pour les partis et 8 % pour les blocs électoraux) et favorise les partis ayant obtenu plus de 7 % des suffrages exprimés, qui prennent part à l'attribution des sièges de réservés aux listes nationales.

4) L'entretien avec Jan Litynski, devenu depuis un des dirigeants de l'UD, publié dans Inprecor n° 256 du 28 décembre 1987 témoigne de cette évolution idéologique.

« Les recherches que je mène — écrit le psychologue Janusz Reykowski — indiquent que les Polonais n'ont pas en général un sentiment de citoyenneté, qui implique qu'on se sente être un interlocuteur du pouvoir et qu'on ait l'impression de participer à sa formation. Le Polonais moyen (...) se sent seul face à une situation qui le dépasse. Alors il se révolte. (...) Les Polonais qui penchent à gauche ne sont ni socialistes ni communistes. (...) Les gens ont voté non pour le programme de la gauche, mais contre le pouvoir » (5). Pour l'historien Tomasz Nalecz, la victoire électorale de la gauche est « l'expression de la nostalgie pour les mots d'ordre et les idéaux d'août 1980 » et le résultat « de la déception de la société envers les élites politiques » (6). Les sondages effectués après les élections confirment ces appréciations. Selon l'institut OBOP, pour 54 % des personnes interrogées, la gauche a gagné car les coûts des réformes étaient trop élevés (7). Pour 35 % des personnes interrogées par l'institut CBOS, la SLD est arrivée en tête aux élections car les gouvernements précédents ont délaissé les problèmes des gens simples (et seulement pour 20 % « parce que la vie était meilleure du temps du POUP ») (8).

Nouvel espoir

Le nouveau gouvernement est ainsi confronté à de fortes aspirations et sera jugé en fonction des effets de sa politique sur la vie quotidienne. 47 % des personnes interrogées par le CBOS espèrent ainsi que le nouveau gouvernement ralentira les privatisations, 35 % qu'il améliorera leurs conditions de vie, 32 % qu'il parviendra à diminuer le chômage. Selon un autre sondage près de 80 % des Polonais pensent que le nouveau gouvernement augmentera les salaires de la fonction publique ainsi que les pensions et les retraites (9). Ces aspirations ne sont pas utopiques, car dans l'histoire récente, la population a vécu des périodes où leur réalisation pratique semblait engager : au cours des années 70, le niveau de vie de la population dans son ensemble s'est accru rapidement de manière quasi continue et pendant la montée révolutionnaire de 1980-1981, les Polonais ont pu vivre une expérience réelle de démocratie sur leurs lieux de travail.

Elles sont pourtant de plus en plus contradictoires avec la nouvelle structure sociale, qui a été profondément transformée au cours des quatre dernières années. La société, à dominante salariale dans les villes et faiblement différenciée du point de vue des revenus jusqu'en 1989, a subi une différenciation accélérée. Le nombre d'emplois salariés, toutes catégories

confondues, a ainsi été réduit de deux millions (11,4 %) en quatre ans, diminution particulièrement importante dans la grande industrie étatisée alors que la croissance des emplois a été réelle dans le secteur des services et dans les entreprises privées.

Le secteur privé emploie ainsi aujourd'hui 46 % de la main d'œuvre. En même temps, on a assisté à une hausse de 100 % en trois ans du nombre de ceux qui travaillent à leur propre compte. On compte actuellement 1,6 millions d'entrepreneurs privés, dont 15 % d'anciens nomenklaturistes. Le chômage touche 2,8 millions de personnes (15,4 % de la population active) et 40 % d'entre elles sont des chômeurs de longue durée. La structure sociale des campagnes a aussi été modifiée, en premier lieu par le début de la privatisation du secteur agricole étatique et coopératif, mais également par les premiers signes d'une pénétration capitaliste de l'agriculture, rendue possible par la suppression du contrôle administratif sur les ventes de terres. On a vu ainsi apparaître à la campagne, selon Mikolaj Kozakiewicz « des gens qui exploitent des centaines d'hectares, qui sont engagés dans l'industrie et dans le commerce extérieur » (10).

Pourtant la modification rapide de la structure sociale n'a pas encore conduit à l'articulation d'intérêts politiques des nouvelles classes et couches sociales. Ainsi, à en croire l'institut de sondages INFAS qui a réalisé une enquête à la sortie des urnes, les votes de la nouvelle bourgeoisie se sont répartis de manière similaire à ceux de l'ensemble de la population, avec une légère inflexion en faveur des partis libéraux : 17 % des entrepreneurs privés ont voté pour la SLD, 13 % pour l'UD, 9 % pour le KLD et 8 % pour le BBWR (11).

Fractures politiques

La scène politique reste encore tributaire des fractures historiques tout en étant de plus en plus marquée par les débats actuels d'orientation politique et économique et leurs conséquences sociales. Les lignes de fractures ne manquent pas, tant en ce qui concerne la politique économique et sociale qu'en ce qui concerne les relations du nouvel État avec l'Église. Si les partis issus de la mouvance de Solidarité ont eu pendant quatre ans l'occasion de s'affronter sur des questions d'orientation des gouvernements successifs — affrontements qui ont conduit à un morcellement de cette mouvance — ceux qui plongent leurs racines dans l'ancien régime, confinés jusque là dans l'opposition, ont pu préserver leur unité de façade tout en connaissant un processus de différenciation interne.

Les partis politiques

Le PSL est issu de la fusion de l'appareil de l'ancienne organisation paysanne satellite du POUP (le ZSL) et de quelques dirigeants minoritaires de Solidarité rurale.

La SLD a été constituée par plusieurs dizaines d'organisations politiques et syndicales autour de la Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP).

L'UP regroupe des dirigeants historiques de la gauche de Solidarité ainsi que des militants issus du POUP qui ont quitté ou refusé de rejoindre la SDRP.

Le KLD est un petit parti constitué par des experts ultra-libéraux proches de Lech Walesa, appelé par lui au gouvernement en 1990.

Le PSL-PL est issu de Solidarité rurale. Ses dirigeants ont participé à tous les gouvernements libéraux depuis septembre 1989.

L'UD, qui est le principal parti libéral, est issue en 1990 de l'aile des comités civiques opposée à Lech Walesa. Ce sont ses dirigeants, pour une large part anciens experts ou dirigeants de Solidarité, qui ont impulsé la restauration capitaliste. ★

Il en est ainsi de la social-démocratie et de son bloc parlementaire, la SLD. « Ce qui uni la SLD — écrit Adam Michnik — c'est la communauté biographique et l'opposition envers les purges anticommunistes. Le reste, ce sont des désaccords : des attitudes, de la mentalité, des opinions politiques et des intérêts. » (12). La social-démocratie a été formée sur les débris du POUP, à l'initiative d'une fraction intellectuelle de gauche, le "Mouvement du 8 juillet", qui voulait dissoudre le parti de l'ancien régime pour faire la place à une formation de la gauche moderne. Lors du dernier congrès du POUP cette minorité a fait alliance avec une aile de l'appareil du parti qui cherchait l'auto-préservation. Mais cet appareil lui-même était hétérogène.

5) *Gazeta Wyborcza* n° 220 du 20 septembre 1993. Janusz Reykowski, professeur à l'Université de Varsovie, est un des fondateurs de la SDRP.

6) *Ibid.* Tomasz Nalecz, professeur à l'Université de Varsovie, fut un des fondateurs du Mouvement du 8 juillet, une fraction du POUP qui a entrepris sa dissolution en 1989. Dirigeant de la SDRP, il l'a quitté en considérant que ce parti ne parvenait pas à "couper le cordon ombilical" avec le POUP.

7) Sondage effectué les 4-5 octobre 1993.

8) Sondage réalisé entre le 24 et le 29 septembre 1993.

9) Sondage réalisé entre le 13 et le 20 octobre par SMG/KRC Poland.

10) *Gazeta Wyborcza* n° 212 du 10 septembre 1993.

11) Cité par dans *Gazeta Wyborcza* n° 227 du 28 septembre 1993.

12) *Gazeta Wyborcza* n° 213 du 11 et 12 septembre 1993.

Le diktat du FMI

Le FMI a accepté la politique économique polonaise à la veille des élections du 17 septembre. Les conditions posées par le FMI et acceptées par le gouvernement de Mme Suchocka illustrent bien la doctrine monétariste. Le FMI ne se limite pas à exiger la limitation de l'inflation, il indique également la façon d'y parvenir : le montant des allocations familiales ne doit pas dépasser la somme dépensée en 1992, il faut limiter les pensions d'invalidité et les préretraites et baisser de 5 % les salaires réels dans le secteur public. De plus, le gouvernement polonais doit aligner les taxes sur le pétrole sur celles d'Europe occidentale (ce qui signifie une très forte augmentation du prix) et limiter les subventions aux prix de l'énergie électrique et thermique, de l'eau chaude et des loyers. Les crédits bancaires au secteur public doivent être limités à la somme de 70 500 milliards de zlotys au cours de l'année et les crédits préférentiels offerts à l'agriculture et à la construction à 19 500 milliards de zlotys. La somme des emprunts souscrits par les banques polonaises à l'étranger ne doit pas dépasser 1,25 milliards de dollars. Cette restriction des crédits conduit à ce que la privatisation soit l'unique moyen de modernisation de l'industrie dans de nombreux cas. Et s'il fallait mettre les points sur les "i", le FMI considère (dans un rapport rendu public par le FMI le 22 septembre 1993) que le rythme des privatisations, en particulier des banques et des institutions financières, est encore trop lent.

Enfin le déficit budgétaire, limité à 5 % du PNB en 1993 doit être réduit en 1994 à 4,5 % du PNB. Et ce, en réduisant les dépenses sociales et plus généralement les dépenses gouvernementales, en Pologne déjà plus basses que dans la plupart des pays européens ! Ainsi les conditions du FMI sont fondées sur l'a priori hautement discutable que l'inflation polonaise est le produit de la pression des bas revenus. En fait, il s'agit non d'imposer une politique anti-inflationniste, mais plus simplement d'exercer une pression sur les bas revenus afin que les revenus du capital permettent d'accélérer l'accumulation capitaliste primitive. D'autres conditions posées par le FMI ne cherchent d'ailleurs même pas un tel voile idéologique : la taxe sur les importations devra être diminuée de 6 à 3 % en 1994 et supprimé en 1995 (alors que le déficit croissant du commerce extérieur est un important facteur inflationniste !). Comme les droits de douane constituent le seul moyen protectionniste — la Pologne n'emploie pas les moyens protectionnistes non tarifaires (par exemple les normes), si répandus dans les pays impérialistes — il s'agit là d'imposer les meilleures conditions de vente des produits importés. Enfin le transfert à l'étranger des profits ne doit pas être limité ★

ne. Pour une part, il tirait sa force des investissements faits par des membres de la nomenklatura (à titre personnel comme au profit du parti), pour une autre de son insertion dans le mouvement syndical et dans divers "fronts de masse" de l'ex-POUP. Si l'aile néo-libérale du parti est parvenue à s'imposer à la direction de la Social-démocratie et à dicter ses choix économiques, elle a dû composer avec l'appareil traditionnel, reconverti aujourd'hui dans la défense des opprimés et disposant de soutiens sérieux tant dans le mouvement syndical que dans le mouvement des femmes. La chasse aux sorcières anticommuniste, initiée l'an dernier par la droite, a resserré les rangs du parti.

Les divisions se maintiennent pourtant et ont déjà donné lieu à des esclandres entre ministres social-démocrates (13). La présence au sein du nouveau groupe parlementaire de la SLD de 61 députés du syndicat OPZZ ainsi que de quelques militants de groupes violemment opposés à l'option néo-libérale, tels les 3 députés du petit Parti socialiste polonais (PPS), permet aujourd'hui au courant anti-libéral de la SLD d'envisager son autonomie sans crainte de se voir marginalisé. Le vice-président de l'OPZZ a d'ailleurs laissé entendre que ses camarades pourraient

même renverser son gouvernement si celui-ci devenait trop oublieux des promesses électorales. D'autre part, le courant libéral aspire de plus en plus à une alliance gouvernementale avec l'UD.

Aleksander Kwasniewski, chef du groupe parlementaire de la SLD et fer de lance de ce courant expliquait dans une récente interview : « L'Union [démocratique] serait un bon partenaire de gouvernement : avec ses spécialistes, son prestige à l'étranger et les médias amis. (...) Nous avons aujourd'hui un gouvernement avec le PSL, mais la SLD ne ferme jamais les portes sur son chemin. » (14). Déjà au printemps lors du vote de la loi sur le programme de privatisation généralisée (15) la SLD s'était divisée : 28 députés ont voté en faveur de la loi et 17 contre, les autres s'abstenant. Aujourd'hui il s'agit pour les ministres de la SLD d'assurer l'application, alors que selon un récent sondage du CBOS, 61 % des salariés des entreprises publiques ne veulent pas que leur entreprise soit incluse dans le programme (16) et que les bases syndicales de l'OPZZ sont hostiles à la privatisation. L'autre parti de la coalition gouvernementale, le PSL, est également divisé. Pour son ancien vice-président Mikolaj Kozakiewicz, « le PSL est uni par son aspiration à gouverner,

son sentiment du danger qui menace l'agriculture, son appréciation de la souveraineté limitée du pays qui capitule devant les diktats du FMI et de la Banque mondiale. Les différences viennent de la richesse de ses membres » (17). Ce parti fait aujourd'hui l'objet d'une offensive de charme de la hiérarchie catholique.

L'échec électoral des partis catholiques a en effet laissé un vide que tant l'épiscopat que la direction pragmatique du PSL cherchent aujourd'hui à combler. L'épiscopat a semble-t-il délégué Mgr Orszulik, qui fut longtemps son secrétaire et qui est un politicien expérimenté, pour suivre ce parti. L'annonce par Waldemar Pawlak, chef du PSL et nouveau premier ministre, de sa volonté de voir ratifier le concordat, est significative du rapprochement en cours.

Multiples chausse-trapes

Confrontés à la gestion gouvernementale le PSL aussi bien que la SLD ne pourront donc éviter de trancher les divergences qui cohabitent aujourd'hui en leur sein. Et le nouveau gouvernement ne manquera pas de chausse-trapes, tant sur le terrain économique que sur le terrain social et idéologique. Il hérite d'une situation économique délicate. Le budget de l'État est surendetté, avec une dette publique de 1 100 000 000 000 zlotys (soit environ 55 milliards de dollars au taux actuel), et le service de cette dette sera de l'ordre de 18 % du PNB au cours de l'année 1994. De plus, au cours de l'année 1993 est apparu un important déficit du commerce extérieur, atteignant en huit mois près de 2 milliards de dollars. La négociation en cours de la réduction de la dette extérieure est tributaire de la préservation des accords avec le FMI dont les exigences sont loin d'être purement éco-

13) *Zycie Warszawy* du 18 novembre 1993 rapporte ainsi un conflit entre le ministre du Travail Leszek Miller, qui voulait obtenir une revalorisation des retraites pour l'an prochain et le vice-premier ministre, ministre des Finances, Marek Borowski, opposé à toute remise en cause des accords avec le FMI, qui aurait demandé la tête de son camarade.

14) *Gazeta Wyborcza* n° 254 du 20 octobre 1993.

15) Ce programme prévoit la privatisation en bloc de 600 entreprises (pour le moment seulement 367 ont été désignées), ayant chacune un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de dollars et ayant réalisé un bénéfice net au cours des années précédentes. Les actions de ces entreprises seront distribuées pour 15 % parmi les salariés et le reste sera versé à une vingtaine de fonds nationaux d'investissements, gérés par des banques ou des entreprises de management, qui émettront pour leurs parts des parts accessibles à chaque Polonais, en échange d'un certificat d'investissement dont le coût ne devrait pas dépasser 10 % du salaire moyen. Il s'agit ainsi d'un mélange de privatisation et d'épargne quasi-forcée.

16) *Gazeta Wyborcza* n° 231 du 2 et 3 octobre 1993.

17) Interview publié dans *Gazeta Wyborcza* n° 212 du 10 septembre 1993.

18) *Gazeta Wyborcza* n° 262 du 9 novembre 1993.

nomiques (cf. tableau ci-contre).

Les marges de manœuvre du nouveau gouvernement en matière de politique économique et sociale seront donc singulièrement réduites tant qu'il ne se décide pas à remettre en cause les "réformes économiques" entamées il y a quatre ans. Mais comme l'a annoncé Waldemar Pawlak en présentant son gouvernement : « *Le nouveau gouvernement ne se pose pas la question — continuer la politique économique précédente ou bien la rejeter ? Nous demandons par contre, à quel point et comment il est possible et nécessaire de l'améliorer* » (18). Le second terrain miné, sur lequel la coalition gouvernementale aura beaucoup de mal à préserver son unité, est celui des rapports Église-État. L'Église avait réussi sous la précédente législature à faire imposer le "respect des valeurs chrétiennes" aux médias, le catéchisme dans les écoles, l'interdiction de l'avortement et la signature du concordat avec le Vatican qui lui garantit de nombreux privilèges, tant idéologiques que matériels.

Le Premier ministre a annoncé que le gouvernement prendra « *les mesures nécessaires afin de clore positivement le processus de ratification du concordat déjà signé* », bien que la majorité des députés de la SLD s'y oppose. Il s'est gardé de mentionner la question de l'avortement, alors que selon un récent sondage 65 % des femmes sont en faveur de sa libéralisation et que 80 % d'entre elles considèrent que l'interdiction de l'avortement est un coup porté à la situation matérielle de leurs familles (19). Des femmes députés ont mis sur pied un intergroupe parlementaire des femmes qui a demandé au premier ministre la nomination d'une plénipotentiaire pour les femmes et a annoncé le dépôt d'un projet de loi libéralisant l'avortement (20). Barbara Labuda (députée UD), qui préside cet intergroupe, annonce également qu'elle exigera la légalisation du concubinage et s'opposera à la ratification du concordat. Entre ses velléités de servir l'Église et la pression de sa base féminine, le gouvernement devra faire un choix difficile pour sa cohésion. Ces grandes manœuvres dégagent un espace pour la gauche.

L'Union du travail (UP), qui a effectué une percée électorale, est la mieux placée pour occuper ce terrain. Elle est le premier parti dont l'identité n'est pas tributaire de la fracture historique entre les partisans et les adversaires de l'ancien régime. Si l'UP considère que « *le marché, la privatisation, la concurrence ne devraient pas être remis en cause* », elle n'en affirme pas moins « *rejeter le dogme* » selon lequel « *la régulation marchande doit avoir*

Résultats des législatives						
	en milliers de voix	% des inscrits	% des exprimés	Sénateurs	députés	
Exprimés 1993	13 800	51,00	100,00	100	460	
Exprimés 1991	11 219	40,77	100,00		xx	
SLD 1993	2 815	10,23	20,41	37	171	
SLD 1991	1 344	4,88	11,98		60	
UP 1993	1 000	3,63	7,28	3	41	
UP 1991**	282	1,03	2,51		5	
PSL 1993	2 124	7,72	15,40	36	132	
PSL 1991	973	3,53	8,67		48	
PSL-PL 1993	327	1,18	2,37	1	0	
PSL-PL 1991	613	2,23	5,46		28	
BBWR 1993****	746	2,71	5,41	2	16	
UD 1993	1 460	5,30	10,59	4	74	
UD 1991	1 381	5,02	12,31		62	
KLD 1993	551	2,00	3,99	1	0	
KLD 1991	839	3,05	7,48		37	
UPR 1993	439	1,59	3,18	0	0	
UPR 1991	252	0,92	2,25		3	
Solidarité 1993	676	2,45	4,90	9	0	
Solidarité 1991	566	2,05	5,05		27	
PC 1993	610	2,21	4,42		0	
PC 1991	977	3,55	8,71		44	
RDR 1993 ****	414	1,50	3,00	1	0	
ZChN 1993*****	879	3,19	6,37	1	0	
ZChN 1991*****	979	3,56	8,73		49	
KPN 1993	795	2,89	5,77	0	22	
KPN 1991	841	3,06	7,50		46	
Autodéfense 1993	384	1,39	2,78	0	0	
Parti "X" 1993	378	1,37	2,74	0	0	
Parti "X" 1991	52	0,19	0,47		3	
Minorité allemande 1993	x	x	x	1	4	
Minorité allemande 1991	x	x	x		9	

x : les résultats nationaux en voix et en pourcentages de la minorité allemande, présente dans deux régions, n'ont pas de signification.
 xx : 39 autres députés élus en 1991 n'apparaissent pas dans ce tableau, leurs formations ayant disparu.
 * Il y a de plus 4 sénateurs (1 Solidarité rurale et 3 indépendants) qui n'apparaissent pas dans le tableau ; nous ne disposons pas de la répartition des sièges au Sénat en 1991.
 ** En 1991 il s'agit des résultats cumulés par Solidarité du travail (SP) et le Mouvement démocratique social (RDS) qui ont fusionné ensuite pour former l'UP.
 *** Le Bloc sans parti pour les réformes a été constitué en juin 1993 à l'initiative de Lech Walesa.
 **** Le RdR, dirigé par l'ancien Premier ministre J. Olszewski, de droite.
 ***** L'Union nationale chrétienne s'est présentée à chaque fois en coalition avec d'autres groupes.

un caractère généralisé » et proclame sa volonté d'élaborer un programme économique alternatif (20).

Les discussions précédant la formation du gouvernement de Waldemar Pawlak ont constitué un test pour l'UP, dont de nombreux dirigeants aspiraient à entrer dans le gouvernement et étaient prêts à endosser l'option néo-libérale. Finalement l'UP a réussi un retournement spectaculaire, en mettant en avant son programme et en refusant de se plier à l'option néo-libérale des dirigeants de la SLD (22). L'UP reste cependant une organisation peu militante, bien implantée dans le milieu intellectuel, mais peu liée au mouvement syndical et faiblement présente parmi les travailleurs. Au cours de l'année 1992, les mobilisations sociales sont allées crescendo. La préparation des élections a mis une sourdine à ces mouvements. Aujourd'hui l'attentisme, lié aux espoirs mis dans le gouvernement, dominant. Il est cependant vraisemblable que les revendications resurgiront dès qu'il s'avérera que le gouvernement ne peut ni ne veut les satisfaire.

De la capacité de l'UP et des représentants syndicalistes au sein du Parlement à servir de caisse de résonance à ces mouvements sociaux et à les aider à formuler un programme de revendications transitoires dépendra pour une large part le caractère de la radicalisation ouvrière dans le futur. Si cette gauche parlementaire s'avère incapable de se lier aux mouvements grévistes à venir, c'est la droite catholique qui en tirera partie, en faisant une surenchère anticommuniste. Le succès que la gauche a obtenue lors de ces élections risquerait alors d'être remis en cause.

19 novembre 1993

19) Sondage CBOS cité par *Gazeta Wyborcza* n° 267 du 16 novembre 1993.

20) Il compte 52 membres sur les 73 femmes présentes dans le parlement. Des députées de la SLD, de l'UP, de l'UD et du PSL en font partie.

21) *Przywrocnym nadzieje (Rendons l'espoir)*, document programmatique de l'UP, Varsovie, août 1993, brochure.

22) Un de ses dirigeants, Marek Pol, directeur de la fabrique automobile FSR et ancien du POUP a accepté le poste de ministre de l'industrie « à titre personnel ».

Le piège s'est refermé

Après le coup d'Etat du 30 septembre 1991, Jean-Bertrand Aristide a fait le choix de revenir au pouvoir en s'appuyant essentiellement sur les moyens de la diplomatie internationale. Cette stratégie, qui a laissé le peuple haïtien dans l'expectative, a débouché sur l'accord de Governor's Island. Cet accord était piégé, comme les événements des dernières semaines l'ont tragiquement montré.

Arthur MAHON



Ces dernières semaines, on a assisté à un curieux spectacle aux Etats-Unis. Au moment où Bill Clinton disait ne pas exclure l'utilisation de la force pour obtenir le retour du président Aristide, toute une série d'hommes politiques se sont déchaînés pour mettre ce dernier en accusation. La CIA a ressorti ses vieux dossiers, établis il y a plusieurs années en collaboration avec le Vatican. Henry Kissinger, avocat, dit-on, d'importants intérêts américains en République dominicaine, a traité Aristide de "psychopathe et de meurtrier". Mais la réponse ne s'est pas fait attendre. La chaîne de télévision CNN qui avait commencé par répéter les affirmations de la CIA a fini par nier, après enquête, l'existence du psychiatre qui aurait soigné Aristide.

Et, surtout, en repréailles, une série d'informations confidentielles mettant en cause la CIA (dont George Bush avait été le patron) et l'administration républicaine ont été livrées à la presse. On a ainsi appris que "plusieurs hommes clés de la situation actuelle en Haïti" avaient travaillé pour la CIA, que l'ambassadeur américain en poste à Port-au-Prince au moment du coup d'Etat s'était arrangé pour que l'agence fédérale de lutte contre les narcotiques cesse de s'intéresser au cas d'Haïti. Il est vrai que les militaires haïtiens qui avaient été payés pour ce travail avaient été les premiers à s'enrichir dans le trafic de la cocaïne.

Sans doute Bill Clinton a-t-il été tenté un moment par l'hypothèse d'une opération militaire limitée. Elle aurait été bien accueillie par une grande partie de la population haïtienne, lui aurait permis de rehausser son prestige à peu de frais et d'intimider quelque peu le régime cubain. Mais trop d'intérêts s'y opposaient aussi bien en Haïti qu'aux Etats-Unis.

"Ponce Pilate"

L'administration Clinton a rappelé par la voix du conseiller à la sécurité nationale Anthony Lake qu'il fallait savoir distinguer entre "l'immédiat" et "l'important", et donc entre le dossier haïtien et les "questions les plus fondamentales", par exemple, "la situation des régions de grande importance stratégique pour nous comme la Russie". Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, Warren Christopher, a renchéri en expliquant le 4 novembre que « rétablir la démocratie en Haïti, mettre fin à la guerre en Bosnie ou réconcilier les parties en guerre en Somalie n'étaient pas sur la liste des priorités ». Conclusion livrée à un journaliste par un fonctionnaire de l'ONU : « Nous allons sans doute agir comme Ponce Pilate : ne rien faire de moins, mais ne rien faire de plus, laisser courir les sanctions, attendre et voir venir. Nous pouvons difficilement lever l'embargo car ce serait capituler devant les militaires, mais nous ne pouvons pas davantage intervenir » (1).

Depuis qu'Aristide s'est présenté à

l'élection présidentielle, les Etats-Unis ont hésité entre deux politiques : se débarrasser de lui ou essayer de l'utiliser. Ces deux politiques ont beaucoup en commun : la volonté de tenir le peuple à l'écart de la vie politique et, faute de mieux, de préserver l'essentiel de l'appareil de répression. La première politique s'est traduite par l'attentat de décembre 1990 contre un meeting électoral, le putsch de Roger Lafontant de janvier 1991, et le coup d'Etat de septembre 1991. On dénonçait le coup d'Etat le jour, mais, la nuit, on envoyait des avions chargés d'armes.

Puis ce fut la tentative de mettre sur pied une apparence de gouvernement civil. Mais le gouvernement de Marc Bazin n'a jamais été autre chose qu'une couverture pour la dictature militaire, et il s'est écroulé au printemps 1992, en entraînant dans sa chute les sociaux-démocrates du PAN-PRA. Après le coup d'Etat a été mise en place une tactique visant à engluer Aristide dans des négociations sans fin. Sans doute craignait-on à Washington qu'Aristide ne dénonce le rôle joué par les Etats-Unis dans le coup d'Etat et fasse tout ce qui était en son pouvoir pour aider le peuple haïtien à s'organiser et à se mobiliser. Il fallait donc donner un espoir illusoire à Aristide, afin qu'il reste un président soucieux des convenances diplomatiques.

L'idée de Clinton est différente : il a voulu se servir d'Aristide pour mettre en place un programme de démocratie restreinte et de mise sous tutelle d'Haïti.

1) Libération, 10 novembre 1993.

Cette politique a connu un point culminant avec la signature de l'accord de Governor's Island le 3 juillet 1993. Robert Malval, le Premier ministre qu'Aristide allait choisir par la suite, pouvait déclarer au magazine *Newsweek* : « Je peux vous garantir que nous n'aurons pas le genre de chaos que nous avons en 1991 (pendant la présidence d'Aristide), pour une raison précise : le Président Aristide n'était alors sous l'observation de personne. Maintenant, chaque matin il doit se réveiller en se demandant : « Qu'est-ce que mon ami Bill Clinton va penser si je fais ceci ou si je dis cela ? ».

Cet accord en dix points prévoyait le retour d'Aristide le 30 octobre 1993, et d'ici cette date la signature d'un décret d'amnistie, la nomination d'un nouveau Premier ministre, le départ de Cédras, remplacé par un nouveau commandant en chef, la séparation de la police (passant sous le contrôle du ministre de la Justice) et de l'armée. Le nouveau gouvernement allait devoir cohabiter avec les auteurs du coup d'Etat, au moins jusqu'au retour d'Aristide, et ces derniers resteraient presque tous membres de l'armée. Il fallut de nombreuses pressions, tant de Clinton que de Boutros Ghali pour qu'Aristide accepte de telles conditions.

Par le chantage

L'accord de Governor's Island fut complété deux semaines plus tard par le "pacte de New York" signé le 16 juillet entre la plupart des forces politiques haïtiennes. Comme l'accord de Governor's Island, il fut imposé par le chantage aux partisans du président Aristide. Il prévoyait notamment une "trêve politique" de six mois et la désignation par Aristide d'un "Premier ministre de concorde nationale". Parmi les articles dignes d'attention, il y a celui qui prévoit une loi relative à l'amnistie, dont le contenu n'est pas précisé, et qui pourrait s'ajouter au décret signé par le Président de la République haïtienne. D'après la constitution, ce dernier ne peut en effet accorder l'amnistie que pour les délits politiques, et non pour des meurtres, des tortures ou des viols. Selon le pacte de New York, un "fonds de réparation" devait être créé pour les victimes du coup d'Etat, ce qui signifie qu'elles devraient renoncer à demander justice.

Un article très important, mais très peu précis, de l'accord de Governor's Island concerne la "coopération internationale" : assistance au développement, assistance pour la réforme judiciaire et administrative, assistance pour la « modernisation » de

l'armée et la création d'une nouvelle police avec la présence de personnels de l'ONU dans ces domaines ». Par ailleurs, il était prévu que les Etats-Unis, le Canada, la France et le Vénézuéla se portent garants de l'application de l'accord. Derrière toutes ces propositions, en apparence anodines, se cachaient le projet de mise sous tutelle et le plan nord-américain de



« modernisation » libérale de l'économie d'Haïti, qui avait commencé à être formulé il y a une dizaine d'années. Les Etats-Unis entendaient le conduire cette fois-ci avec tous les moyens nécessaires : une aide financière et technique substantielle encadrant les initiatives du gouvernement (que venait de préparer la mission conjointe sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement) et des forces de répression "professionnalisées" c'est-à-dire une justice, une police et une armée à même d'empêcher la construction d'un mouvement populaire par des moyens modernes de répression, et non pas les violations des droits de l'homme au vu et au su de toute l'opinion internationale.

Sous le contrôle des Etats-Unis

Depuis de nombreux mois, le gouvernement des Etats-Unis prônait le déploiement d'une force militaire internationale, qualifiée alors "d'interposition". Les responsables américains disaient en coulisse qu'elle servirait à contrôler le mouvement populaire lors du retour d'Aristide. En juillet, il fut affirmé à Aristide qu'une

condition *sine qua non* à son retour était qu'il accepte une telle force. Fin juillet, dans une lettre, envoyée à sa demande au secrétaire-général de l'ONU, Aristide demandait donc l'envoi en Haïti d'une mission comprenant un millier d'hommes.

Servant sous le drapeau des Nations Unies, ils porteraient l'uniforme de leur pays, seraient munis de simples pistolets pour leur défense personnelle et ne seraient pas « habilités à user de la force pour maîtriser la violence ». Le 23 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU décidait l'envoi immédiat, et pour six mois « de 567 observateurs de police des Nations Unies au maximum et d'une unité du génie (construction) comprenant 700 hommes environ, dont 60 instructeurs militaires ». Une simple "mission de coopération technique", ont affirmé plusieurs diplomates.

Un document du *Washington Office on Latin America* (WOLA), élaboré à partir d'interviews et de la consultation de documents officiels, montre qu'il s'agissait de bien autre chose (2). Quatre programmes étaient prévus : deux concernant l'armée et deux concernant la police, tous menés théoriquement sous l'égide de l'ONU et de son envoyé spécial, Dante Caputo. Les deux premiers programmes, concernant l'armée, correspondaient bien *a priori* à une mission de "coopération technique". Un premier programme mené par 500 techniciens militaires étrangers (dont 350 originaires des Etats-Unis) consistait à construire de nouvelles casernes, rénover des dispensaires, réparer des routes et à former à ces techniques des soldats haïtiens.

Formation spéciale

Le second programme portait sur la formation militaire. Les 60 instructeurs seraient tous américains. Il s'agissait de donner à 2 200 soldats haïtiens une formation portant sur l'aspect "pacifique" de leur mission, telle qu'elle est définie dans la constitution haïtienne : action en cas de catastrophe, surveillance des frontières. Par ailleurs, des officiers américains prévoyaient que trente Haïtiens recevraient une formation spéciale aux Etats-Unis.

Les programmes concernant la police étaient d'une autre nature. 567 « moniteurs de police des Nations Unies » étaient prévus, provenant tous de pays francophones (Canada, France, Belgique, Suisse, pays africains). Selon l'étude du WOLA, ils devaient travailler avec la police haïtienne, afin de « la guider, la conseiller, surveiller

2) Political Violence Threatens Transition, Washington Office on Latin America, 110 Maryland Avenue, NE Washington, DC 20002-5696.

les opérations de police et vérifier que les conditions prévues par la loi sont satisfaites et que les actions de police sont correctement exécutées » sans pour autant avoir la possibilité de donner des ordres, de mener des enquêtes ou d'intervenir lors des actions de la police. Ils devaient par ailleurs signaler aux responsables de l'ONU les atteintes aux droits de l'homme dont ils auraient été témoins. Mais, d'après les informations collectées par le WOLA, leur véritable tâche était autre: elle était d'aider à « décourager les protestations des civils » durant la période de transition.

Quelle intervention ?

On retrouve bien là l'idée de la "force d'interposition" destinée à empêcher des débordements populaires. Il était évidemment plus facile de faire assumer cette tâche de dissuasion par des policiers étrangers, dont il était précisé qu'ils ne porteraient qu'un pistolet destiné à leur protection, que par des assassins haïtiens en uniforme. Il faut d'ailleurs noter que, selon Robert Malval, c'est l'armée elle-même qui a demandé que la mission internationale comprenne 1300 hommes, et non un millier comme cela était prévu initialement. Selon l'étude du WOLA, les policiers étrangers se retireraient progressivement pour céder la place à la police haïtienne une fois qu'elle aurait été séparée de l'armée et serait devenue une force civile.

Il était cependant prévu que, plus tard éventuellement, des policiers étrangers voient leur tâche redéfinie et participent à la formation de la police haïtienne, notamment à la mise en place d'une école de police. Mais il ressort de l'étude du WOLA que, contrairement à ce qui a été dit en général à ce sujet, ce sont les Etats-Unis qui devaient former la police haïtienne et la mettre sous leur contrôle. En effet, le second programme concernant la police était un programme bilatéral Etats-Unis/Haïti, bien plus ambitieux que le précédent. Ce programme de formation destiné à 5500 Haïtiens devait être mené à bien par 30 instructeurs de police de l'ICITAP, un organisme dépendant du ministère de la Justice des Etats-Unis, avec au départ deux classes dans la capitale, qui se seraient ensuite multipliées en province. L'ICITAP devait disposer, sur une période de cinq ans, de 15 millions de dollars pour réaliser ce travail. Il comprenait la formation d'une unité de protection pour Aristide et, bien évidemment d'une "unité de lutte contre les troubles urbains", ce qu'on appelle en général une unité anti-émeute.

Qui allait faire partie de la nouvelle police ? Cela n'a jamais été dit officiellement. Mais il est clair qu'elle allait être

composée essentiellement sinon uniquement de membres actuels de l'armée. Le souci de ne pas y intégrer des criminels et des trafiquants de drogue existait bien. Mais comment cela aurait-il été possible sans une épuration de l'armée, qui n'était pas du tout prévue par l'accord de Governor's Island ? Au contraire même, comme l'écrit le WOLA, « la structure établie par l'accord de Governor's Island laisse le haut commandement en place pendant presque toute la période de transition, ce qui lui permet de jouer un rôle au moment où les programmes internationaux de coopération commencent. D'où une préoccupation importante sur le fait qu'ils essaieront d'influencer le recrutement et la formation de la nouvelle police et tenteront de conserver le contrôle des forces de sécurité à l'avenir ».

"Réconciliation nationale"

On a eu une illustration du sens que les Etats-Unis donnent aux accords de Governor's Island lors d'une conférence tenue les 22 et 23 juillet à Miami, où le président Aristide a rencontré une centaine d'hommes d'affaires, en majorité haïtiens. Le chargé d'affaires nord-américain en Haïti et les représentants du PNUD, du FMI, de la Banque mondiale et de l'USAID étaient venus faire part de leur credo libéral, et affirmer la nécessité de "mesures drastiques" et de "sacrifices".

Un des participants a donné le ton en émettant le souhait que les îles haïtiennes de la Tortue et de la Gonave soient transformées en "Dysneyland". Le président Aristide était arrivé en retard à la conférence. En effet, Bill Clinton avait voulu le reconstruire afin, selon un membre de son administration « de faire pression sur lui pour qu'il applique l'accord de Governor's Island » Les pires représentants de l'oligarchie haïtienne ayant financé le coup d'Etat étaient venus à Miami. A tous, Aristide a dit : « Je vous aime » et « Seuls nous sommes faibles, ensemble nous sommes forts, tous ensemble nous sommes comme une avalanche », comme il l'habitude de le dire à la fin de ses discours prononcés devant un public populaire. Le grand organisateur de la conférence de Miami était l'Haïtien Robert Malval, le propriétaire d'une importante imprimerie. C'est lui qu'Aristide allait bientôt nommer Premier ministre.

Le grand absent de la scène politique durant ces derniers mois a été le peuple haïtien. Robert Malval a voulu être le sym-



bole de la politique de "réconciliation nationale" imposée par les grandes puissances et acceptée par Aristide. Cela s'est fait au détriment du mouvement populaire, appelé à être patient en attendant le retour du président.

A plusieurs reprises, Malval a expliqué ce que lui-même entendait par "réconciliation nationale". Interviewé par le journal français *Libération* il y a plusieurs mois, il affirmait ainsi : « Il n'y a que deux vraies forces politiques en Haïti : Lavalas et le duvaliérisme ». Ayant demandé à tous les "exilés de l'extérieur" de revenir au pays (ce que certains dignitaires duvaliéristes se sont empressés de faire), il a précisé au magazine *Newsweek* que Jean-Claude Duvalier « n'avait pas encore donné de réponse à son signal ». Il ajoutait que « si les duvaliéristes veulent construire un parti politique dans un cadre légal, cela pourrait être une bonne chose pour le pays, et je l'encouragerais ». Au début du mois de novembre, il a indiqué très clairement quel était son projet politique : « Deux galaxies se font face, celle des lavalassiens et celle des duvaliéristes. Soit elles s'affrontent et c'est le désastre, soit on trouve un terrain d'entente à leur périphérie, au sein des franges modérées de ces extrémistes »(3).

Les "extrémistes modérés"

Vu ce projet de "compromis historique" que l'on soupçonnait déjà au mois

(3) *Le Monde*, 3 novembre 1993.

d'août, la composition du gouvernement Malval, telle qu'elle fut annoncée alors, est plutôt apparue comme une bonne surprise. En effet, les forces qui avaient soutenu les putschistes n'y sont quasiment pas représentées. Mais, avant de donner la liste de son gouvernement, Robert Malval avait précisé à des journalistes : « *En 1991, nous avions un gouvernement composé d'amis du Président. Maintenant, nous allons avoir les alliés politiques du Président, ce que j'appellerais un gouvernement de petite concorde. Le Président a dit que quand il sera vraiment de retour en Haïti, il y aura un gouvernement de large concorde* ». Par de telles déclarations, Malval a jeté la confusion, affaibli la position des partisans d'Aristide et encouragé les duvaliéristes à revenir en force sur la scène politique.

Le blocage de l'accord

On sait maintenant que l'armée n'a jamais eu l'intention de laisser revenir Aristide. Il aurait seulement été envisagé de le laisser rentrer pour mieux le supprimer. En acceptant de signer l'accord de Governor's Island, Cédras obtenait que, dès l'entrée en fonction du nouveau Premier ministre, l'embargo contre Haïti soit levé. Il n'a rien donné en échange.

L'armée a commencé par réprimer toute manifestation en faveur d'Aristide, toute tentative de coller des affiches portant sa photo ou de suspendre des banderoles. Puis la répression s'est renforcée, systématiquement. De nouveaux "attachés", c'est-à-dire des auxiliaires civils de la police ont été recrutés. Et c'est en plein jour que l'on a distribué machettes et armes à feu. Un nouveau pas a été franchi au début du mois de septembre, lorsque le gouvernement de Robert Malval s'est mis en place : des bandes d'attachés l'ont paralysé, envahissant les ministères, empêchant toute réforme à la radio et à la télévision nationales. Lorsque le maire élu de Port-au-Prince a essayé de reprendre ses fonctions, des hommes en armes ont attaqué les personnes participant à la cérémonie. Parallèlement, les escadrons de la mort faisaient chaque jour de nouvelles victimes. Aristide parlait de "deuxième coup d'Etat". C'est bien en effet ce à quoi on assistait.

Au mois d'octobre, la répression s'est transformée en terreur. Dans certaines zones du pays, elle est plus intense qu'elle ne l'a jamais été. De petits partis politiques duvaliéristes sont apparus au grand jour, comblant le vide politique qui existait alors, et se portant candidats au pouvoir. A plusieurs reprises, à Port-au-Prince, ils ont imposé par la force ce qu'ils ont baptisé

des "grèves générales" pour demander leur entrée au gouvernement. Ils sont clairement apparus comme la façade politique de l'armée, grâce à qui des antennes ont été ouvertes dans tout le pays. Dans leurs manifestations, ils brandissaient le drapeau américain aussi bien que celui du régime duvaliériste et demandaient le remplacement de Dante Caputo par un médiateur des Etats-Unis.

Le 11 octobre, le navire américain *Harlan County* entra dans les eaux de Port-au-Prince, avec à son bord le premier contingent de la mission militaire de l'ONU. Il levait l'ancre le lendemain. Avec la complicité de l'armée, quelques dizaines de duvaliéristes, avaient dissuadé les Etats-Unis de faire débarquer 250 militaires américains et 50 Canadiens qui étaient à bord. Le 14 octobre, le ministre de la Justice, Guy Malary, était assassiné. Et, le lendemain, contrairement à l'engagement pris à Governor's Island, le général Cédras refusait de prendre sa retraite.

Bill Clinton a répondu à ces provocations par un blocus naval destiné à empêcher la livraison en Haïti d'armes et de pétrole. Le lendemain, le Conseil de sécurité de l'ONU donnait son aval à cette décision. Six navires de guerre des Etats-Unis et plusieurs bateaux canadiens, français, argentins, hollandais, argentins et britanniques les ont rejoints dans les eaux haïtiennes. Un navire chargé de 700 *marines*, d'hélicoptères et de blindés, est venu renforcer ce dispositif qui préfigure ce qui pourrait être mis en place en cas de crise à Cuba.

Sombres augures

Avec l'appui des Etats-Unis qui parlent "d'initiative admirable", les Nations Unies essaient de relancer des négociations avec Cédras en vue d'une "solution" qui a toutes les chances de laisser Aristide sur la touche.

Tout de suite après le coup d'Etat, Aristide avait fait le choix de s'appuyer avant tout sur la "communauté internationale" pour revenir au pouvoir. Pourtant il existait alors un potentiel de combativité important, qui n'a pas été mis à profit, et a largement disparu depuis, sous les coups de la répression, et en raison de l'absence d'une opposition suffisamment structurée. Une autre voie aurait été possible : elle aurait consisté à donner une priorité absolue à l'organisation de la population, à soutenir les militants qui essayaient, dans des conditions très difficiles de maintenir des formes de résistance et de présenter des perspectives.

Dans des conditions aujourd'hui plus défavorables, ceci reste la seule orientation

à même de transformer la situation. Aujourd'hui Aristide s'entête dans la même voie qu'auparavant. Il prône un "blocus total et intégral" d'Haïti.

Mais pour aboutir à quoi ? Quelques militaires peuvent accepter de céder la place à quelques-uns de leurs semblables. Le journal *Haïti en Marche* indique que le gouvernement Clinton aurait d'ailleurs proposé à Cédras de nommer lui-même son successeur. D'autres officiers pourront signer de nouveaux engagements, s'ajoutant à ceux du mois de juillet. Mais les événements des dernières semaines ont montré que les militaires entendaient conserver le pouvoir réel. Ils sont en mesure de contourner tous les engagements pris parce qu'ils ont suffisamment d'appuis internationaux pour cela.

Blocus "total et intégral" ?

Par ailleurs, une question élémentaire se pose : Aristide est-il certain que le peuple haïtien, qui sait tirer les leçons de l'histoire, est prêt, comme il l'était il y a deux ans, à payer le prix d'un blocus "total et intégral" ? De manière malhonnête, certains rapports essaient d'attribuer à l'embargo instauré en octobre 1991 les désastres économiques et sociaux engendrés par le coup d'Etat (coût économique incalculable de la répression, désorganisation de l'économie, effondrement des systèmes de soin, fuite des financements internationaux). Mais il serait absurde de nier que l'embargo a apporté des souffrances supplémentaires à la population (augmentation des prix, pertes d'emplois), alors que certaines couches de la bourgeoisie ont été capables d'en tirer amplement profit. Peut-être parce qu'il sait cela, Aristide a commencé récemment à évoquer l'éventualité d'une intervention militaire.

Si Aristide se faisait désormais le champion d'une intervention militaire, alors George Bush et Bill Clinton pourraient fêter ensemble une grande victoire. Par leurs actions conjuguées, ils auront amené l'homme sur lequel se cristallisaient tous les espoirs des pauvres d'Haïti à renier ses engagements et à perdre une grande partie de la confiance que lui accordait la majorité du peuple haïtien. ★

22 novembre 1993

(1) *Political Violence Threatens Transition*, Washington Office on Latin America, 110 Maryland Avenue, NE Washington, DC 20002-5696.

Culture à vendre

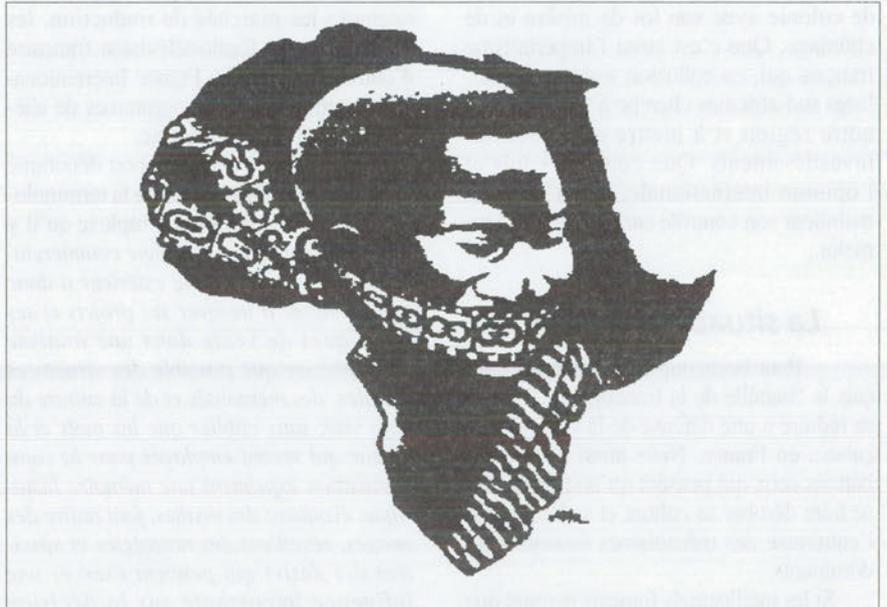
L'édition 1993 du sommet de la francophonie s'est tenu à l'île Maurice. Le Parti militant des travailleurs (1) avait programmé une conférence publique pour protester contre la venue à Maurice de dictateurs parfois sanguinaires et néanmoins amis de la France et de représentants d'un Etat français qui venait juste de prendre une série de mesures racistes et discriminatoires à l'encontre des immigrés sur son territoire.

Les autorités mauricienne ont décidé d'interdire la manifestation qui devait avoir lieu le 17 octobre sous le prétexte qu'une telle initiative « *embarrasserait des invités tout en couvrant de ridicule la République de Maurice* ». La conférence s'est donc tenue avec 150 participants. Les deux textes suivants sont des extraits des principales contributions du PMT au débat sur la francophonie et la question des langues à Maurice.

DOCUMENT

A quoi sert un sommet de la francophonie? La question n'est pas inutile. Personne, cependant n'ose la poser. On nous dit que c'est une réunion des peuples qui parlent le français. On nous dit que le sommet traitera de la coopération entre pays francophones.

Le grand maître des cérémonies est l'Etat Français. On a déjà justifié son rôle par l'argument culturel et par le fait que c'est lui qui finance la tenue du sommet. Ce rôle que l'on donne à l'Etat français vient légitimer une histoire qui est, pour l'essentiel celle du colonialisme français. Ce qui est encore plus inacceptable c'est qu'il affirme, sur le plan international, la soumission d'un certain nombre d'Etat du tiers monde à l'impérialisme français à tra-



vers la francophonie. Il faut aussi dénoncer certains des dirigeants du Tiers Monde "francophone" quand il font passer l'Etat français pour ce qu'il n'est pas : un Etat vertueux qui dispense le savoir universel dans le seul but de promouvoir le développement, la démocratie et le bonheur des peuples qui sont "sous sa protection". Le PMT dénonce l'Etat français pour ce qu'il est : un Etat colonisateur et impérialiste.

Plusieurs dictateurs seront présents ou représentés à la grande fête". Faut-il les accueillir à bras ouverts ou les dénoncer ? Surtout ceux d'entre eux (Eyadema, Mobutu, Biya, entre autres) qui se maintiennent au pouvoir par la répression et la dictature, dans certains cas sous la protection militaire française.

L'Etat français a-t-il changé ?

A bien des égards le sommet de la francophonie ressemble à celui de l'OCAM (2) de 1973. Faut-il que l'histoire se répète et que nous accueillions encore des émules de Bokassa ou de Amin Dada ?

Le PMT dénonce tous les dictateurs qui sont présents ou qui se sont faits représenter. Il est évident que le sommet justifiera des dépenses somptueuses sans aucune relation avec le développement des pays du Tiers Monde conviés à la "grande fête". Pendant la tenue du sommet on essaiera de faire oublier la situation qui règne dans plusieurs pays. Pouvons nous

par notre silence, permettre que les grands dîners et les feux d'artifices de la francophonie cachent la misère qui sévit dans le Tiers monde — dans les pays "francophones" d'Afrique en particulier ?

Ramener le débat à l'histoire du colonialisme français provoquera la réaction de certains francophones. Qu'il soit ainsi. Mais qu'il ne viennent pas nous dire que "c'est du passé". La politique française est autant réactionnaire qu'elle l'était dans le passé.

La fête francophone n'est pas suffisante pour nous faire oublier que c'est en France comme dans les autres grandes puissances industrielles - que se forge le "nouvel ordre mondial", construit sur la pauvreté, les inégalités sociales grandissantes et les plans d'ajustements structurels de la Banque mondiale et du Fond monétaire international.

C'est aussi à Paris que s'orchestrent aujourd'hui des politiques répressives et racistes contre les immigrés du Tiers-Monde. C'est toujours à Paris qu'ont été établies des politiques plus que conciliatrices envers les dictateurs au Togo, au Zaïre et au Cameroun. C'est là-bas que s'était codécidée la guerre contre l'Irak.

1) Il s'agit de l'Organisation communautaire africaine et malgache, ancêtre des structures franco-africaine fort coloniale dans les années 60 et 70.

2) Le Parti militant des travailleurs (Pati militant travailleur, PMT) est une organisation de la gauche révolutionnaire mauricienne.

Guerre qui n'avait rien à voir avec la défense de la démocratie comme chacun a pu le constater depuis. Nous nous devons de mentionner que ce sont les troupes françaises qui quadrillent la région, que l'Etat français fait la pluie et le beau temps aux Comores et maintient la Réunion à l'état de colonie avec son lot de misère et de chômage. Que c'est aussi l'impérialisme français qui, en collusion avec les capitalistes sud-africains cherche à "réorganiser" notre région et à mettre en valeur ses investissements. Que contre les lois et l'opinion internationale, l'Etat français maintient son contrôle sur Mayotte et Tromelin..

La situation en France

Pour beaucoup d'intellectuels français la "bataille de la francophonie" paraît se réduire à une défense de la langue française... en France. Nous aussi nous combattons ceux qui pensent qu'un peuple doit se faire dérober sa culture et sa langue par l'entremise des mécanismes économiques dominants.

Si les intellectuels français pensent que le français est en crise sous la pression d'autres langues internationales, libre à eux de défendre de manière aussi progressiste qu'ils le peuvent, la culture de leur pays. Il faut pour cela qu'ils respectent la culture des peuples du Tiers-monde et celles des immigrés et travailleurs installés en France.

Quel est le bien-fondé de l'introduction récente dans la Constitution française d'une clause faisant du français « *la langue de la république* ». Cela veut-il dire que les jeunes immigrés n'auront jamais le droit d'accéder à la scolarisation par le bilinguisme ? Le problème est infiniment plus grave dès qu'on sort de l'hexagone français, que ce soit en Afrique, dans les colonies françaises ou dans des pays comme le nôtre.

Ecartons immédiatement une mauvaise polémique. Nous sommes pour une société où les cultures se croisent et se mélangent. Et nous sommes en faveur d'un monde où l'on communique plus aisément grâce à la connaissance de plusieurs langues. A l'époque où se développe à nouveau les pires préjugés nationalistes, ethniques ou communalistes ce n'est pas nous, internationalistes convaincus, qu'il faut accuser d'obscurantisme.

Ce que nous condamnons, c'est l'obsession de l'hégémonie linguistique et culturelle entant qu'instrument d'une hégémonie économique.

Nous avons pris connaissance du Rapport Renouvin établi par le Conseil Economique et social de l'Etat français. Ecrit en

mars 1989, ce document sur la francophonie s'intitule *L'utilité économique et commerciale de la langue française*.

Parmi les préoccupations exposées dans ce document officiel figure notamment le développement de ce que l'on appelle les "industries de la langue", comme par exemple les marchés de traduction, les médias comme Radio-télévision française d'outremer ou Radio France Internationale, les commerce des programmes de télévision, l'édition de livres, etc.

Il y a aussi ce que le rapport dénomme "Les enjeux commerciaux de la terminologie" c'est d'ailleurs sans complexe qu'il y est exposé qu'une « *stratégie commerciale tournée vers le monde extérieur a donc tout avantage à intégrer ses projets et ses techniques de vente dans une analyse aussi précise que possible des structures sociales des mentalités et de la culture du pays visé, sans oublier que les mots et la langue qui seront employés pour la communication expriment une mémoire historique, évoquent des mythes, font naître des images, réveillent des nostalgies et suscitent des désirs qui peuvent exercer une influence importante sur la décision d'achat d'un objet ou la conclusion d'un marché.* »

Le texte poursuit plus loin par « *la négociation commerciale est, elle aussi, une inflation ritualisée, de façon différente*

selon les pays. Si elles ne sont pas toujours déterminantes, les affinités linguistiques rendent cette négociation plus directe et plus facile et présentent l'avantage d'inscrire des biens dans un référent culturel commun. »

Cette perversion de l'échange culturel aboutit aussi aux pires formes d'oppression. Les dégâts en Afrique noire de cette pression francophone sont assez facilement perceptibles : retard ou absence de transcription des langues locales, absence ou mépris pour la scolarisation des langues locales, usage de français comme mesure-étalon de la réussite sociale possible, maintien d'une communauté française dans les rouages politiques, industriels et universitaires, dépendance commerciale et technologique imposée par l'usage de la langue etc... La vanité de la culture française est toutefois un trait caractéristique de la politique parisienne : les intellectuels qui veulent défendre, en France, l'usage du français dans les pays tiers.

Il n'empêche que tout ce beau monde se livre à une étrange concurrence, prouvant par la même que leur propre culture est devenue une marchandise sur le marché capitaliste. Chaque ambassade est chargée de gagner des parts du marché culturel.

Port Louis 1er octobre

Du bon usage du français

La majorité des pays francophones est confrontée au problème des langues. La Belgique comme le Canada, le Cameroun comme Maurice. Le problème n'est pas de même nature partout.

DOCUMENT

En Afrique on parle souvent de "métissage" des cultures. dans la plupart des pays africains " francophones", le simple fait que les premières années de scolarisation se fassent en français est source de traumatisme psychologique que la majorité des jeunes traînent toutes leur vie.

L'ampleur des échecs scolaires et la profondeur des discriminations professionnelles fondées sur l'usage du français prouvent qu'on n'a pas à faire à un processus vertueux mais tout simplement à une monstruosité.

Pour des raisons évidentes, la classe dirigeante et les couches favorisées de la classe moyenne n'ont aucun intérêt à changer cette état de situation. Le système favorise leurs intérêts et le changement ne viendra pas "d'en haut" c'est à dire à partir des classes dirigeantes.

Dans ces pays l'usage du français comme langue officielle est incontestablement un élément de la reproduction des rapports sociaux inégalitaires.

Qui osera faire un constat des ravages culturels et psychologique que produit un enseignement en français pour des enfants qui utilisent toute une autre langue dans

leur famille, dans la rue et entre eux ? Le rapport Renouvin mentionne qu'en Afrique "francophone" — où la majorité des gens communique par d'autres langues - 76% des effectifs scolaires reçoivent un enseignement directement en français.

Comment prétendre que cet usage bien particulier du français est source de développement quand justement un grand nombre des pays qualifiés de francophones en Afrique sont parmi les plus sous développés de la planète.

Il ne peut y avoir de développement dans des pays où une majorité de la population est marginalisée par l'hégémonie d'une "langue officielle" qui n'est pas celle par laquelle les peuples s'organisent socialement dans leur milieu.

D'où la nécessité de se battre pour une autre politique des langues.

L'autre politique

L'usage d'une langue n'est pas seulement une question de "culture". C'est aussi fondamentalement un problème de démocratie. Sur ce plan il est impérieux que le combat soit mené pour :

– que toutes les langues parlées à Maurice soient reconnues et traitées sur un pied d'égalité ;

– qu'il n'y ait plus de discrimination contre la langue de communication des personnes dans leurs milieux respectifs et principalement le créole.

Refuser de reconnaître le créole comme langue "officielle" est aussi source de ségrégation, de domination et de marginalisation. Le maintien de l'anglais et du français comme seules langues "officielles" s'ajoute à toutes les autres formes de division sociale. Cela accentue le fossé qui existe entre la majorité des personnes et les groupes dirigeants.

Ce combat vise la reconnaissance de toute langue populaire utilisée par la masse des gens comme langue officielle. Nous avons parfaitement conscience que l'histoire nous a légué un besoin de plurilinguisme. Nous savons que les langues ont une histoire et qu'un langage aux étymologies complexes, et capable d'abstraction, a besoin de beaucoup de temps pour se construire. Nous ne sommes pas partisans d'un nationalisme linguistique qui ne correspondrait en fait qu'à des utopies régressives.

Nous luttons donc pour un développement impérieux, radical et prolongé des langues de communication populaires sous différentes formes : au nom de la démocratie, comme nécessité au développement harmonieux des individus, mais aussi et surtout comme antidote au poison culturel

de l'impérialisme et comme moyen pour faire avancer la lutte d'émancipation sociale à Maurice.

De toutes les façons la recherche de l'universel ne passe certainement pas par la dictature du français ou de l'anglais. Elle passe, à l'inverse, par le développement de la capacité des êtres humains à parler plusieurs langues.

A Maurice plusieurs langues sont parlées et enseignées. Il s'agit, entre autres, de l'anglais, du français, du hindi, des langues chinoises, de l'ourdou et du tamoul. Le Bhojpuri et le créole ne sont cependant pas enseignés dans les écoles de l'Etat, bien que ces langues soient parlées par l'ensemble de la population.

Herve Masson écrit, dans le Militant du 25 novembre 1971, qu'« au lieu de lutter comme des forcenés pour nous imposer le français, les officiels de l'ambassade avaient mieux à faire : nous aider techniquement à établir les structures et la grammaire à partir de quoi le créole prendrait son essor définitif (...) la politique adoptée par l'ambassade a jusqu'à présent été tout autre. »

Mais un grand pas a été fait concernant la langue créole grâce la contribution de certains linguistes et d'organisations de gauche.

Sans la France.

Il s'y a aucune raison d'ailleurs de rechercher l'aide de la France pour compléter le travail commencé. Il serait d'ailleurs contre le développement de la langue créole que la France s'en mêle.

Certaines organisations ont commencé sur le plan international à œuvrer pour le créole soit utilisé comme un instrument scientifique de communication et d'analyse ; pour qu'il soit au niveau international comme un instrument de développement économique et social. Elles sont malheureusement de plus en plus influencées par l'Etat Français à travers les institutions financières de la francophonie.

Un Etat qui a fait du français la "langue de la république", qui maintient "ses DOM créolophones" (Martinique, Guadeloupe, Guyane Française et la Réunion) sous son joug et qui veut imposer la langue française comme la langue dominante dans les pays dits "francophone", ne peut raisonnablement pas promouvoir la langue créole.

La stratégie de lutte du PMT part du principe que la lutte sur le plan des langues est un combat politique indissociable des autres formes de lutte.

De notre point de vue, la question des langues (et de la culture) ne peut être résolue qu'à travers un combat contre les

formes d'aliénations du système capitaliste et la domination impérialiste. Au PMT nous intégrons la lutte sur le plan des langues à la lutte globale pour le renversement du système capitaliste et nous pensons qu'il faut la poursuivre dans ce cadre stratégique précis.

Un constat s'impose : depuis ces 20 dernières années un gros travail de conscientisation et de recherche a été fait. Un point a été établi entre les pays où on parle le créole (sous ses différents variétés) la question des langues est discutée aujourd'hui ouvertement et elle est au centre des luttes d'émancipation. Il est évident que le travail scientifique doit continuer et que la lutte pour les réformes doit aussi continuer, surtout sur le plan idéologique. La tenue du sommet de la francophonie nous donne l'occasion d'exprimer notre position:

Partant du principe que l'équation entre une nation, une langue et une culture, est dépassée (de même que toute idée visant à établir que chaque langue est porteuse d'une culture unique), nous abordons cette lutte sur une base qui rejette toute opposition, en soi, entre les langues.

Notre combat d'ailleurs nous oppose à tous ceux qui croient pouvoir imposer une langue ou une autre à Maurice. La société que nous voulons aider à construire est fondamentalement une société polyglotte.

Ceci ayant été pris en considération, il est pour le PMT évident que pour ce faire, il faut lutter :

– contre l'intervention directe ou indirecte de toute puissance impérialiste ou hégémonique ayant comme objectif l'imposition d'une langue spécifique. Dans notre région il est incontestable que l'Etat Français est la puissance dominante dans le cadre d'une division du monde entre puissances impérialistes et qu'il impose le français pour des raisons liées aux contradictions entre ces mêmes puissances impérialistes ;

– Contre toute manipulation de la question des langues pour maintenir une société divisée sur une base de race, de communauté ou de castes. Cette politique a jusqu'ici été maintenue par tous les régimes de droite qui ont dirigé le pays.

– pour la reconnaissance du créole, ce troisième front de lutte étant indissociable de la lutte des classes.

Elle est indispensable pour l'unité de la classe ouvrière et des masses opprimés. Elle est incontournable si on vise réellement à libérer la classe ouvrière de toutes les formes d'aliénation.

Port louis, 1er octobre 1993

Programme économique et socialisme

BRASIL
URGENTE

Une des questions fondamentales pour l'élaboration d'un programme économique de gauche est, naturellement, son articulation avec le socialisme. Et ce, pas seulement parce que nous nous définissons comme des socialistes, ce qui signifie que c'est le socialisme qui doit orienter notre action, mais aussi parce que nous ne croyons pas qu'il soit possible de réaliser une gestion "démocratique et populaire" de la crise capitaliste, ni de trouver une forme de "capitalisme populaire" pour le Brésil — ce qui reviendrait, d'une façon ou d'une autre, à adopter une ligne social-démocrate.

João Machado

Si, dans le passé, des gouvernements sociaux-démocrates dans les pays impérialistes ont pu réaliser des réformes dans le cadre du capitalisme et faciliter des conquêtes non négligeables des travailleurs, le contexte est aujourd'hui complètement différent : même dans des pays capitalistes de premier rang, les gouvernements sociaux-démocrates ont appliqué, ces dernières années, beaucoup de politiques néo-libéralistes et aucune politique social-démocrate.

Les partis sociaux-démocrates eux-mêmes se sont illustrés dans le démantèlement des conquêtes d'autrefois, invoquant la nécessité d'augmenter la productivité. La politique du Parti socialiste français de 1983 à sa débâcle électorale honteuse de mars 1993 et celle du gouvernement du Parti socialiste ouvrier espagnol — qui, c'est bien connu, ne prend au sérieux dans son nom que l'adjectif espagnol, qui dans le contexte de l'Etat espagnol se traduit par une politique de négation des droits des nationalités opprimées —, ont été des exemples criants de cette "désocial-démocratisation de la social-démocratie". Il est peu probable qu'une politique social-démocratisante bénéficie de plus d'espace

dans un pays comme le Brésil ; de plus, ceux qui se baptisent sociaux-démocrates ici, comme le Parti social-démocrate brésilien (PSDB), font chaque jour d'avantage preuve de leur nature politique néo-libéraliste.

Nous n'en sommes pas moins confrontés à une grande difficulté pour placer notre programme de gouvernement dans une perspective socialiste. C'est une des conséquences de la crise des "pays de l'Est" et du cours qu'elle a pris. Nous nous heurtons à une "crise de crédibilité" généralisée du socialisme — la majorité des gens pensant aujourd'hui que le socialisme ne pourra pas exister, ou que cela ne sera possible que dans un avenir diffus et lointain.

Repenser la transition

En outre, les formes dans lesquelles a été pensée jusqu'à aujourd'hui, la transition du capitalisme au socialisme sont très mal en point. Tant la vision révolutionnaire que celle des réformistes accordait une grande importance à l'étatisation d'un secteur primordial de l'économie. Par exemple, une des axes de la stratégie révolutionnaire, dans la tradition de la troisième internationale et qui a été développé par ses continuateurs (dont la Quatrième internationale) consistait à lutter pour un "gouvernement ouvrier et paysan" ou un "gouvernement des travailleurs". Et un des critères pour reconnaître un gouvernement de ce type était le taux des nationalisations — c'était considéré comme un moyen de mesurer le niveau d'affrontement avec la bourgeoisie et de rupture avec la logique capitaliste.

La stratégie réformiste de transition au socialisme — celle qui a, par exemple, sous-tendu la politique de l'"Unité populaire" chilienne, ou de l'Union de la gauche française (ceci jusqu'en 1983, lorsque l'idée d'une transition au socialisme par le biais de réformes a été *de facto* abandonnée par la PS) — avait comme colonne vertébrale la constitution d'une "aire de propriété sociale" (d'Etat), incluant les secteurs stratégiques de l'économie, qui était fondamentale pour altérer la logique économique capitaliste. Une des discussions entre le Parti communiste et le PS français portait justement sur la quantité de nationalisations nécessaires pour atteindre cet objectif. Dans la stratégie

révolutionnaire comme dans la réformiste, le socialisme n'était pas assimilé aux nationalisations, mais les nationalisations étaient perçues comme un pas vers la socialisation.

Pourtant, une des conséquences de la "crise de l'Est" est justement qu'il y a aujourd'hui une méfiance énorme — et justifiée — à l'égard de l'idée de nationalisation, d'un modèle qui pourrait aboutir (comme cela s'est produit en Union soviétique) par l'identification du socialisme et de l'étatisme bureaucratique. Ceci nous oblige à penser la transition au socialisme de façon différente et novatrice ; et jusqu'à maintenant, nous avons peu progressé dans cette voie.

Cela nous rend plus difficile l'élaboration d'un programme (surtout sur le plan économique) pour le gouvernement Lula. Naturellement, le programme de gouvernement ne sera pas

un programme socialiste. Ca ne sera pas d'avantage "en faveur du socialisme" que les gens voteront pour Lula, mais parce que lui et le PT, sont considérés comme les seuls qui puissent représenter un changement réel

pour le pays — un changement souhaité par la population sans être pour autant associé à un projet précis. Mais notre rôle est justement de proposer un programme qui parte des besoins les plus fondamentaux et les plus pressants de la population, et qui avance vers le socialisme ; et de nous battre pour qu'il soit toujours clair que les changements réels voulus par tous, exigeront que nous nous dirigeons dans cette direction. Voici le sens que possède à nos yeux l'alternative "démocratique et populaire", depuis sa première formulation lors de la cinquième rencontre nationale du parti, en 1987. La difficulté à penser la transition au socialisme, et plus généralement, la "crise de crédibilité" du socialisme, contribuent à l'explication du paradoxe énoncé par César Benjamin : « *la rationalité bourgeoise s'est avérée incapable d'organiser la nation* » — et, au contraire, elle la désorganise — « *mais elle*



définit encore le cadre du débat sur la nation : *c'est dans ses limites que même la gauche a opéré* » (dans une grande mesure) (1). César souligne, avec raison, que la bourgeoisie a su articuler ses idées-force (ce qui favorise quand même la confrontation de ces idées avec la réalité), et que nous devons formuler les nôtres. Pour que nous dépassions la "rationalité bourgeoise" (aujourd'hui néo-libérale) et que nous réussissions à être hégémoniques, nous devons expliciter notre propre rationalité. Cette article tente de traiter la question sous un autre angle que celui adopté par César (et qui n'est pas contradictoire). Sur le terrain économique, le défi qui nous est posé consiste à dire que nous rejetons les idées disséminées par la bourgeoisie, par le biais de ses médias, et autour de quelles idées alternatives nous articulons notre proposition.

Le marché, la solution ?

La première idée-force de la bourgeoisie néo-libérale consiste à faire du marché le seul régulateur de l'économie, le garant de l'efficacité maximale et de l'allocation optimale des ressources.

Il s'agit là d'une vieille idée — celle de la "main invisible" d'Adam

Smith : *« si chacun poursuit ses objectifs propres, égoïstes, le marché garantira la réalisation du bien général, comme une main invisible qui guiderait tout un chacun. »*. L'école économique néo-classique a consacré l'essentiel de ses

efforts à prouver cette hypothèse. Pourtant, malgré son succès actuel auprès du public, elle est chaque fois plus absurde. Le "marché" signifie que les capitalistes font leurs choix d'investissement sur la base de la maximisation de leur profit ; la prétendue efficacité est avant tout une efficacité dans la recherche du profit — et il faudrait qu'il soit une main non seulement invisible mais aussi de prestidigitateur pour transformer en bien commun le profit maximum. De plus, comme le rappelle la résolution de la 8e rencontre nationale du parti : *« Le marché mondial réellement existant, qu'organise la dynamique de l'économie internationale, est contrôlé par moins de 700 corporations dont les 200 plus grosses détiennent 30 % du Produit intérieur brut mondial (PIB). Au Brésil, le marché réel est tel qu'un petit nombre d'entreprises détermi-*

nent les prix dans chaque branche de la production, ces entreprises spéculent avec de l'argent dérobé à l'Etat et manipulent l'imaginaire de la population à travers les moyens de communication de masse et de la publicité. Quelques centaines de grandes banques, industries, commerçants et industries agro-alimentaires nationales et étrangères représentent — au côté de quelques entreprises appartenant aux états —, 70 % de l'économie du pays, et contrôlent directement le marché interne et les exportations. » (2) Jamais dans l'histoire de l'humanité la faim n'a été si répandue : c'est une conséquence directe de la logique du "marché réellement existant". Défendre la "main invisible" dans un monde déchiré par les inégalités d'aujourd'hui relève d'une forme particulièrement cruelle d'ignorance ou de cynisme.

Nous ne pouvons pas nous débarrasser du marché dans un futur prévisible, y compris parce que, à moyen terme, nous ne prétendons pas éliminer la petite propriété commerciale, des services, agricole, artisanale ou même industrielle. Par contre nous pouvons et nous devons établir un contrôle et des limites au « libre jeu du marché ».

Mieux sans Etat ?

Un second postulat du néo-libéralisme, étroitement associé au premier, consiste en la réduction de l'Etat, ou en l'Etat minimal.

Cette idée a été renforcée par la "crise de l'Est", et après la décomposition d'Etat comme celui du Brésil : privatisé, dilapidé et rongé par la hargne corrompue des élites qui le contrôlent. Nous ne pouvons évidemment pas combattre la propagande néo-libérale sur l'Etat minimal en défendant l'Etat tel qu'il est aujourd'hui.

Mais dans un futur prévisible, nous aurons besoin que l'Etat — un Etat différent — remplisse toute une série de fonctions. Qu'il contrôle le marché, en structurant et en induisant un modèle de développement ; qu'il favorise la réduction des inégalités sociales et régionales ; qu'il satisfasse un ensemble de besoins fondamentaux dont la logique veut qu'ils soient des services publics : la santé, l'éducation, le logement, les transports et l'infrastructure de base en général ; qu'il ordonne le développement urbain et qu'il assainisse celui des sciences ; qu'il garantisse le respect de l'environnement. Il n'est pas superflu de rappeler une des fonctions classique de l'Etat, qui est très mal assurée aujourd'hui : c'est à lui de garantir la monnaie nationale !

Sur aucune de ces questions, il n'y a

d'exemples de gestion privée, par le marché qui soit efficace. Voilà pourquoi le PT a raison de continuer à défendre la présence de l'Etat dans les secteurs stratégiques de l'économie.

Le changement de l'Etat indispensable va justement dans le sens opposé à ce que préconisent les néo-libéralistes. Au lieu de le réduire au maximum, de la privatiser d'avantage, ce qu'il faut c'est le déprivatiser afin qu'il remplisse sa fonction publique. C'est pour cela soit possible, il faudra le décentraliser au maximum et développer des formes de contrôle social sur l'Etat. L'Etat peut y compris croître si en même temps se construit le contrôle populaire sur son appareil.

Entrée dans le monde ?

Un autre ensemble d'idées-force néo-libérales s'articule autour des propositions de modernisation, de compétitivité, d'ouverture de l'économie, d'intégration au monde (y compris dans le système financier international). Il s'agit de nous faire accepter comme valeur absolue la modernisation comprise comme l'"intégration au monde" à la Collor. Il est pourtant évident que tout projet de modèle économique différent de celui qui domine au niveau international devra obligatoirement comporter un "degré de protectionnisme" important, et que la logique d'"exposition croissante à la concurrence internationale" et de "compétitivité" témoigne d'une recherche de la réduction des coûts qui se traduit, entre autre, par la diminution des salaires, des droits sociaux et des contributions sociales des entreprises, par une "rationalisation" génératrice de chômage et au remplacement des dépenses sociales de l'Etat par des programmes d'encouragement à la "productivité". C'est ce à quoi on assiste aujourd'hui en Europe : devant l'intégration croissante de leurs économies, sans que se construise parallèlement un Etat commun qui unifie leurs politiques, les pays européens (et surtout les plus pauvres) sont conduits à faire la course à qui adoptera la politique comportant le plus d'"austérité", c'est-à-dire d'attaque contre les travailleurs.

Les conquêtes ouvrières, qui avaient nécessité des décennies de lutte, sont en train d'être grignotées. Le chômage massif, qui touche même la Suisse, est utilisé

1) César Benjamin est, avec João Machado et Marco Aurelio Garcia, un des trois coordinateurs de la rédaction du programme de gouvernement du PT. Il est membre du regroupement Option de gauche, majoritaire depuis la 8ème rencontre. Voir "Decifra-me ou te devo", *Em Tempo* n° 267.

2) Voir "Brésil, urgence !", dans ce numéro, page 23.

comme une arme contre les travailleurs — avec la menace que si la compétitivité n'augmente pas, d'autres licenciements seront inévitables. Dans un pays comme le Brésil, cette logique serait encore plus perverse, ou encore le pays serait engagé dans un processus de désindustrialisation, comme cela s'est produit en Argentine ou au Chili.

Cette forme d'intégration au monde ne profite qu'aux couches supérieures de la classe moyenne et de la bourgeoisie, qui pourraient augmenter leur consommation de luxe : voitures importées qui coûtent plus de mille fois le salaire minimum, pour ne citer qu'un exemple.

Intégration solidaire

Il ne s'agit pas d'opposer à cela l'isolement du pays et l'autarcie économique. Mais nous avons besoin d'un projet d'ouverture de notre économie sélective et calculée, qui se combine avec des accords et des plans d'intégration avec des pays qui ont le même intérêt que le Brésil à construire un ordre international moins inégal. Avec les inégalités qui existent entre les pays, il est absurde de vouloir une intégration selon des règles égales pour tous (ou avec l'élimination pure et simple des barrières douanières — qui n'est malheureusement pas pratiquée par les pays les plus riches) : un plan d'intégration cohérent exige justement qu'on parte des inégalités et qu'on s'accorde sur les intérêts communs ou complémentaires — ce qui n'est pas la logique du marché. Dans ce sens, le Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR) peut avoir une importance fondamentale pour le Brésil — et pour ses voisins — mais il doit être entièrement redéfini. La recherche d'alliés au niveau international — pas seulement au niveau des gouvernements : passer des alliances avec des syndicats, des partis de gauche, des organisations non-gouvernementales et des mouvements progressistes en général — est particulièrement important pour nous — sera également primordiale pour trouver la force de mettre en place notre politique de cessation de paiement de la dette.

Notre objectif n'est pas de rompre avec la "communauté financière internationale" ; nous aimerions recevoir des capitaux, à l'inverse de ce qui s'est passé au cours des dernières années. Nous ne pouvons transiger sur la souveraineté : nous ne pouvons pas subordonner notre politique économique au Fond monétaire international — et payer une dette illégitime par la misère imposée au peuple. Sur le plan technologique il est évident que nous avons des progrès à faire. Cela se fera en

inventant un modèle technologique cohérent avec nos moyens et nos objectifs économiques et sociaux et pas en important à tout prix une technologie développée pour augmenter la productivité des pays riches. C'est en fonction de notre modèle de développement que nous devons définir ce qui est le plus efficace.

En résumé, nous devons défendre une meilleure intégration au monde. Mais, au lieu d'accroître l'intégration de nos élites à "leur" monde, nous devons participer à un effort solidaire de construction d'un autre ordre international.

Après avoir rejeté les idées néo-libérales, nous devons dire ce que nous mettons à la place ? Si nous refusons le marché comme régulateur fondamental et le contrôle (bureaucratique) par l'Etat, comment voulons-nous diriger l'économie ?

Ernest Mandel affirme qu'il y a une troisième voie : celui du choix des alternatives par la population elle-même (3). Et un gouvernement démocratique et populaire serait un point de départ pour réaliser cela. Il faut encourager au maximum la participation et le contrôle populaires, à tous les niveaux, de façon à ce qu'ils puissent avoir une influence réelle sur l'appareil d'Etat et les décisions des entreprises.

Participation populaire

Pour ce qui est du contrôle sur l'Etat, des expériences réalisées dans des mairies dirigées par le PT peuvent être élargies, en particulier celle de la participation populaire à l'élaboration du budget. En plus d'être démocratique, c'est une garantie contre la corruption — un aspect non négligeable par les temps qui courent. C'est pour cette dernière raison que le sénateur Pedro Simon, du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), a défendu cette pratique, en prenant comme exemple ce qui a été fait dans la mairie de Porto Alegre (4). Naturellement cela sera plus difficile à réaliser au niveau fédéral, mais c'est tout-à-fait possible, avec les moyens de communications qui existent aujourd'hui. Quel difficulté cela poserait-il de téléviser les débats de la Commission du budget par exemple ?

Par ailleurs, pour améliorer de participation et de contrôle populaire, il faut avancer vers plus de décentralisation, de façon à ce qu'une fraction substantielle des dépenses publiques soit gérée de façon communautaire.

L'élargissement de pratiques comme le "budget participatif" peut permettre que la population contrôle l'utilisation des ressources publiques ; cela rendrait possible un débat national sur les priorités économiques. Peut-être n'y aura-t-il pas, dans un

premier temps, de grandes mobilisations pour participer à ces discussions. mais dans la mesure où il devient clair que cela sert à quelque chose, la participation ira sûrement en s'accroissant.

Réorienter l'économie

Ceci ne suffit pourtant pas : il faut un contrôle sur les revenus privés, en particulier ceux du grand capital. A ce sujet, il y a aussi des expériences intéressantes, comme celle de la Chambre sectorielle dans l'industrie automobile, instance de négociation entre syndicats, patronat et gouvernement — même si la façon dont elle est organisée reste limitée et n'est pas exempte de contradictions. Un des problèmes essentiels est qu'une négociation à l'intérieur d'une seule branche de la production tend à prendre une dynamique corporatiste. Et les intérêts de l'industrie automobile ne sont pas nécessairement ceux de l'ensemble de l'économie et de la population : au niveau global, il pourrait être plus intéressant de prioriser les transports en commun et de diminuer la production de voiture.

Ce qui nous intéresse le plus dans les négociations dans une Chambre sectorielle c'est qu'en négociant sur les prix, les salaires et les emplois, les travailleurs peuvent formuler une proposition pour l'organisation de la production, pour évaluer ses coûts, les priorités d'investissement, etc. Combiné avec une discussion sur les priorités économiques globales pour la population, sous l'égide du gouvernement démocratique et populaire, ce processus acquiert le caractère d'une pression et d'un contrôle sur les capitalistes — y compris en posant la question clef du financement des investissements et des dépenses sociales nécessaires. Cela créerait probablement les conditions pour que soit réalisée qu'une réforme fiscale fortement progressive (qui fasse que les riches payent beaucoup plus d'impôts) bénéficie du soutien nécessaire — c'est une condition clef pour la réduction des inégalités.

De façon générale, nous tenterons de créer une force politique et sociale (à partir des travailleurs et des secteurs populaires les plus organisés) qui lutte pour réorienter la logique économique.

Voilà quel serait la voie pour combattre la logique du marché capitaliste, du profit privé, sans tomber dans l'étatisme bureaucratique ; il faudrait articuler cela avec un processus de construction d'un

3) Voir *Em Tempo* n° 268.

4) Sur l'expérience de la municipalité de Porto Alegre, voir, "Radical, pas sectaire" dans *Inprecor* n° 367 de mars 1993, ainsi que Beti Burigo et Raul Pont, "Budget et participation populaire", dans ce numéro, p. 30

Etat différent, soumis au contrôle populaire. Cela constituerait un changement dans la logique de fonctionnement économique qui permettrait d'initier un développement basé sur la constitution d'un large marché intérieur de masse, comme le propose la résolution de la 8e rencontre nationale — dans ce cas, la constitution d'un marché intérieur ne signifie pas renforcer son rôle de régulateur de l'économie, mais d'adopter un modèle de développement où la croissance de la production vise à satisfaire les besoins de consommations internes du pays.

Démocratie et socialisme

Une logique de ce type rendrait possible une croissance économique accompagnée d'une distribution des richesses, ou, autrement dit, d'avoir une économie qui fonctionne suivant les priorités dégagées par Mandel : éliminer la faim, garantir le droit au logement, à la santé et à l'éducation, distribuer la terre aux paysans et éliminer le chômage.

Ce serait également la voie d'un début de dépassement de l'économie capitaliste, sans tomber dans la conception obsolète de foi aveugle dans l'Etat : la rupture avec le capitalisme ne serait plus mesurée par la quantité de nationalisations, mais par le degré de contrôle populaire atteint en matière de formulation de la politique économique et de la distribution des richesses. Cette voie sera, cela ne fait aucun doute, révolutionnaire ; commencer à changer l'économie à partir d'une démocratisation radicale serait un des aspects fondamentaux d'une révolution démocratique qui transformera les bases du pouvoir — comme l'appelle de ses vœux la résolution —, et qui sera marquée par des affrontements très durs avec la bourgeoisie.

Une conception comme la nôtre est compatible avec la vision marxiste du processus de construction du socialisme qui à long terme éliminera la production marchande (la régulation par le marché) et fera dépérir l'Etat, ré-absorbé par la société. Elle est aussi la plus adaptée à ce que nous avons compris du projet de socialisme "pétiste". Elle peut enfin être une arme décisive pour donner une cohérence à notre combat contre les idéologies néolibérales et à notre lutte pour gagner l'hégémonie dans la société, en rendant son actualité à la question du socialisme.

São Paulo, 18 novembre 1993

Brésil, urgence !

Le texte suivant a été adopté par la 8^{ème} Conférence nationale du Parti des travailleurs (PT) qui s'est tenue du 11 au 13 juin 1993, et qui a été marquée par la prépondérance des positions de la gauche du parti. Il constitue une ébauche du programme de gouvernement dans une perspective ouvertement classiste, dirigée contre les monopoles et les oligarchies terriennes et anti-impérialiste.

DOCUMENT*

1) Cent millions de Brésiliens vivent dans la pauvreté, dont 60 millions dans des conditions misérables et pas moins de 32 millions dans l'indigence la plus totale. Sur mille Brésiliens qui naissent 90 mourront avant l'âge de cinq ans ; sur les 910 survivants seulement 90 termineront leurs études secondaires. La situation tragique du pays résulte des politiques appliquées par des élites insensibles à la misère et à la famine de la majorité de la population. Ces politiques sont matérialisées aujourd'hui par le modèle économique dominant qui, bien qu'à bout de souffle, a pour effet de concentrer les richesses. Après une décennie d'instabilité, découlant de l'aggravation de la crise, l'échec du projet néolibéral a illustré une fois de plus l'incapacité des élites à promouvoir un modèle alternatif.

Durant la même période, les secteurs populaires ont accru leur poids politique et électoral, disputant l'hégémonie politique aux classes dominantes dans des conditions jusqu'alors inédites dans l'histoire du Brésil : lors de la fondation du PT, de la création de la Centrale unique des travailleurs (CUT), de la campagne pour les élections présidentielles directes, lors des présidentielles de 1989 et de la destitution de Collor. Il s'agit d'imposer lors des prochaines confrontations électorales, une défaite politique aux élites et d'ouvrir une alternative de gouvernement démocratique et populaire pour le pays.

2) La réalisation de réformes profondes dans la société brésilienne implique



de briser, ou de limiter radicalement le pouvoir des groupes dominants. Ce processus, radical, ne s'accomplira que par une révolution démocratique au sein de notre société, une rupture avec les structures de pouvoir en place, qui ouvrent la voie à la construction d'une société radicalement différente. Dans le passé, le réformisme, qui prétendait concilier des intérêts antagoniques, a échoué. La gauche qui imaginait pouvoir accomplir le changement sans le peuple — soit en comptant sur le soutien de la bourgeoisie aux réformes démocratiques, soit en se lançant dans l'aventure avant-gardiste — a également échoué. Maintenant que le PT devient une alternative réelle de gouvernement l'*establishment* politique et les médias à son service exercent des pressions énormes pour qu'il devienne un parti de l'ordre établi, qui entreprendrait des réformes négociées avec des secteurs de l'élite. Telle n'est pas la voie que nous avons choisie.

Le PT se bat pour accéder au gouvernement national en tant qu'élément clé de la lutte pour l'hégémonie des travailleurs dans la société brésilienne. Nous ne confondons pas le gouvernement et le pouvoir, qui est beaucoup plus vaste et qui s'enracine dans l'ensemble des relations économiques et sociales. Mais la conquête du gouvernement doit se situer dans cette perspective, moyennant l'élaboration d'un

* Nous ne publions ici que des extraits du texte adopté par la conférence, pour la version intégrale, nous contacter.

nouveau modèle économique, politique et social, et c'est dans ce sens que le PT va disputer les présidentielles de 1994.

Dans ce sens, le PT rejette catégoriquement deux façons de lutter pour le socialisme, qui ont historiquement fait faillite. La première consisterait à n'agir qu'en dehors des institutions ou à ne les concevoir que comme une simple tribune de dénonciation et de propagande, et la seconde à se soumettre à la logique du capitalisme et à mener une action restreinte au cadre institutionnel actuel. Le PT réaffirme que la lutte pour un gouvernement démocratique et populaire — au sens d'un gouvernement pour l'hégémonie des travailleurs —, et la possibilité de le conquérir en s'appuyant sur une base populaire et une majorité électorale, constituent un objectif stratégique (celui de la satisfaction des besoins concrets du peuple) et se situe dans la perspective du socialisme.

Pourtant, notre projet de transformation sociale ne sera conséquent que si, en plus d'un soutien politico-institutionnel large, il s'appuie sur une forte auto-organisation des couches exploitées et opprimées. Nous ne conquerrons une démocratie véritable que si, en plus des instances représentatives, nous construisons des conseils populaires et si nous instituons des consultations directes fréquentes de la population.

3) Dans la période qui a suivi la chute de Collor, la bourgeoisie a essayé de conserver son programme de "modernisation". Le patronat en particulier et les oligarchies continuent à refuser de réduire leur profit. Leurs concessions sont toujours compensées par des cadeaux avantageux en matière d'impôts ou dans d'autres volets de leurs relations avec l'Etat et/ou la société. La disposition actuelle des employeurs à un dialogue "mûr" ne signifie pas un arrêt momentané dans la tendance au renforcement de la polarisation : ou bien la bourgeoisie subit une défaite et se soumet à un programme de redistribution des revenus, d'élargissement du marché intérieur et d'élimination de la misère, ou bien c'est elle qui fait subir un revers aux secteurs populaires et qui réalise son programme d'apartheid social. C'est pourquoi il n'y pas d'espace pour une "troisième voie" ; soit nous nous engageons sur le chemin du changement, soit la misère, la faim et la marginalisation continueront.

4) En 1994, la campagne de Lula doit être plus qu'une simple campagne électorale. Elle doit être, en même temps, le point de départ et l'expression d'un mouvement démocratique et populaire,

capable de réunir de larges couches de la population dans la lutte pour des réformes structurelles. Un mouvement basé sur le renouveau de la mobilisation syndicale de la CUT, sur les organisations populaires et étudiantes, sur la société civile, sur les partis populaires, sur les organisations de femmes, de Noirs et des peuples indigènes. Un mouvement qui implique ceux qui sont marginalisés et exclus de la société, qui transcende la seule campagne électorale, mais qui sera fondamental pour soutenir le gouvernement Lula.

Le PT ne peut ignorer les inégalités profondes basées sur les préjugés et la discrimination sociale, qui accompagnent l'exploitation économique et l'oppression politique. Le PT ne parviendra notamment pas à conquérir la direction du mouvement de masse si nous ne savons pas faire campagne en reprenant le "langage" des Noirs également. Lorsque nous discuterons des mobilisations syndicales, nous ne dégagerons pas tout le potentiel de formation de combattants fidèles à la cause des travailleurs si la discrimination raciale, celle des femmes et des mineurs ne sont pas combattues avec la même radicalité que l'exploitation économique. Lorsque nous lutterons pour déclencher des grèves politiques de masse, nos symboles, nos drapeaux et nos méthodes devront affronter simultanément le capital et la culture dominante qui masque le préjugé racial sous son hypocrite universalité. Lorsque nous discuterons et même remporterons des élections, notre travail ne serait pas pleinement enraciné s'il n'exprimait pas, entre autres, la résistance noire dans notre société. Ce qui revient à dire que le socialisme ne sera réalité au Brésil que quand aura volé en éclat l'apartheid, presque toujours subliminal mais tant de fois exprimé de façon sanglante, que constitue l'oppression raciale.

La crise traversée aujourd'hui par la CUT ne sera dépassée que par l'engagement vigoureux des militants "pétistes". Ce dépassement est fondamental non seulement pour que la CUT puisse approfondir sa capacité à diriger et à centraliser les revendications des travailleurs brésiliens mais aussi pour qu'elle puisse poursuivre l'élaboration de propositions visant à la sortie de la crise économique et sociale qui s'est brutalement renforcée dans les cinq dernières années — depuis la mise en œuvre du projet néo-libéral de Collor de Melo. Le cadre de cette crise, qui a contribué à la récession dans plusieurs secteurs productifs du pays avec comme conséquence la marginalisation de milliers de travailleurs dans les structures productives — les jetant dans une situation de chômage ou de sous-emploi — doit être l'objet

de la réflexion des militants syndicalistes du PT qui militent dans les syndicats ou dans la CUT, pour contribuer aux propositions qui fera la centrale pour dépasser la crise.

Un projet de cette nature nécessite de tenir compte des conséquences des avancées technologiques sur les structures productives et sur le marché du travail, des mutations provoquées par les nouvelles formes de gestion des entreprises et l'organisation de la production — la "tertiairisation" par exemple —, à la lumière de celle qui se sont produites au niveau mondial, et nécessite aussi des projets en terme de formation et de requalification professionnelle des travailleurs. Nous adoptons la même démarche vis-à-vis du Marché commun du Cône Sud (MERCOSUR), vu les nouveaux problèmes et questions qui ne manqueront pas de se poser.

La préoccupation juste du PT en défense du principe de l'autonomie syndical et pour ne pas faire du mouvement syndical une courroie de transmission du parti, a entraîné la neutralité de ce dernier face aux difficultés rencontrées par le mouvement syndical. Les instances du parti se sont, dans une large mesure, dispensé de la formulation politique qui aurait pu orienter l'action des militants "pétistes". En ce sens, nous sommes partiellement responsables de la situation de cirse dans la CUT. (...)

5) Le peuple brésilien est fatigué du manque d'alternative, des illusions perdues et des promesses non-tenues. Ce sentiment est prédominant parmi les plus pauvres, ceux qui sont marginalisés, les travailleurs les moins payés, les petits propriétaires, qui ont toujours été les principales victimes des "changements", c'est de ce climat de désespoir que le conservatisme se nourrit. Ceux qui luttent pour des changements réels ont besoin de gagner le cœur de chaque Brésilien aux idées de partage des revenus et de la terre, de démocratisation de la communication et du pouvoir. Il faut un projet alternatif stratégique, à long terme, qui rompe le cercle vicieux des alternatives à court terme, des plans de stabilisation qui provoquent encore plus d'instabilité et de misère, des politiques économiques qui ne luttent pas contre l'apartheid social et la logique cynique qui affirme qu'il est nécessaire d'assurer la croissance du pays d'abord pour ensuite distribuer les richesses produites. Il faut également une plateforme programmatique qui unifie les secteurs majoritaires de ce pays, un instrument d'affirmation de la supériorité sociale et morale des valeurs de la démocratie radicale, de l'humanisme, de solidarité, d'éthique et du socialisme —

des idées qui, en 1989, ont sensibilisé des millions de personnes à travers le slogan « *Nous n'avons pas peur d'être heureux* ».

6) Le programme de gouvernement doit développer, de façon concrète, des réformes anti-monopolistes, antilatifundiaires et anti-impérialiste.

Notre programme sera tourné vers les secteurs et couches sociaux qui constituent la majorité de la population : les travailleurs, les personnes marginalisées, les classes moyennes, les petits et moyens entrepreneurs.

Même si certaines thèses libérales bénéficient encore d'une certaine crédibilité, la déroute du dernier gouvernement a montré que le problème central du pays est vécu comme politique et éthique. Savoir quelles forces sociales et politiques pourront être effectivement mobilisées pour la formulation et la mise en œuvre d'un projet de gouvernement et connaître le degré de crédibilité des groupes hégémonique au sein de l'alliance sociale chargée de le mener à bien, est autant voire plus important que le contenu intellectuel et technique du projet en lui-même.

Les 15 dernières années ont vu, dans notre pays, l'émergence du mouvement des travailleurs, qui a radicalement transformé la configuration de la lutte politique au niveau national et a donné une substance nouvelle à l'idée de la démocratie.

Qui tient à ce que ses dimensions sociales et politiques n'apparaissent plus séparées. Dans le même temps, la démocratie n'est plus apparue comme un moyen ou une étape dans la lutte pour le socialisme, elle en est venue à se confondre avec le socialisme au point qu'aujourd'hui les valeurs de liberté et d'égalité ne peuvent plus être dissociées. Il incombera au gouvernement démocratique et populaire de prendre des mesures qui relancent la croissance accompagnée d'une redistribution de la richesse, la construction d'un marché intérieur de masse, la radicalisation de la démocratie, le redressement des capacités d'investissements de l'Etat, l'encouragement à la recherche et au développement technologique, l'application des réformes urbaines et agraires, l'adoption d'une réforme fiscale — qui taxe les riches, élimine les impôts indirects et qui institue une répartition des pouvoirs fiscaux compatible avec les

réformes démocratiques et populaires —, une lutte contre la spéculation permettant de s'attaquer frontalement aux problèmes de la faim, du chômage, des conditions sanitaires, de l'éducation, de la spéculation immobilière, du logement et de transports qui frappent la majorité de la population. Ces mesures supposent une politique extérieure souveraine, la fin des privilèges des oligarchies, des grands propriétaires terriens et des conglomérats financiers. (...)

7) Il faut dès maintenant montrer à la société la contradiction qui existe entre le discours et la pratique néo-libérale dans notre pays. Ces mêmes élites qui défendent jusqu'au bout le programme des privatisations et de réduction de l'intervention de l'Etat dans l'activité économique ne refusent pas les avantages ou exonérations fiscales, les subsides et autres emprunts généreux accordés par les banques publiques. Leur défense incondi-



tionnelle du marché et de l'entreprise privée capitaliste révèle en réalité les véritables intérêts qu'ils défendent.

Le marché mondial réellement existant, est contrôlé par moins de 700 corporations dont les 200 plus grosses détiennent 30 % du Produit intérieur brut mondial. Au Brésil, le marché réel est tel qu'un petit nombre d'entreprises déterminent les prix dans chaque branche de la production. Ces entreprises spéculent avec de l'argent dérobé à l'Etat et manipulent l'imaginaire de la population à travers les médias et la publicité. Quelques centaines de grandes banques, industries, commerçants et industries agro-alimentaires nationales et étrangères représentent — au côté de quelques entreprises appartenant aux états —, 70 % de l'économie du pays, et contrôlent directement le marché interne et les exporta-

tions. C'est ce secteur qui devrait offrir les plus grandes résistances à notre programme de réformes structurelles. Pour affronter et vaincre ces résistances, le gouvernement démocratique et populaire, afin de consolider son programme, agira au niveau institutionnel, en mobilisant ses alliés et en s'adressant aussi aux autres secteurs démocratiques, scientifiques et culturels de la société. En direction des organisations populaires et syndicales, il devra développer une vaste campagne d'information et encourager les mouvements sociaux à s'implanter davantage dans les entreprises, sur les autres lieux de travail et d'habitation, développer ainsi une conscience anti-monopoliste et en défense des réformes structurelles.

Vaincre ces secteurs exigera une action combinée du gouvernement et de ses alliés, tout particulièrement le mouvement syndical, par des mesures économiques-administratives, l'auto-organisation des travailleurs dans les entreprises, en stimulant la conscience anti-monopoliste dans l'ensemble de la société organisée et en gagnant l'appui des petits propriétaires. Cette mobilisation imposera l'élargissement de la marge de manœuvre parlementaire du gouvernement et nous permettra de former un arc d'alliance qui épaulera également notre action au Parlement.

8) Pour relancer la croissance, distribuer les richesses et combattre l'apartheid social, le gouvernement démocratique et populaire doit relancer la planification et l'action économique et sociale de l'Etat brésilien. Le modèle économique sera centré sur la constitution d'un marché dynamique de 150 millions de Brésiliens, multipliant par cinq son volume actuel. Pourtant, l'Etat sera appelé à exercer un rôle important de régulateur économique, soit en normalisant les investissements productifs, soit en intervenant directement dans des secteurs stratégiques déterminés.

La distribution de la richesse aura pour corollaire le développement de la production de biens de consommation de masse. Le dépassement de l'"apartheid social" exigera la démocratisation de la société, la réforme agraire et une politique de stimulation et de soutien aux petites entreprises et à l'économie informelle, qui ne peut plus être considérée comme un

BRASIL
URGENTE

problème à la marge de la société. Le programme de couverture alimentaire et de lutte contre la faim, associé à l'universalisation de l'enseignement de base, y compris pour ceux qui n'y ont pas eu accès pendant leur enfance, seront essentiels pour promouvoir la citoyenneté des exclus.

Une attention particulière devra être apportée à une réforme fiscale de caractère progressif, qui sanctionne ceux qui cumulent les revenus et concentrent la richesse, qui pénalise la fraude et le détournement de fonds, et restaure les finances publiques afin d'impulser les investissements productifs et les politiques sociales. Parallèlement, la spéculation financière devra être combattue par un rééchelonnement de la dette publique intérieure et des réformes profondes du système financier, qui orientent les moyens vers la sphère productive et éliminent le caractère parasitaire du marché des capitaux dans le pays. (...)

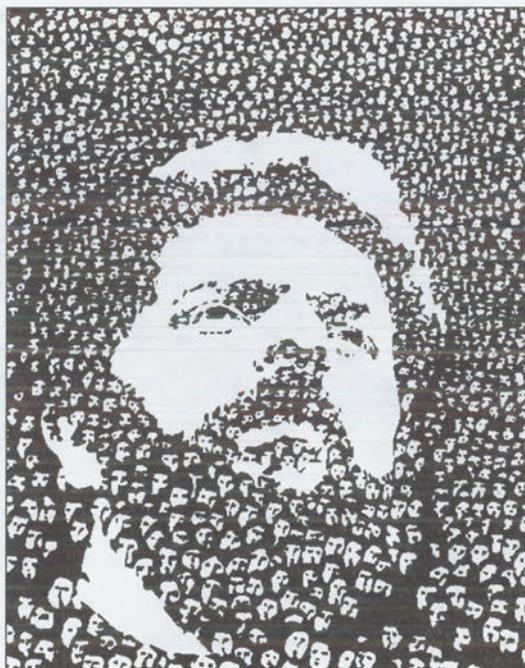
9) La démocratisation radicale de la structure de la propriété de la terre — qui suppose une délimitation conséquente des terres des nations indigènes et de ce qui reste des quilombos (1) —, combinée avec un nouveau modèle de politique agricole compatible avec les spécificités régionales et garantissant un encouragement différencié aux très petits, petits et moyens producteurs et pour les produits destinés au marché intérieur, s'imposent comme les éléments stratégiques fondamentaux d'un projet national du PT, à l'opposé du projet économique néolibéral actuel, fauteur de l'apartheid social régnant aujourd'hui au Brésil.

La redynamisation de l'économie brésilienne, en termes de socialisation de l'appropriation des richesses et des revenus nationaux, de l'instauration d'une nouvelle citoyenneté et de la justice sociale, ne sera possible qu'à travers la mise en valeur des larges potentialités endogènes de l'économie nationale et, par conséquent, la libération des entraves extérieures actuelles. Dans ce contexte, un nouveau modèle de politique agricole et, surtout, la réforme agraire, sont des conditions indispensables à la viabilisation immédiate de ce projet.

(...) Notre proposition de réforme agraire articule le soutien au lutte des paysans pour la terre, par des occupations, avec une action de notre gouvernement pour valider leur enregistrement et faciliter la formation de nouvelles entreprises rurales gérées par leurs propres travailleurs. En cela, elle libérera les forces productives, stimulera le développement

économique du pays et améliorera le rapport de forces en faveur de la lutte pour le socialisme.

Du point de vue environnemental, les pressions pour la déforestation de l'Amazonie, par exemple, seront surement réduites par le reflux du mouvement migratoire vers ces régions, que présuppose la démocratisation de la propriété de la terre. Sur le plan technologique, sans une réforme agraire, il est impossible de garantir les conditions de déconcentration économique nécessaire à notre projet, tant que les ressources biotiques, la base de la nouvelle "révolution technologique" au niveau biotechnologique, seront contrôlés par les grands propriétaires terriens, en particulier des grands groupes nationaux et internationaux.



10) Démocratiser l'Etat, éliminer les distorsions héritées de la dictature et imposer une défaite aux monopoles des moyens de communication est la condition au succès d'un gouvernement démocratique et populaire.

Nous devons intégrer dans notre campagne électorale de 1994 la défense des mesures suivantes : la proportionnelle stricte dans le système électoral (à chaque électeur un vote de même valeur, la représentation de chaque Etat étant assurée) ; l'abolition des obstacles importants à la reconnaissance des partis et à la présence de leur députés au Parlement ; l'adoption d'une législation qui renforce les partis ; l'élection par scrutin de liste ; démocratisation de la propriété et de l'accès aux grands médias ; enquête rapide et punition rigoureuse de tous ceux qui sont impliqués

dans des crimes de corruption ; démocratisation et contrôle extérieur du système judiciaire ; démocratisation des forces armées et combat contre l'idéologie de la "sécurité nationale" ; garantie des droits syndicaux et de la libre organisation des travailleurs dans les entreprises ; application dans la Constitution des articles de 1988 qui instituent la pratique du référendum et de l'initiative populaire pour les propositions de lois.(...)

11) Notre politique d'alliance vise à créer un bloc politico-social de soutien au programme des réformes structurelles, aux candidatures du camp populaire dans les Etats, à la candidature de Lula et à un gouvernement fédéral dirigé par le PT. Nous voulons établir une alliance avec les mouvements et la société civile. Le Programme d'action gouvernementale de 1989, actualisé et approfondi, est la base de départ pour la discussion avec nos alliés, qui ne doivent pas être traités avec l'opportunisme de ceux qui transforment la juste recherche d'alliance en un simple expédient électoraliste.

12) Le soutien à un gouvernement engagé dans les réformes structurelles commence dès la campagne électorale.

Notre campagne doit être capable de susciter l'enthousiasme, de rassembler les forces qui conduiront Lula à la victoire. Le programme, qui oriente les alliances dans la campagne, qui organisera et mobilisera des secteurs de la société, est un des points d'appui essentiels de notre capacité à gouverner. Et ceci est d'autant plus important que quel que soit le gouvernement élu en 1994, il devra agir en situation difficile, polarisée et conflictuelle, surtout qu'il s'agit d'un gouvernement se proposant de réaliser des réformes profondes, et de gouverner du point de vue de la majorité.

La réalisation de transformations structurelles impliquera de profonds conflits de classes, des affrontements et des ruptures, que nous mènerons à partir de l'action du parti, des mouvements sociaux, de nos alliés, des élus au Parlement et des gouvernements d'état et municipaux alliés. C'est pourquoi nous avons besoin d'un programme capable d'attirer les voix des secteurs majoritaires et, surtout, de pousser à l'action et de mobiliser des millions de personnes disposées à lut-

1) C'est les Etats fondés par les esclaves fugitifs. Ce sont les descendants de ces derniers qui peuplent encore certaines régions du Brésil. Sur l'histoire des noirs au Brésil voir Isaac AKCELRUD "Un demi-millénaire de résistance noire", Inprecor 360 du 9 décembre 1992.

ter pour défendre un gouvernement qui l'applique. Voilà pourquoi le PT a intérêt à une bataille électorale polarisée, dans laquelle notre candidature apparaisse comme « une alternative à tout ce qui est en place ».

13) L'exécution du programme de réformes ouvrira des possibilités d'intéresser des secteurs des petits et moyens entrepreneurs au soutien des mesures initiales de notre gouvernement. Dans le même temps, elle peut isoler les élites et réduire leur marge de manœuvre. Cette réorientation du développement national affectera les privilèges : la crise brésilienne ne sera résolue qu'en sacrifiant les intérêts des couches dominantes qui, quoique minoritaires, contrôlent le pouvoir économique et politique, influencent l'opinion publique, entretiennent des relations internationales et, avec leurs secteurs militaires, résistent depuis toujours au changement et n'hésitent pas à enfreindre la légalité pour bloquer la réalisation des réformes. Il ne nous sera possible d'affronter la situation d'instabilité ainsi provoquée que si nous prouvons notre aptitude à gouverner par notre capacité à mettre en œuvre notre programme — cela passe par un soutien populaire à notre gouvernement, la cohérence, la transparence, la radicalité, l'appui organisé des mouvements sociaux et des partis de gauche, le soutien du Parlement, de gouvernements municipaux et d'États, par une offensive politique en matière de relations internationales, par la création d'une structure de communication nationale, par la démocratisation des forces armées, par le développement d'une stratégie qui intègre le fait que nous ne serons pas un gouvernement d' "union nationale".

14) Le renforcement des gouvernements démocratiques passe par des réformes structurelles.

Le Brésil n'atteindra la stabilité que nous voulons que lorsque le développement économique sera orienté vers la satisfaction des besoins sociaux, et que l'accession de la majorité de la population à la citoyenneté et à la consommation deviendront des objectifs nationaux. C'est pourquoi les réformes structurelles devront être initiées dès l'investiture du gouvernement, de façon à ce que la lutte pour la "stabilisation de l'économie", c'est-à-dire la fin du processus inflationniste, ne soit pas menée en recourant à la récession, à la répression de la demande entre autres mesures habituellement préconisées par les économistes orthodoxes.

15) Une politique d'intégration sou-

veraine du Brésil sur la scène mondiale suppose l'adoption d'un nouveau modèle de développement économique et social, structuré autour d'un marché de consommation de masse.

Le gouvernement démocratique et populaire maintiendra des relations politiques et économiques avec les autres pays, en autorisant aussi la présence du capital étranger au Brésil. Mais il est évident qu'un gouvernement où un parti socialiste hégémonique et engagé dans des réformes anti-monopolistes, antilatifundiaires et anti-impérialistes, ébranlera les bases du "Nouvel ordre", et en particulier les prétentions nord-américaines sur le continent. Dans l'exploration de notre potentiel humain, technologique et naturel, dans le développement d'un marché interne de masse, qui intègre des millions de gens à la production et à la consommation, dans la réévaluation du poids régional (avec une réorientation du MERCOSUR notamment) et global de notre économie et du fait des contradictions interimpérialistes, le gouvernement démocratique et populaire combattra les résistances au niveau international et cherchera une insertion souveraine sur le marché mondial.

Un projet stratégique alternatif suppose de s'être posé la question de la place du Brésil dans le monde, tant en termes économiques que politiques. Nous cherchons en premier lieu un processus d'intégration continentale, qui ne peut pas se résumer à la seule création d'une zone de libre échange en Amérique latine. Notre conception de l'intégration doit, avant tout, abonder dans le sens de l'articulation économique, politique, sociale, scientifique et culturelle, fondée sur le respect de l'autodétermination et de la souveraineté nationale, tout en cherchant à construire des espaces et des instances transnationaux.

Cette conception contribuera à ce que le Brésil, ainsi que d'autres pays du continent, ne soient pas intégrés, sur les plans économiques et politique, en position subordonnée, dans le nouvel ordre mondial qui se construit depuis la fin de la guerre froide. Elle permettra au Brésil d'intervenir dans la mise en place d'une nouvelle communauté internationale basée sur le respect de la démocratie et de la souveraineté.

De même, la construction du MERCOSUR doit se faire à partir des revendications des travailleurs en matière de développement, de démocratie et de justice sociale, et non des politiques néo-libérales.

En lançant le forum de São Paulo — le plus gros rassemblement d'organisations de gauche dans l'histoire de l'Amérique Latine —, le PT et d'autres partis frères du

continent ont créé une instance fondamentale pour articuler le débat et les initiatives politiques des forces rénovatrices ouvertes à un projet d'alternative démocratique et socialiste.

La politique extérieure brésilienne doit articuler des initiatives multilatérales de résistance aux pressions exercées par les grands blocs économiques contre les pays en voie de développement, à propos du commerce international, de la prétendue protection de la propriété intellectuelle, etc., et qui tendent à aggraver la marginalisation d'une grande partie de l'humanité. (...)

Le Brésil luttera aussi pour la démocratisation des forums et organismes internationaux, en premier lieu l'Organisation des nations unies, aujourd'hui contrôlée par les grandes puissances qui disposent d'un droit de veto dans son Conseil de sécurité, sans préjugés de notre participation éventuelle à d'autres organisations internationales ou à des initiatives pour en créer. L'action diplomatique du gouvernement brésilien sera déterminée par la souveraineté nationale, par l'intégration régionale avec les autres pays du continent, par la solidarité, par la lutte contre la militarisation des relations internationales et les inégalités économiques et sociales.

16) L'effondrement du "socialisme réel" et la décadence de la social-démocratie — qui s'exprime par les dérives électorales, les scandales et, surtout par l'engagement en faveur des mesures économiques néo-libéralistes — confèrent au PT et à ceux qui, avec nous, se battent pour la défense d'un socialisme démocratique, un rôle de dimension internationale. Le PT devra approfondir ses relations avec les secteurs indépendants qui disent lutter pour le socialisme, en participant et en étant à l'initiative des forums internationaux qui participent à cette lutte.

Dans un monde dominé par les conflits entre grandes puissances capitalistes, par la décadence nord-américaine, par le démantèlement des conquêtes sociales, par la croissance du militarisme et du conservatisme, par la dégradation des conditions de vie de la majorité de la population de la planète — qui provoque misère et instabilité politique —, l'arrivée du PT au gouvernement dans un pays comme le Brésil créera des conditions nouvelles de la lutte pour le socialisme, et c'est dans cette perspective que le PT gèrera ses relations internationales. (...)

17) Pour remporter les élections et gouverner en transformant les relations sociales et le pouvoir, le PT devra rester cohérent. En 1994, le peuple brésilien aura

BRASIL
URGENTE

l'occasion historique d'infliger, par son vote, une défaite aux élites. Sans doute sommes-nous davantage qu'en 1989 en mesure de relever ce défi. Certains ne comprennent pas cela, et qui prennent pour des défauts nos principales qualités : la radicalité, la combativité, la pluralité, l'engagement pour le socialisme. Ils misent sur l'électoratisme, la gestion de l'administration, en pensant que cela contribuera à l'élection de Lula en 1994, alors qu'ils ouvrent une voie qui pourrait bien être celle de notre défaite. Ce n'est pas le chemin qu'empruntera un gouvernement engagé dans la démocratisation radicale de la propriété, des revenus, de l'information et du pouvoir. Plus que jamais, il faut maintenir la cohérence du PT : celle d'un parti fermement engagé aux côtés de "ceux d'en bas", avec la majorité exploitée et opprimée, pour la construction d'un nouvel ordre socialiste et démocratique.

18) Le rythme d'application de notre programme sera déterminé par le rapport de forces existant dans la société, en particulier par le niveau de mobilisation et d'auto-organisation populaire.

Notre victoire en 1994, éveillera sans doute d'énormes attentes, qui doivent être rapidement satisfaites par des initiatives concrètes du gouvernement. Pour créer le rapport de forces nécessaire à l'application de notre programme, avec un rythme croissant, nous devons d'abord transformer l'élection présidentielle en un plébiscite pour des réformes structurelles, et surtout pour les mesures que nous adopterons dans les 100 premiers jours de notre gouvernement.

Il est cependant indispensable d'aller au-delà de l'élection du président, de la conquête des gouvernements d'États, de l'élargissement du groupe parlementaire ; la constitution d'un bloc politique et social de soutien au gouvernement doit être accompagnée d'initiatives politiques qui réduisent le pouvoir politique des secteurs dominants, en particulier en matière de mass médias.

Pourtant, sans un niveau d'activité élevé du mouvement syndical, le potentiel d'avancée de notre gouvernement sera limité. Son succès, en dernière analyse, réside dans l'auto-organisation, la participation et la conscientisation populaires. Par ailleurs, nous ne devons nourrir aucune illusion quant à la disposition des élites à user de tous les moyens pour empêcher la réalisation de notre programme. Nous sommes placés devant le dilemme suivant : ou bien nous faisons avancer notre projet, ou bien notre gouvernement sera incapable de sortir le pays de la crise, notre

peuple sera voué à la faim et à la misère et nous assisterons à la soumission de notre pays aux politiques néo-libérales.

Nous briserons cette résistance en combinant des actions du gouvernement, de notre parti et des forces qui lui sont alliées, avec des initiatives indépendantes des travailleurs. Nous n'hésiterons pas à encourager de grandes mobilisations populaires, à prendre des mesures pour démocratiser radicalement les moyens de communication, à mener une intense activité diplomatique (en donnant la priorité à une politique unitaire avec les pays qui luttent contre la dépendance) et, même, des actions juridiques.(...)

19) Pour permettre l'application du programme démocratique et populaire, le gouvernement doit garder l'initiative politique en coordonnant son action avec celle des forces qui le soutiennent. Le gouvernement doit appliquer son programme selon un plan stratégique précisant quels sont, dans chaque situation, les moyens les plus adaptés pour isoler les forces conservatrices, gagner à sa cause les couches moyennes et, fondamentalement, consolider son soutien populaire de façon à ce que nous accumulions les forces pour avancer à un rythme toujours plus soutenu dans son application. Pour cela, il faut éviter le bureaucratisme, en conférant un rôle central à la dimension politique de l'action gouvernementale. Pour gagner le soutien des couches majoritaires, pour affronter la classe dominante et pour mettre en échec ses tentatives d'obstruction à l'application du programme démocratique et populaire, il faudra coordonner l'action du gouvernement et des forces politiques et sociales qui le soutiennent.

20) Pour diriger la campagne Lula et l'action du parti dans les années à venir, le PT a besoin d'un nouveau noyau dirigeant. Il est évident que la direction actuelle a perdu sa légitimité, situation qui est aggravée par les problèmes organisationnels, par la fragilisation des relations avec le mouvement syndical et avec nos gouvernements municipaux. (...) Une nouvelle direction doit être fondée sur la base des cinq engagements suivants :

- ▶ sur le caractère socialiste et révolutionnaire du PT — un socialisme démocratique, différent tant du "socialisme réel" que de la social-démocratie ;
- ▶ sur la valeur stratégique de la démocratie — qui pour nous est un moyen et une fin, une méthode de transformation et un idéal d'organisation politique ;
- ▶ sur le sens révolutionnaire du programme démocratique et populaire — qui est d'être anticapitaliste, anti-monopoliste,

antilatifundiaire et anti-impérialiste ;

▶ sur la validité d'un parti de cadres et de masse — une combinaison qui, rejetant l'opposition entre centralisme et dilution, affirme la démocratie comme fil conducteur de la vie du parti ;

▶ sur la rénovation du contrat éthique et politique entre militants — de façon à ce que la démocratie interne et la valorisation des instances supplantent la dilution dans des pouvoirs parallèles, évitant la pratique désagrégatrice et antidémocratique de ceux qui, se transformant en "notables" par leur activité militante, font tout pour être plus égaux que les autres.

21) L'approfondissement de la démocratie dans le parti exige la revalorisation des instances : la participation de l'ensemble des adhérents au débat et à la prise de décision, le renforcement de la presse du parti, de la formation politique et des mécanismes de consultation. Il faut, de plus, instaurer un contrôle démocratique des directions du parti et des militants qui détiennent des mandats dans l'exécutif et au Parlement. Le caractère de masse du PT se traduit dans ses relations sans dirigisme avec les mouvements sociaux qui le nourrissent, mais sans dissimuler sa contribution politique, le PT doit resserrer ses liens avec la société civile organisée, et attentif et synchrone avec l'opinion publique, sans être à la traîne de l'extérieur. En tant que parti étant surtout présent dans les grands centres urbains, nous devons élargir notre audience de façon à pouvoir créer des liens fermes — et pas seulement occasionnellement électoraux —, avec des secteurs situés généralement à la marge des organisations syndicales et populaires.

Le caractère dirigeant du parti doit se traduire par une élaboration démocratique de notre politique, par le débat ouvert avec nos alliés, la bataille pour la direction de l'alliance, par le combat contre les valeurs des élites brésiliennes et dans la réaffirmation des objectifs stratégiques du PT : la lutte pour une société socialiste et démocratique, sans exploités ni exploités. ★

Brasilia, juin 1993

Violence et crise nationale

Le massacre par des membres du 9^{ème} bataillon de police militaire (PM) de 21 habitants de la *favela* Vigario Geral, à Rio de Janeiro, vient s'ajouter à une longue liste de tueries perpétrées par la PM dans cet Etat. Huit enfants ont été tués à Candelaria le 23 juillet 1993, onze à Acari, en 1990 (les coupables "présumés" sont des soldats du même 9^{ème} bataillon), dix jeunes avaient été abattus d'une balle dans la tête, par la même PM, sur le tertre de São Carlos deux années plus tôt.

José CORREA

Cette fois-ci, les assassinats ont été commis pour venger le meurtre de quatre policiers militaires, qui avait eu lieu la veille à proximité de la *favela*, alors qu'ils allaient racketter des commerçants de la région.

Au Brésil, la violence des groupes d'extermination, qu'ils soient composés de policiers ou non, qu'il s'agisse ou pas d'une politique officieuse des autorités, est endémique. De tels méfaits sont accomplis en toute impunité dans tout le pays, comme l'indiquent l'extermination récente d'un groupe d'indiens Yanomamis par des chercheurs d'or dans l'Etat de Roraima (où les victimes se comptent déjà par centaines, et les assassinats sont une pratique quotidienne), le massacre de 111 détenus dans la prison de Carandiru par la PM de l'Etat de São Paulo et l'assassinat brutal de paysans sans terre par la PM du Parana.

Plusieurs explications sont avancées et les discours tenus sur le thème par les institutions du secteur social évoquent surtout l'augmentation de la criminalité liée à la misère, la "désagrégation du tissu social", l'incurie gouvernementale et la crise de l'Etat, etc. Il y a des éléments de vérité dans chacune de ces explications, qui renvoient toutes à une situation de crise nationale prolongée, mais ils n'expliquent pas l'augmentation de la criminalité du type "extermination" à l'échelle de tout le pays.



La première des causes structurelles des massacres, et qui a été formulée par les observateurs les plus lucides, touche à la militarisation des PM. Les crimes commis par les policiers militaires sont de fait jugés par des tribunaux spéciaux, composés par leurs pairs. L'impunité est donc totale. De plus, la militarisation a induit un phénomène de déshumanisation de la troupe touchant parfois au sadisme, et qui est plus la règle que l'exception. L'approbation du projet de loi du député Hélio Bicudo, qui propose la démilitarisation des polices d'Etat et la fusion des polices civiles et militaire est urgente (2).

La seconde raison tient à la structure fédérale de l'Etat brésilien, qui facilite le contrôle par certaines oligarchies de l'appareil d'Etat régional, à la marge de la légalité établie. C'est particulièrement visible dans les zones frontalières de l'Amazonie : dans les Etats de Rondônia, Acre, Roraima et Amapa, où prévaut la loi du plus fort.

Politique consciente

Dans ces régions, les conditions pour assurer les services de base pour les populations, à commencer par la sécurité publique, ne sont pas réunies. Mais le règne de l'arbitraire, avec des polices qui fonctionnent comme les milices privées de familles dominantes, est aussi en vigueur dans beaucoup d'autres états, en particulier dans le Nordeste. Tous ces exemples montrent la nécessité d'établir un contrôle du ministère de l'Intérieur fédéral, sur les instances correspondantes dans les Etats (qui de nos jours sont souvent formelles) et éventuellement d'élargir le rôle de la police fédérale.

Il y a un facteur central pour la compréhension des massacres : ils ne sont pas le fruit de l'incurie, mais d'un certain type de gouvernement et de politique de sécurité sciemment choisis par les gouvernements d'Etat depuis quelque temps déjà. Le massacre de Carandiru à São Paulo est le point d'orgue d'une orientation de la

PM pauliste, dont le fer de lance, la "Rota", a déjà tué des centaines et peut-être même des milliers d'innocents (2). L'extermination des Yanomamis est la politique officielle du gouvernement de l'Etat de Roraima qui va continuer de produire son lot annuel d'Indiens assassinés.

L'Etat de Rio de Janeiro en est sans doute le cas le plus évident. Brizola a mené, depuis 1982, une politique de sécurité qui allait dans le sens de l'instauration d'une coexistence pacifique entre la police et les narcotrafiquants. Le résultat a été l'étroite imbrication, croissante tout au long de la décennie, entre les deux sec-

Pires que les gangs

Aujourd'hui, le crime organisé de l'Etat est divisé en deux clans : celui du narcotrafic et celui de la police, ce dernier étant le plus dangereux pour la population. En pratique, il est possible aux habitants d'un quartier de négocier des relations plus ou moins stables avec les gangs qui contrôlent leur région — dont les membres vivent en général sur place —, mais pas avec les groupes de "protection", d'extermination, spécialisés dans le vol de voitures, le braquage de banques ou les enlèvements, qui sont au sein de la police. Un cercle vicieux implacable s'est établi : le trafic de drogue survit parce qu'il verse de l'argent à la police et la police stimule l'extension du crime organisé.

La réponse à ces problèmes urgents ne pourra pas attendre les réformes structurelles liées à la modification de la législation fédérale. La situation à Rio est gravis-

1) Hélio Bicudo est député fédéral du PT pour l'Etat de São Paulo et est ancien procureur de la République qui a lutté contre les escadrons de la mort.

2) L'escadron "Ronda Tobias Aguiar" (Rota) est célèbre pour s'enquérir des preuves de la culpabilité après avoir tiré et sa spécialisation dans l'extermination de criminels présumés. Les travaux d'un journaliste brésilien ont prouvé que plus de 70 % de ses victimes avaient un casier judiciaire vierge.

3) Jânio de Freitas est un journaliste de la Folha de São Paulo spécialisé sur la question policière. Voir *Folha de São Paulo*, 1er septembre 1993.

sime ; la PM est la principale menace à la sécurité publique dans cet Etat. Mais la solution ne réside pas dans l'intervention de l'armée dans l'Etat, contrairement à ce que préconise Jânio de Freitas lorsqu'il affirme que « si la police se place dans une situation de désobéissance civile, le gouverneur se doit de la rappeler à l'ordre. Et seule une force physique supérieure à celle de la police peut réaliser cela. C'est-à-dire l'armée dans le cas des PM » (3).

Il y a des raisons pratiques qui font que les choses ne peuvent se passer ainsi, comme le fait que l'armée n'est pas préparée à des tâches de maintien de la sécurité. Mais il y a aussi des raisons politiques : les secteurs les plus réactionnaires des classes dominantes commencent juste à comprendre que leurs possibilités dans le cadre institutionnel établi, avec comme horizon les présidentielles de 1994, sont de plus en plus réduites et que la rupture avec la légalité est la seule solution.

La menace d'un retour

La proposition d'une candidature militaire pour 1994 a déjà été faite. Dans ce contexte, stimuler un retour de l'armée comme "gardienne" de l'ordre interne sur la scène politique (parce que c'est de cela qu'il s'agit) est plus que téméraire. Une telle intervention dans les Etats pourrait également placer un Brizola, homme politique aujourd'hui complètement discrédité, dans le rôle de victime, lui fournissant un second souffle.

La réponse à tout cela doit être articulée dans un cadre démocratique, à travers l'intervention du ministère public, la mobilisation de la société civile et le démantèlement complet du crime organisé, en premier lieu dans la PM de Rio. Il ne faut pas sous estimer le danger que constitue l'escalade de la violence — qui ne peut pas être qualifiée de "désorganisée" ni considérée comme le produit de l'"incurie" — pour un projet démocratique et populaire. Elle alimente une recomposition du tissu social et une culture politique qui ne bénéficie qu'à la droite et qui sera utilisée contre la gauche et contre la démocratie. En Argentine, les escadrons de la mort de la dictature militaire ont débuté comme des groupes d'extermination des bandits dans les villes ouvrières, nous ne devons pas laisser le serpent sortir de l'œuf au Brésil. ★

Septembre 1993

Après la 8ème rencontre

L'article qui suit est une première tentative de bilan de l'évolution du parti six mois après la 8ème rencontre nationale des 11, 12 et 13 juin 1993.

Carlos HENRIQUE ARABE



On peut partir des observations suivantes :

► les principales résolutions de la direction nationale précisent, c'est évident pour la proposition de programme de gouvernement, sans ambiguïté le sens général de ce qu'est la construction d'un gouvernement démocratique et populaire ;

► le profil de gauche, retrouvé dans les résolutions de la 8e rencontre, répond à une détérioration de la crise que traverse le pays et, est en partie responsable de la croissance de la popularité de la candidature Lula ;

► deux autres éléments contribuent à cette croissance : l'immobilisme du gouvernement Itamar (qui montre bien les limites de la politique économique préconisée par le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) et explique la fin de l'Etat de grâce du gouvernement de "centre-gauche") et les naufrages successifs des autres candidatures alternatives à la présidence (les scandales liés à la corruption atteignent largement le centre et la droite) (1) ;

► ces éléments positifs ne constituent néanmoins pas, pour l'heure, un levier suffisant pour enclencher une réanimation du mouvement de masse, bien qu'existent des signes que « quelque chose bouge ». Car d'une part le mouvement social est sur la défensive, au niveau économique, et d'autre part un grand retard a été pris dans la recomposition de ses directions, en particulier celle de la Centrale unique des travailleurs ;

► il y a un net contraste entre le renforcement de la candidature et la construction de candidatures majoritaires dans les Etats. Peu nombreux sont ceux où nous avons, pour l'instant, des candidats en position de force. Dans la majorité des Etats il faut un processus méthodique de choix de candidats et de recherche d'une politique

d'alliance qui soit cohérente aux niveaux des Etats et au plan national ;

► à côté des aspects positifs des décisions de la direction du parti après la 8ème rencontre, la crise de fonctionnement et d'organisation matérielle du parti persiste et s'aggrave même par certains côtés, ce qui entraîne des blocages dans la mise en pratique des décisions du parti.

De ces observations résulte un tableau contrasté, qui combine des avancées et la persistance de problèmes, et qui montre que rien n'est "automatique". Vue l'ampleur des questions qui se posent à nous, on peut difficilement considérer que la dynamique politique soit définitivement consolidée en notre faveur. Ceci ne veut pas dire qu'il faut nier que les conditions sont meilleures pour affronter les problèmes clé de la construction du parti si on compare à ce qu'elles étaient avant la 8ème rencontre. Toutefois nous sommes dans l'obligation de comprendre et d'agir à temps sur les facteurs qui peuvent transformer la situation globale en notre faveur, en empêchant ou en réduisant la capacité de réaction de la bourgeoisie — qui va peut-être tarder, mais qui ne manquera pas de se produire.

On peut facilement se faire des illusions sur la situation politique actuelle au Brésil. Les facteurs qui renforcent l'image du PT et la candidature Lula, quoiqu'importants et en grande partie résultant des initiatives politiques du parti, ne sont pas associés à une reprise de l'activité politique et syndicale des masses ni à une dynamique de soutien social au renforcement de la polarisation politique autour des présidentielles. Depuis la 8ème rencontre, le PT s'est avéré capable d'articuler des positions plus offensives en matière de campagne "dans le cadre des institutions", de se démarquer dans l'opposition

1) Le PSDB est un parti qui contrairement à son nom n'est pas lié au mouvement démocratique et populaire et se situe entre la social-démocratie et le libéralisme traditionnel.

au gouvernement Itamar (dominé aujourd'hui par le PSDB et en voie de décomposition avancée), et de s'affronter à l'épuration des innombrables cas de corruption qui viennent d'éclater. Le parti n'a pas été aussi efficace dans ses interventions pour la réorganisation des mouvements sociaux mêmes s'il est conscient de l'importance stratégique du mouvement de masse en faveur des réformes structurelles, tant pour permettre la victoire de Lula que pour exercer le pouvoir.

Lors de la 8^{ème} rencontre, la CUT a été reconnue comme un élément clé pour donner une impulsion à ce mouvement et a mandaté la nouvelle direction du parti pour élaborer une ligne politique pour intervenir dans la crise de la centrale et pour unifier les militants et dirigeants syndicalistes du PT.

Le 5^{ème} congrès de la CUT aura lieu en juin 1994. Les débats ne font que commencer mais restent limités au cadre des positionnements du dernier congrès — qui n'exprime, plus la réalité de la centrale aujourd'hui. La création d'une structure d'intervention du parti et le rassemblement d'un arc de forces syndicales autour des résolutions de la 8^{ème} rencontre seront décisifs pour permettre une large recomposition afin de renouer avec le syndicalisme combatif et de permettre un rôle actif de la centrale dans la construction de la campagne et du gouvernement Lula.

Un secteur important, le mouvement des travailleurs ruraux, a néanmoins maintenu un haut niveau d'organisation et d'activité, y compris par des occupations de terre impliquant des milliers de familles. Il faut aussi reconnaître le processus de coordination en cours des mouvements populaires urbains qui ont récemment fondé leur centre national. Ces signes témoignent de possibilités importantes, mais à des rythmes inégaux et on est loin de leur unification. Ils réaffirment, par ailleurs, l'urgence d'une action du parti pour accélérer les recompositions et offrir un socle pour l'unification du mouvement social pour relever le défi de la construction du gouvernement démocratique et populaire.

La candidature Lula

La définition par la direction nationale des lignes directrices pour un programme de gouvernement s'est faite selon les grandes lignes de la résolution adoptée par la 8^{ème} rencontre. Le document s'ouvre par un chapeau affirmant que « *les propositions ébauchées dans ces lignes directrices visent à la réalisation de transformations démocratiques et antimonopolistes — contre les grands propriétaires*

terriens et anti-impérialistes — qui s'insèrent dans une stratégie à long terme de recherche d'alternative au capitalisme. Elles incarnent (...) une révolution démocratique qui changera radicalement les bases du pouvoir (...), la première priorité des réformes démocratiques et populaires consistera à démocratiser radicalement l'Etat et la société. Cette démocratisation suppose la construction d'un nouveau modèle de développement, centré sur la distribution des richesses... »

Ces lignes directrices constituent une première phase positive dans l'élaboration du programme de gouvernement, elles ont réussi à maintenir une certaine cohésion entre, d'une part, un processus de discussion qui implique toutes les instances du parti, des personnalités et des cercles d'intellectuels et, de l'autre, les résolutions de la 8^{ème} rencontre. En même temps, les initiatives de la campagne à proprement parler ont contribué à donner un profil de gauche à notre candidature. Les caravanes qui ont sillonné les régions les plus pauvres du pays, l'accent porté sur la lutte contre l'exclusion et la faim laquelle s'articule avec la croissance de l'Action des citoyens contre la faim, ce qui en a fait un thème de préoccupation nationale et l'a identifiée à Lula, renforce une orientation généralement positive et en total contraste avec celle qui prévalait avant la rencontre et qui était marquée par les pressions d'un certain secteur du parti pour que Lula affiche un profil de centre gauche.

La question des alliances au niveau national est conditionnée par le programme, ce qui, virtuellement, écarte toute possibilité d'alliance nationale avec le PSDB et nous ramène à nos partenaires de 1989.

Le dynamisme de la candidature Lula ne trouve pas de répondants dans des candidatures majoritaires fortes aux gouvernements des Etats. Rares sont ceux dans lesquels le parti est parvenu à structurer des candidatures et des alliances selon des perspectives correctes — c'est tout de même le cas de la candidature d'Olívio Dutra dans le Rio Grande do Sul, qui a de fortes chances de l'emporter (2). Dans des Etats décisifs comme São Paulo, el Minas Gerais et Rio de Janeiro, le parti a les moyens de mettre sur pied des campagnes fortes ; mais au niveau national, la situation ne va pas dans ce sens. Il y a des Etats importants où il n'y a aucune candidature et d'autres où les personnalités les plus représentatives ne sont pas encore disposées à faire acte de candidature. Enfin, dans d'autres Etats, sont menés des discussions pour des alliances qui ne garantissent pas le soutien à Lula — dans les cas où le candidat de l'alliance ne serait pas au PT, là où des secteurs du parti défendent des

alliance avec le PSDB ou le Parti démocratique travailliste (3).

Le terrain qui a causé le plus de difficulté dans la dernière période a été celui du fonctionnement du parti. La tendance à l'aggravation de la crise organisationnelle ne s'est pas inversée suite à la 8^{ème} rencontre. Il n'y a pas de lien automatique entre la récupération d'un profil plus affirmé à gauche et la reconstruction organique de la capacité dirigeante du parti.

En fait, cette question nécessite pour être résolue davantage qu'une simple majorité autour de grandes questions politiques. Il fallait une majorité possédant une compréhension commune des tâches stratégiques, des compromis et de la cohésion nécessaire à l'établissement d'un projet de direction du parti ; une condition qui n'est pas encore réunie.

Comme l'affirme la résolution de la 8^{ème} rencontre « *pour diriger la campagne Lula et l'action du parti dans les années à venir, le PT a besoin d'un nouveau noyau dirigeant* ». La création d'un tel noyau a été entamée avec la formation de l'Option de gauche (le regroupement majoritaire lors de cette rencontre) et les relations qui ont été établies avec les autres secteurs qui s'identifiaient à la résolution (4). Donner corps à ce projet passe d'abord par une consolidation de l'Option de gauche, en particulier en adoptant des réponses communes aux problèmes organisationnels du parti. Il y a ensuite d'autres questions, clé comme la bataille pour une nouvelle direction dans la CUT et la préparation de la prochaine rencontre du parti, en avril 1994, pour adopter le programme de gouvernement.

Les relations avec les autres secteurs pouvant s'intégrer de façon permanente à une nouvelle majorité sont également décisives. Une des qualités de l'option de gauche a été de pouvoir passer des alliances tant avec des secteurs issus de l'ancienne majorité (et qui se reconnaissent dans les résolutions de la 8^{ème} rencontre) qu'avec des courants de la gauche du parti (et qui ont souvent des difficultés à être majoritaires sur leurs positions). Le développement de ces relations a contribué à renforcer la direction du parti.

São Paulo, 25 novembre 1993

2) Olívio Dutra est militant du PT à Porto Alegre, la capitale du Rio Grande do Sul, et a été dirigeant de l'équipe municipale de la ville de 1989 à 1993. Pour en savoir plus, voir "Radical, pas sectaire", *Inprecor* n° 367 de mars 1993.

3) Le PDT est l'organisation héritière de la tradition populiste brésilienne, et qui est aujourd'hui fortement "social-démocratisante".

4) Pour plus de détails sur le rapport de forces de la 8^{ème} rencontre et l'Option de gauche, voir Alfonso Moro, "Une conférence historique" et José Correa, "Une option de gauche", dans *Inprecor* n° 371 de juillet 1993.

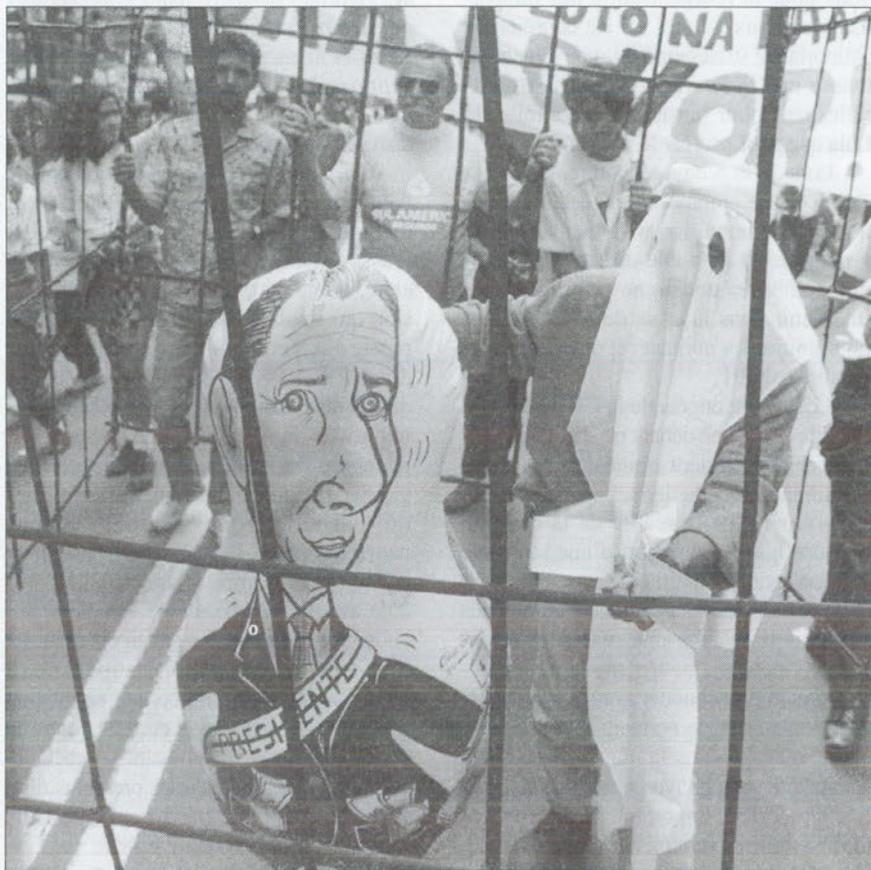
Budget et participation populaire

Un an après la destitution de Collor — qui était le premier président élu au suffrage direct depuis 1960 —, le Brésil est traversé par une nouvelle vague de dénonciations et d'enquêtes sur la corruption qui place cette question au centre de la scène politique nationale. La révélation de l'implication de parlementaires de la Commission du budget fédéral dans une affaire de trafic d'influence a stoppé net la révision constitutionnelle inaugurée en octobre 1993 par un coup de force de la droite, ce qui menace la survie du plus grand parti du pays, le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) et annonce la fin, par usure, du gouvernement Itamar déjà affaibli.

Beti BURIGO et Raul PONT*

Tout ceci à la veille d'élections présidentielles où Lula apparaît d'ores et déjà comme imbattable dans les sondages d'opinion : il était crédité de 33 % des voix contre 16 % pour le suivant, à la fin du mois de novembre 93.

Les déclarations d'un fonctionnaire du Congrès, assesseur de la Commission du budget (responsable de la discussion et des amendements au budget fédéral) ont conduit à la mise sur pied d'une Commission d'enquête parlementaire (CPI) et paralysé les activités de révision constitutionnelle. Ces dernières constituaient le fer de lance d'une offensive de la droite pour consolider la mise en œuvre du projet néolibéral, ligoter un futur gouvernement démocratique et populaire, et empêcher la mobilisation des organisations démocratiques, des mouvements sociaux et des partis de gauche. Bien que la CPI ait pour cible des députés accusés d'avoir touché des pots-de-vin, les accusations impliquent aussi le gouvernement et exposent publiquement les principaux bénéficiaires de la



corruption : les grands entrepreneurs du bâtiment qui, lors de l'affaire Collor, avaient réussi à quitter le banc des accusés. Quant aux députés, ils ont approuvé des amendements au budget qui cautionnaient le gaspillage dans des travaux inutiles ou jamais réalisés, soit dans les régions où ils sont élus soit en pré-déterminant ceux qui remporteraient le marché des travaux avant le lancement de l'appel d'offre. Le coût de ces ouvrages est surévalué et l'exécution est en général sous-traitée par des petites entreprises du bâtiment, au prix du marché.

Pillage institutionnel

Sont également impliquées des œuvres sociales qui reçoivent des subventions pour des projets dont la réalisation n'est jamais contrôlée.

Malgré le folklore de l'affaire impliquant les membres de la commission du budget liés au principal accusé, João Alves, et les efforts de la droite pour "expier" sa corruption par la destitution de trois ou quatre d'entre eux au maximum,

les accusations ont déjà éclaboussé des personnalités de premier rang de tous les grands partis, à l'exception du PT et du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB). Mais ce dernier est déjà "atteint" du fait du rôle central qu'il joue dans le gouvernement.

La corruption de la Commission du budget avait déjà été dénoncée par les députés du PT, en 1991. La revendication de la mise en place d'une commission d'enquête avait été, à l'époque, écartée grâce à l'action zélée d'Ibsen Pinheiro — aujourd'hui accusé — et de Mauro Benedites ; tous deux, membres du PMDB et respectivement présidents de la Chambre et du Sénat, étaient alors réputés "au-dessus de tout soupçon". Pour feindre le changement, le nombre des membres de cette instance était passé à 120 parlementaires, sa salle de réunion avait été refaite et un roulement introduit pour sa présidence. La farce a pourtant continué : dans le budget

* Beti Burigo est membre de la Commission dirigeante de la municipalité de São Paulo. Raul Pont est vice-maire de Porto Alegre et membre de la direction nationale du PT.

de 1992, plus de 70 000 amendements individuels ont été présentés et Ricardo Fiuza, du Parti du front libéral (le parti de la dictature militaire, PFL), qui avait fait main-basse sur le poste de rapporteur, est l'un des principaux accusés.

L'action du PT et des organisations démocratiques et progressistes est actuellement centrée autour de l'exigence de l'examen rigoureux et total des accusations, avec un prolongement de la durée des travaux de la CPI. Le PT n'écarte pas, face à un aggravement de la crise de gouvernement, la possibilité d'élections présidentielles anticipées — avant la date d'octobre 1994 initialement choisie —, éventualité évoquée par le propre porte-parole du président Itamar.

Alors que, dans le même temps, la droite tente de banaliser la corruption, en donnant à la CPI le nom de « *Centrale inique des travailleurs* », qui fournirait prétendument des fonds au PT, les secteurs progressistes doivent introduire sur le devant de la scène le débat et les propositions concrètes pour avancer vers le contrôle social de l'affectation des ressources publiques.

L'alternative "pétiste"

En plus de la punition exemplaire des corrompus et des corrupteurs, il faut prendre d'autres mesures : la fin de la dotation d'entreprises privées en argent public, sous couvert d'œuvres sociales ; le respect de critères objectifs (carence en ressources, population, richesse) dans la distribution régionale des investissements publics. Tout cela ne suffira pourtant pas à venir à bout de la corruption. La démocratisation effective de l'affectation des ressources publiques réclame l'explicitation des intérêts antagoniques dans la société et qu'on se batte pour ceux de la majorité. Les mécanismes actuels d'élaboration et de délibération camouflent ces antagonismes et écartent la population de processus de décision réel. La présence du PT dans une dizaine de gouvernements municipaux permet un débat très concret autour de ces questions.

Les administrations municipales du PT ont initié un processus de participation populaire directe à l'élaboration du budget qui est un véritable contrepoint à celle du budget fédéral, littéralement assiégée par les entrepreneurs privés. En dépassant les limites de la démocratie représentative, ce processus établit une autre base de négociation pour l'allocation des ressources et la définition des priorités en la matière, et permet de gagner un espace pour la défense des intérêts des travailleurs.

A Porto Alegre, où le Front populaire,

dirigé par le PT, a fait élire Tarso Genro au poste de maire après le mandat de quatre ans d'Olívio Dutra, cela fait cinq ans qu'a démarré l'expérience de budget "participatif". Pour la préparation du budget 1994, des milliers de personnes participent aux débats, à la désignation des travaux, des représentants des 16 régions composant le Conseil populaire du budget et des 700 délégués responsables de l'organisation régionale, de l'évaluation des travaux, du contrôle et critiquent la mairie en cas de retard ou de non-réalisation des décisions. C'est le Conseil populaire qui chiffre les demandes des régions et élabore, avec des techniciens et des responsables de l'administration, le projet de loi qui sera adopté par le conseil municipal.

En participant directement à la prise de décision sur les investissements de la ville, au débat et aux luttes autour des orientations générales des politiques publiques, la population organisée s'informe, connaît les comptes et le fonctionnement de l'administration. Elle s'approprie la ville et ses ressources et exerce pleinement sa citoyenneté. Elle rompt ainsi avec le clientélisme traditionnel qui donne aux maires et conseillers municipaux un rôle d'intermédiaires protecteurs, et s'auto-organise, rendant peu à peu inutile l'action d'émulation initiale de l'équipe municipale. La participation directe des citoyennes et citoyens aux assemblées de régions n'affaiblit pas les associations de quartier, qui préparent les discussions en rassemblant les revendications et en organisant les réclamations. A Porto Alegre, plus de 500 associations communautaires, avec des dirigeants d'affiliations politiques différentes ou même non affiliés à un parti, participent à ce processus.

Le défi démocratique

En 1994, les syndicats devraient s'intégrer au processus en convoquant les travailleurs à des assemblées thématiques. La combinaison des assemblées thématiques et régionales, la spécialisation et les connaissances sectorielles des professions et des catégories doivent contribuer à la globalisation des problèmes posés par les directions communautaires : dans le même temps celles-ci aident à construire une vision qui dépasse le corporatisme qui peut marquer les conceptions des représentants et délégués du monde du travail.

L'action organisée de la population fait pression et stimule l'administration municipale elle-même, imposant un autre rythme et une autre vision des responsabilités des fonctionnaires de carrière vis-à-vis des demandes populaires. D'un autre côté, les administrations ne sont pas tou-

jours en mesure de répondre aux exigences redoublées d'efficacité, d'entretien ou de travaux. Sans un développement dans la population de la conscience des entraves qui, en dernière analyse, expriment le rapport de forces dans la société, les frustrations peuvent conduire à une inversion des espoirs, qui peut être exploitée par la droite conservatrice et la presse bourgeoise.

Il y a une tendance latente, voire même des initiatives explicites, de certains secteurs à essayer d'institutionnaliser cette expérience. A Porto Alegre, l'administration municipale soutient que la force et la richesse de l'expérience de budget participatif résident dans son déroulement spontané, direct, sans délégation de pouvoir et dont les règles sont fixées conjointement par les mouvements sociaux et le gouvernement municipal. Institutionnaliser le processus reviendrait à le subordonner à une majorité hostile dans le conseil municipal, l'emprisonner dans des règles qui entraîneraient des conflits et des litiges juridiques qui interrompraient le cours des débats et d'une élaboration qui se renouvelle chaque année (1).

L'expérience a montré une tendance positive à plus d'investissement, malgré le coût du maintien de la structure pré-existante, les pertes liées au personnel pléthorique et à la rémunération des conseillers municipaux. Se construit ainsi une relation nouvelle avec les pouvoirs publics, qui concerne aussi les administrations des états et de l'Union (2).

Ceci donne au processus une qualité nouvelle et exige des partis du Front populaire qu'ils remplissent un rôle indispensable dans la politisation de secteurs entiers de la société, dans la recherche d'une alternative à la conception juridique dominante d'égalité formelle dans la citoyenneté, qui est celle reproduite dans la société capitaliste.

Sans exagération, mais si l'on garde toujours espoir dans les vieilles utopies, ces expériences constituent l'embryon d'une nouvelle conception du pouvoir public, de l'Etat en somme.

23 novembre 1993

1) Au Brésil, les conseillers municipaux (vereadores) sont élus au scrutin uninominal direct à l'échelle de "circonscriptions" municipales. Ainsi, par le jeu d'un certain maintien de rapports clientélistes "de proximité", la majorité de la "Chambre des vereadores" peut être en opposition au maire élu, lui aussi, au scrutin uninominal direct.

2) Le Brésil est une fédération de x états et d'un district fédéral, régie par une constitution proche de celle des Etats-Unis.

Répression et victoire de l'opposition

Le 5 novembre, une manifestation pacifique de plusieurs milliers de personnes était violemment réprimée par la police sénégalaise, faisant une trentaine de blessés graves

Claude GABRIEL

Cent trente-trois personnes étaient arrêtées dont plusieurs dirigeants de l'opposition politique et du mouvement syndical : Landing Savane député et dirigeant de And Jëf-Parti Africain pour la Démocratie et le socialisme, Ousmane Ngom et Abdoulaye Faye tous deux députés du Parti démocratique sénégalais (PDS), Bou-bacar Diop, secrétaire général de la Fédération de l'éducation et de la recherche (FEDER), Amadou Guiro du PADS et membre de la Quatrième Internationale, Moustapha Sy, dirigeant du mouvement islamique, Moustarchidini, opposé au régime d'Abdou Diouf.

Inculpés pour avoir organisé une manifestation non autorisée ils ont été incarcérés pendant une semaine. Le procès s'est tenu le vendredi 12 novembre. Une caricature de procès, en réalité, dans une ambiance de chahut, sans plaidoirie des avocats, avec un juge aux ordres et un palais de justice cerné par la police. Finalement ils ont été condamnés à six mois de prison avec sursis et à une amende.

Dès que les arrestations avaient été connues un début de réseau de solidarité s'était mis en place en Europe et aux Etats Unis. Le Sénégal avait, avant cela, connu plusieurs semaines d'intenses mobilisations sociales organisées par les syndicats indépendants du pouvoir contre les mesures d'austérité mises en place par ce dernier. La manifestation du 5 novembre était appelée par le PADS contre, notamment, le projet de réduction de 15 % des salaires du secteur public.

Le PADS a été fondé voici deux ans. Il est le fruit de la fusion de quatre organisations dont And Jëf la plus importante, d'origine maoïste ainsi que l'Organisation socialiste des travailleurs qui était la section sénégalaise de la IV^{ème} Internationale. Or l'un des faits marquants des récents événements est la remarquable prise de

responsabilité du PADS lui-même dans les mouvements sociaux. Le Parti démocratique sénégalais, de Abdoulaye Wade, qui reste la principale force d'opposition et qui représente un courant libéral bourgeois a, pour sa part, beaucoup de mal à passer d'une pratique politicienne et manœuvrière à une véritable opposition militante et sociale. Au contraire, le PADS vient de faire la preuve qu'il pouvait assumer ses responsabilités jusqu'au bout, se placer au côté du mouvement syndical et faire descendre sa direction dans la rue.

Ceci n'est pas la moindre des choses dans un pays où la plupart des manifestations n'obtiennent jamais l'accord légal des autorités. Le Sénégal est muni d'une constitution d'apparence "démocratique".

Démocratie contrôlée

Mais le pouvoir s'est réservé toute une série de moyens pour entraver la libre expression des partis et des syndicats d'opposition. Très astucieusement il a calculé que la légalisation des partis d'opposition offrirait diverses prébendes à leurs directions et favoriserait un certain "réalisme" grâce aux avantages du jeu institutionnel. Beaucoup sont facilement tombés dans le panneau, à commencer par le PDS et les deux partis issus de la mouvance pro-soviétique. Leur légalité étant perçue comme un simple espace de pression et de négociation avec le pouvoir il est facile pour ce dernier de menacer à chaque fois qu'une jonction risquait de se produire entre ces partis et des mouvements sociaux revendicatifs. Menace contre la légalité des partis, emprisonnement ou inculpation des dirigeants, interdiction des manifestations... tout a été utilisé et tout a marché pour calmer progressivement ces partis, les uns et les autres faisant dorénavant des allers et retours entre l'opposition et la participation au gouvernement.

Le PADS rompt ce consensus. Il campe sur ses positions, il soutient le mouvement revendicatif. Il apparaît comme une authentique opposition qui refuse les arrangements de courtoisie avec un régime corrompu. Les attaques sociales, contre lesquelles était dirigée la manifestation du 5 novembre 1993, sont pour l'essentiel inspirées par les programmes de la Banque mondiale, du fond monétaire international et de la France, puissance dominante au Sénégal. L'endettement public sénégalais

est pour l'essentiel le produit de l'échange inégal imposé par l'ordre mondial et de la corruption inouïe dans les plus hauts sommets de l'Etat. Or pour tenter de réduire ce déficit les bons esprits de la Banque mondiale et du gouvernement français n'ont pas trouvé autre chose que la réduction des salaires et des emplois dans la fonction publique.

C'est aussi à Paris que s'orchestre les campagnes de presse faisant du régime sénégalais un exemple de démocratie et de pondération. Le mythe est d'autant plus tenace qu'un étrange consensus semble toujours se faire pour cacher ou minimiser ce qui se passe à Dakar. Vieil habitué de l'Internationale socialiste, dont il est membre, Abdou Diouf est aussi et surtout le garant des intérêts français dans ce pays une base militaire française, une armée sénégalaise régulièrement envoyée en mission dans divers pays africains en guerre en corrélation avec la politique française dans ces régions, une importante présence commerciale, une communauté française expatriée dépassant les quinze mille personnes et jouant un rôle clef dans tous les rouages politiques et économiques.

Le Sénégal d'Abdou Diouf connaît la même crise que le reste de l'Afrique noire. Le bilan d'un certain mode de domination politique et économique est terrible.

Voilà encore un bel exemple du double langage des puissances occidentales. Après les beaux discours sur le développement et la démocratisation on revient très vite à la protection des amis et de leurs clientèles. Les oppositions sont admises, voire courtisées, à la condition qu'elles restent à la tournée des ambassades et aux protestations formelles. Pour peu qu'elles soient enracinées dans des luttes sociales réelles et non dans des affaires ethnico-régionalistes elles deviennent curieusement une menace immédiate pour les intérêts européens et américains. C'est le principal point d'appui pour le régime sénégalais. La gabegie qu'il engendre plonge la population dans un désarroi croissant : licenciements massifs, baisse des salaires, réduction des personnels de la santé de 32 % en huit ans, abandon du monde rural, fuite massive des capitaux de la corruption. La répression devient l'ultime instrument de gouvernement.

19 novembre 1991

Index de l'année 1993

Inprecor n° 366 à 375

Afrique du Sud

La négociation face à la rue <i>Siro PETRUZELLA</i>	369	mai
Perte d'une infatigable combattante	372	septembre
Pouvoir blanc, suite et fin ? <i>Mark HARPER</i>	374	novembre

Afrique noire

Le mensonge libéral <i>Claude GABRIEL</i>	367	mars
--	-----	------

Algérie

Le dilemme du pouvoir <i>Chawqi SALHI</i>	375	décembre
--	-----	----------

Allemagne

Par delà les "lignes de lumière" <i>David MULLER</i>	366	février
Une crise "faite maison" <i>Winfried WOLF</i>	368	avril
Grève à l'Est pour quel résultat ? <i>Jacob MONETA</i>	370	juin
Meurtres en série <i>David MULLER et Björn MERTENS</i>	371	juillet

Amérique latine

Déclaration du Forum de La Havane <i>DOCUMENT</i>	372	septembre
Rencontre dans une "période spéciale" <i>Priscila PACHECO CASTILLO</i>	372	septembre
Pour un projet d'alternative radicale <i>Marco Aurelio GARCIA</i>	372	septembre
De la décennie perdue au désordre mondial <i>Alfonso MORO</i>	372	septembre

Australie

Tremblement de terre électoral <i>Ken DAVIS</i>	369	mai
--	-----	-----

Belgique

Succès du 1er mai unitaire à Bruxelles	369	mai
Maastricht contre la Belgique <i>Alain TONDEUR</i>	371	juillet

Bosnie

Contre le dépeçage <i>Catherine SAMARY</i>	366	février
Vers une intervention militaire <i>Catherine SAMARY</i>	369	mai
Convoi ouvrier	372	septembre

Brésil

Le gouvernement KO debout <i>João MACHADO</i>	367	mars
Radical, pas sectaire <i>Interview d'Olívio DUTRA</i>	367	mars
Une conférence historique	371	juillet

Alfonso MORO

Une option de gauche	371	juillet
<i>José CORREA</i>		
Brésil urgence <i>DOCUMENT</i>	375	décembre
Violence et crise nationale <i>José CARRERA</i>	375	décembre
Programme économique et socialisme <i>João MACHADO</i>	375	décembre
Budget et participation populaire <i>Beti BURIGO et Raul PONT</i>	375	décembre
Après la 8ème rencontre <i>Carlos Henrique ARABE</i>	375	décembre

Chine

L'empire du "milieu" bureaucratique <i>Siro PETRUZELLA</i>	372	septembre
---	-----	-----------

Congo

Le capitalisme, option multipartisme <i>Interview de Jean P.E. MPELE</i>	370	juin
---	-----	------

Corée

Chasse aux sorcières	367	mars
----------------------	-----	------

Cuba

Elections sur fond de crise	367	mars
Solidarité syndicale à Toronto <i>Barry WEISLEDER</i>	374	novembre

Danemark

La carotte et le bâton <i>Age SKOVRIND</i>	370	juin
---	-----	------

Ecologie

Quid de l'écologie politique ? <i>Sami JOSHUA</i>	369	mai
--	-----	-----

Economie

1993 ou l'enlèvement de l'économie mondiale <i>Maxime DURAND</i>	368	avril
Une crise "faite maison" <i>Winfried WOLF</i>	368	avril
L'Inde sous la coupe du FMI <i>Thierry MASSON</i>	368	avril
Pour une alternative économique <i>DOCUMENT</i>	368	avril
Les contradictions du néo-libéralisme <i>Jesus ALBARRACIN</i>	369	mai
Un jour la reprise viendra <i>Dick FORSLUND</i>	369	mai
L'économie mondiale dans un cul de sac <i>Livio MAITAN</i>	370	juin
A quand la fin de l'Uruguay round ? <i>Nicolas BENIES</i>	374	novembre

Editorial

Contre message sur l'état du monde	366	février
Eléphants dans un magasin de porcelaine	367	mars
La France à droite vraiment	368	avril
<i>Bureau politique de la LCR (SFQI)</i>		
Vers une intervention militaire ?	369	mai
<i>Catherine SAMARY</i>		
L'économie mondiale dans un cul de sac	370	juin
<i>Livio MAITAN</i>		
Un plan de paix ?	372	septembre
<i>Catherine SAMARY</i>		
Vers le "bantoustan"	373	octobre
Vous avez dit "lutte de classes"	374	novembre
Une initiative de paix ?	375	décembre
<i>Catherine SAMARY</i>		

Erythrée

Une indépendance qui vient de loin	370	juin
<i>François CAZALS</i>		

Etat canadien

Notre camarade François MOREAU	369	mai
--------------------------------	-----	-----

Etat espagnol

L'exception et la règle	371	juillet
<i>Miguel ROMERO</i>		
Les nôtres: José Borrás Medina	375	décembre

Etats-Unis

Pas d'étrences pour Clinton	366	février
<i>Siro PETRUZZELLA</i>		
Du côté du mouvement ouvrier	370	juin
La santé au prix fort	369	mai
<i>Doug HENWOOD</i>		
Qualification et concurrence	371	juillet
<i>Kim MOODY</i>		
Clinton n'est pas Roosevelt	371	juillet
<i>Dianne FEELEY</i>		
Los Angeles, ville sinistrée	371	juillet
<i>Evelyn SELL</i>		
Une conférence pas comme les autres	371	juillet
<i>Fanck LOVELL</i>		
Biopsie d'une lutte ouvrière	374	novembre
<i>Patrick CARRET</i>		

Europe

De Copenhague à Paris, la gauche ?	369	mai
<i>François VERCAMMEN</i>		
La conférence de Paris	371	juillet
<i>Claude GABRIEL</i>		
Maastricht : autopsie d'un échec	372	septembre
<i>Ernest MANDEL</i>		
Un hiver en été	372	septembre
<i>Claude GABRIEL</i>		
Vous avez dit "lutte de classe"	374	novembre
<i>Claude GABRIEL</i>		

Europe de l'Est

Le mensonge du marché	367	mars
<i>Catherine SAMARY</i>		
Le mythe de la justice sociale	367	mars
<i>Jcek KURON</i>		
Les femmes sur la sellette	367	mars
<i>Krystyna POLITACHA</i>		

Ex-Yougoslavie

Les dossiers de l'année

L'intégrisme en Palestine	366	février
Europe de l'Est : le mirage du marché	367	mars
L'économie mondiale au point mort	368 et 369	avril et mai
Europe :	370	juin
Les Etats-Unis de Clinton	371	juillet
Forum de São Paulo : rencontre à La Havane	372	septembre
La crise de la social-démocratie	373	octobre
Russie : le coup de force d'Eltsine	374	novembre
Bésil : Autour du programme du PT	375	décembre

Manifestation le 8 mai	369	mai
Partition 1939-1993 : on prend les mêmes	370	juin
<i>Philippe KOULISCHER</i>		
A propos de l'islam balkanique	370	juin
<i>DOCUMENT</i>		

Femmes

Femmes et intégrisme	366	février
<i>Manar HASSAN</i>		
Europe de l'Est : les femmes sur la sellette	367	mars
<i>Krystyna POLITACHA</i>		
8 mars autour du monde	368	avril
<i>Penny DUGAN et Eva NIKELL</i>		
Luttes de femmes	372	septembre
<i>Marian BRAIN</i>		

France

Faillite et fin de règne	366	février
<i>Daniel BENSARD</i>		
Une page est tournée	369	mai
<i>François OLLIVIER et Cristian PICQUET</i>		
A l'épreuve du pouvoir	373	octobre
<i>Jacques KERGOAT</i>		
France, à droite vraiment	368	avril
<i>Bureau politique de la LCR (SFQI)</i>		

Francophonie

Culture à vendre	375	décembre
<i>DOCUMENT</i>		
Du bon usage du Français	375	décembre
<i>DOCUMENT</i>		

Grande-Bretagne

Cherche parti ouvrier	367	mars
<i>Phil CLARKE</i>		
Regain	369	mai
<i>Phil CLARKE</i>		
Rétablir la tradition socialiste	370	juin
<i>Interview de Tony BENN</i>		
Luttes de femmes	372	septembre
<i>Marian BRAIN</i>		
Dans les affres de la "modernisation"	373	octobre
<i>Phil HEARSE</i>		
Echec à l'interdit professionnel	374	novembre
<i>Sami JOSHUA</i>		

Grèce

Les démons nationalistes	374	novembre
--------------------------	-----	----------

<i>Andreas SARTZEKIS</i>				Les lambeaux de l'utopie	367	mars
Haïti				<i>Jan MALEWSKI</i>		
Aristide sur le chemin du retour ?	366	février		Capitalisme en quête de légitimité	372	septembre
La longue marche du mouvement populaire	368	avril		<i>Jan MALEWSKI</i>		
<i>Arthur MAHON</i>				Vote sanction	373	octobre
Bruits de bottes chez le voisin dominicain	369	mai		Religion		
Après les accords de New York	373	octobre		Au nom de la doctrine	368	avril
<i>Alain WALD</i>				<i>Guillermo MUGICA</i>		
Le piège se referme	375	décembre		A propos de l'islam balkanique	370	juin
<i>Arthur MAHON</i>				DOCUMENT		
Histoire				Russie		
Le legs d'Octobre	366	février		Hivers d'un calme gênant	367	mars
DOCUMENT				<i>Alexandre BOUZGALINE</i>		
Inde				Le coup de poker menteur d'Eltsine	368	avril
L'Inde sous la coupe du FMI	368	avril		<i>Paul FUNDER LARSEN</i>		
<i>Thierry MASSON</i>				Le référendum ne résout rien	370	juin
Italie				<i>Paul FUNDER LARSEN</i>		
Italienne, la crise	368	avril		La dictature des "démocrates"	373	octobre
<i>Livio MAITAN</i>				<i>Paul FUNDER LARSEN</i>		
Durs lendemains de référendum	370	juin		Un tsar est né	374	novembre
<i>Franco TURIGLIATTO</i>				<i>Paul FUNDER LARSEN</i>		
Liban				Comme la corde soutient le pendu	374	novembre
Un crime abject et inutile	372	septembre		<i>David MANDEL</i>		
<i>Tikva HONIG -PARNASS et Michel WARSCHAWSKI</i>				Quand "démocratie" égale "dictature"	374	novembre
Malcolm X				<i>David MANDEL</i>		
Au-delà des caprices de la mode	367	mars		La guet-apens d'Ostankino	374	novembre
<i>Ron DANIELS</i>				<i>Alexandre KOLGANOV</i>		
Maroc				Sénégal		
la mosquée de "notre ami le roi"	373	octobre		Répression et victoire de l'opposition	375	décembre
<i>Abraham SERFATI</i>				<i>Claude GABRIEL</i>		
Mexique				Somalie		
La démocratie syndicale attaquée	371	juillet		Rambo fait dans l'humanitaire	366	février
Nicaragua				<i>François PIGET</i>		
Pour une alternative économique	368	avril		La Somalie ... et les somaliens ?	366	février
DOCUMENT				DOCUMENT		
Palestine				Au nom des bons sentiments	374	novembre
Coupables parce qu'innocents	366	février		<i>Francis CAZALS</i>		
<i>Interview de Léa TSEMEL</i>				Sri Lanka		
Les habits neufs des frères	366	février		La voix de la protestation	374	novembre
<i>Dalal BIZRI</i>				Suède		
Femmes et intégrisme	366	février		Un jour la reprise viendra	369	mai
<i>Manar HASSAN</i>				<i>Dick FORSLUND</i>		
Vers le "bantoustan"	373	octobre		Syndicalisme		
L'option Arafat	373	octobre		Le syndicalisme domestiqué ?	373	octobre
<i>Salah JABER</i>				<i>Roland WOOD</i>		
Diktat ou compromis historique	373	octobre		Territoires occupés		
<i>Michel WARSCHAWSKI</i>				On négocie et on réprime	370	juin
Paix ou reprise de la lutte	373	octobre		<i>Michel WARSCHAWSKI</i>		
<i>Adel SAMARA</i>				Timor oriental		
Sous Israël la Palestine ?	374	novembre		17 ans de nettoyage ethnique	366	février
<i>Interview de Michel WARSCHAWSKI</i>				Tunisie		
Une nouvelle phase de la lutte	374	novembre		Répression tous azimuts	367	mars
<i>Interview de Walid SALEM</i>				Encore la répression	370	juin
Pays Bas				Uruguay		
La révolte des jeunes	370	juin		Le gouvernement KO debout	367	mars
Pologne				<i>Ernesto HERRERA</i>		
Toujours plus près de Dieu	366	février		Gouverner ou transformer ?	371	juillet
				<i>Interview de Julio MARENALES</i>		

José Borrás Medina

José Borrás Medina, militant ouvrier de 41 ans, membre de la Ligue communiste révolutionnaire de l'Etat Espagnol de la quatrième internationale et responsable politique de la LCR de Catalogne durant plusieurs années, est décédé lundi 25 octobre, suite à un cancer.

José Borrás est né en Alicun De Ortega, une petite ville de la province de Grenade où il passa son enfance ; très jeune, il immigra à Barcelone. Il commence à militer à partir de 68 et intègre le Groupe communiste, qui ne tarda pas à devenir la LCR, première organisation membre de la Quatrième internationale dans l'Etat espagnol depuis les années 30. Dans les années 70, sous la dictature franquiste, il joua un rôle dirigeant dans les luttes de la métallurgie de la province de Barcelone et ne tarda pas à participer à la reconstruction de l'Union général des travailleurs de Catalogne dont il a été à la direction jusqu'à ce que la bureaucratie expulse le courant radical du syndicat.

José Borrás combina durant sa vie lutte ouvrière et tâches de direction politique. Dans les années 80, il fut responsable politique de la LCR de Catalogne et contribua à impulser la lutte pacifiste antimilitariste et le travail jeune. Andalou d'origine, il avait fait sien la lutte pour l'autodétermination de la Catalogne, il avait décidé de ne parler et de n'écrire qu'en catalan. Il était l'un des principaux partisan du travail avec le courant nationaliste révolutionnaire. Récemment, il s'était investi de nouveau dans le travail syndical comme membre des Commissions ouvrières et dirigeant du comité d'entreprise des parcs et des jardins à Barcelone, et s'est engagé dans le travail antiraciste dans sa cité de St Boi del Llobregat dans la banlieue ouvrière de Barcelone. Même le cancer n'a pas réussi à l'écarter des activités pour lesquelles il a consacré toute sa vie.

La vie de José Borrás est l'exemple de la vie d'un militant révolutionnaire authentique, dans une période qui a connu des luttes intenses et des pactes honteux, de grandes espérances et des déceptions profondes. Si quelqu'un voudrait écrire l'histoire vivante de la lutte ouvrière et populaire en Catalogne durant ces dernières 25 années, le nom de José Borrás y occuperait certainement une place importante.

Cette histoire ne sera, certes, probablement pas écrite mais n'empêche que la mémoire de cette authentique dirigeant popu-



laire restera vivante, dans le cœur de tous ceux qui l'ont connu et ont partagé ses espérances et ses luttes, ses illusions et ses désillusions, les victoires modestes et les grandes défaites, en apprenant le sens de la lutte, de l'organisation et de l'auto-émancipation de ceux d'"en bas". ■

VIETNAM

Trotsky en vietnamien

Pour la première fois, l'ouvrage de référence de Trotsky, *La Révolution trahie*, vient de paraître en langue vietnamienne. Il a été édité à 2 000 exemplaires aux Etats-Unis pour le compte de l'édition trotskyste Nghien Ciru (Etudes). Plus de 850 exemplaires ont déjà été vendus aux Etats-Unis et 200 en France ; au moins 100 ont pénétré au Vietnam par divers canaux.

Ce livre est préfacé par notre camarade Hoang Khoa Khoi qui a eu l'occasion de le présenter pendant 20 minutes lors d'une émission en langue vietnamienne de RFI (radio très écoutée au Vietnam).

Après la sortie du livre notre camarade accompagné de Dang Vang Long ont effectué une tournée aux Etats-Unis et au Canada. Il faut rappeler que la communauté vietnamienne des Etats-Unis comprend 2,5 millions de personnes sur 3 millions d'exilés vietnamiens au total.

Nos amis sont allés en Californie sur l'invitation du groupe trotskyste vietnamien qui est en contact avec les représentants de divers journaux et éditions de l'émigration (la revue *21ème siècle*, les éditions 100 fleurs, le quotidien *L'homme vietnamien* tirant à 20 000 exemplaires).

Une tournée identique est bientôt prévue en Allemagne. De l'avis unanime des Vietnamiens qui le découvrent, *La révolution trahie* (livre écrit en 1936) se révèle littéralement

prophétique en ce qui concerne l'évolution du Vietnam de 1954 à nos jours.

Littérature et révolution, traduit en vietnamien, sortira chez le même éditeur dans le premier semestre de 1994. ■

SRI LANKA

Sri Pathmanathan

Notre Sri Path, n'est plus. Il s'est éteint récemment à Londres, nous laissant le souvenir d'un homme bon, plein d'esprit de sacrifice et inébranlable.

Le camarade Path nous avait rejoint en 1971, à une époque où le Nava Sama Samaja Party (NSSP) était une tendance du Lanka Sama Samaja Party (alors section sri lankaise de la Quatrième internationale). Il avait mis tous ses espoirs dans le gouvernement de Front unique, et à même quitté l'Angleterre pour participer à la révolution promise. Il n'a pas été long à réaliser son erreur et s'est rapproché de notre courant. Il s'est alors investi dans la lutte contre les collusions politiques et l'attitude répressive du gouvernement.

Sri Path a été à l'initiative de la campagne contre les licenciements de fonctionnaires. Il a su attirer l'attention des médias occidentaux, y compris la BBC, sur leur sort, et figure en bonne place dans un documentaire de l'époque. La campagne a conduit à la mise sur pied d'un comité qui a dirigé l'installation des fonctionnaires déplacés dans le district de Vavuniya.

Sans ses efforts exceptionnels nous n'aurions pas pu lancer notre journal, *Vama Sama Samajaya*, publié en singhalais, en tamoul et en anglais. Il donnait jusqu'à son dernier centime à l'organisation, surtout s'il s'agissait de contribuer au développement d'une presse ouvrière indépendante.

Il ne voyait pas d'issue pour le peuple tamoul dans le cadre d'un Etat bourgeois dominé par le chauvinisme singhalais. Il s'est donc battu pour faire du combat le mouvement de libération nationale tamoul celui de la classe ouvrière sri Lankaise dans son ensemble.

A son retour en Angleterre, il a continué, aux côtés des autres partisans du NSSP en Grande-Bretagne et des membres des organisations tamoules, à participer au combat pour l'unification des masses laborieuses.

Dès qu'un membre du NSSP voyageait en Grande-Bretagne, Sri Path, sa compagne, Sheila, et leurs enfants étaient toujours là pour aider. Avec la mort de Sri Path, c'est un véritable combattant contre la répression et le racisme, et pour le socialisme qui nous a quitté. ■